

N° entrée	Date	Type d'acte	N°	Auteur	Titre	Page JO	Publication
794	02/01/41	Décret		Etat français	modifiant la compétence territoriale de certains tribunaux		JO 22 janvier 1941
795	02/01/41	Loi		Etat français	modifiant le décret-loi du 26 septembre 1939 portant exemption des droits de timbre et d'enregistrement en faveur des coopératives agricoles de culture mécanique		JO 25 janvier 1941
796	02/01/41	Loi		Etat français	relative aux livraisons d'alcool pour la dénaturation (code des contributions indirectes, article 2)		JO 25 janvier 1941
797	03/01/41	Arrêté		Etat français	relatif au fonctionnement du comité consultatif du tourisme		JO 20 janvier 1941
798	03/01/41	Arrêté		Etat français	fixant les conditions d'application de la loi du 3 janvier 1941 relative au ravitaillement de la population en chaussures		JO 6 janvier 1941
799	03/01/41	Décret		Etat français	concernant les cotisations imposées aux entreprises pour couvrir les dépenses administratives de certains comités d'organisation		JO 8 janvier 1941
800	03/01/41	Décret		Etat français	portant création de comités d'organisation du goudron de houille, du benzol et de leurs dérivés		JO 8 janvier 1941
801	03/01/41	Décret		Etat français	portant création du comité des industries de la grosse forge et du gros emboutissage		JO 8 janvier 1941
802	03/01/41	Décret		Etat français	portant création du comité des industries de demi-produits en métaux et alliages non ferreux		JO 8 janvier 1941
803	03/01/41	Loi		Etat français	portant modification de la loi du 16 juin 1933 sur la sécurité de la navigation maritime et l'hygiène à bord des navires de commerce		JO 12 mars 1941

N° entrée	Restriction à une zone d'occupation	Mots-clés	Modifications	Abrogation	Notes
794	Lunéville, Toul, Nancy	justice -- tribunal -- compétence			
795		agriculture -- formalités -- coopératives			
796		alcool -- impôts			La loi modifie le dernier alinéa de l'article deux du code des contributions indirectes.
797		tourisme			
798		rationnement -- chaussures			
799		impôts -- entreprise			
800		pétrole -- charbon			Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
801		forge -- métal			
802		organisation professionnelle			
803		sanitaire -- épidémies -- bateaux			

804	03/01/41	Loi		Etat français	relatif à l'assurance des biens faisant l'objet de réquisitions		JO 14 janvier 1941
805	03/01/41	Loi		Etat français	relative au ravitaillement de la population en chaussures		JO 14 janvier 1941
806	03/01/41	Loi		Etat français	portant modification des statuts de la banque de l'Algérie		JO 5 janvier 1941
807	04/01/41	Arrêté		Etat français	tendant à modifier l'article six de l'arrêté du 11 avril 1940 relatif aux contrôles douaniers		JO 8 janvier 1941
808	04/01/41	Loi		Etat français	relative aux emprunts émis par la ville de Paris		JO 8 mars 1941
809	05/01/41	Arrêté		Etat français	portant création d'un bureau de répartition des vins et eaux-de-vie de Cognac		JO 8 janvier 1941
810	06/01/41	Loi		Etat français	relative à l'instruction religieuse		JO 26 février 1941
811	06/01/41	Loi		Etat français	permettant aux communes de contribuer à certaines dépenses des institutions privées qui ont un but éducatif		JO 29 janvier 1941
812	07/01/41	Décret		Etat français	portant règlement intérieur du Conseil d'Etat		JO 9 janvier 1941
813	07/01/41	Loi		Etat français	concernant la liquidation des pensions de certains fonctionnaires et employés de l'Etat dont l'avancement a été suspendu au cours de la guerre 1939-1940		JO 26 janvier 1941
814	08/01/41	Décret		Etat français	relatif aux allocations de chômage		JO 10 janvier 1941

804		réquisition			
805		rationnement -- chaussures			Mise en place du système de coupon d'achat.
806	Algérie	banque			
807					Délai de près de 2 mois entre l'édition et la publication.
808					
809					
810					La loi revient sur l'interdiction posée par la loi du 28 mars 1882, incluant l'instruction religieuse à titre d'option et libérant une matinée de la semaine, hors le dimanche, pour les parents qui le désirent.
811					Institutions privées dont l'objet est de recueillir, surveiller ou éduquer les moins de 14 ans. Il n'y a pas de mention interdisant la subvention d'institutions religieuses.
812		Conseil d'Etat			
813					
814		chômage -- travail			

815	08/01/41	Décret		Etat français	portant majoration des allocations en faveur des familles dont les soutiens sont mobilisés		JO 10 janvier 1941
816	08/01/41	Loi		Etat français	relative au contrôle exercé sur les opérations des sociétés de courses et du pari mutuel		JO 19 janvier 1941
817	08/01/41	Loi		Etat français	complétant les articles 3, 10, 14 du Code de justice militaire pour l'armée de terre		JO 21 janvier 1941
818	09/01/41	Arrêté		Etat français	concernant la vente aux particuliers et aux services publics des pneumatiques neufs ou d'occasion pour automobiles, remorques et motocyclettes		JO 22 janvier 1941
819	09/01/41	Arrêté interpréfectoral		Préfet de Seine et Seine-et-Oise	concernant la vente en gros et au détail de la viande de boucherie		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 11 janvier 1941
820	09/01/41	Décret		Etat français	portant création du comité d'organisation du machinisme agricole		JO 10 janvier 1941
821	09/01/41	Décret		Etat français	portant création du comité d'organisation des industries de tréfilage, étirage et laminage à froid		JO 10 janvier 1941
822	09/01/41	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation des industries et du commerce des produits pharmaceutiques		JO 14 janvier 1941
823	09/01/41	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation des combustibles liquides		JO 18 janvier 1941
824	09/01/41	Décret		Etat français	rétablissement la composition normale de la Cour d'Appel d'Orléans		JO 24 janvier 1941
825	09/01/41	Décret		Etat français	relatif au secours aux sinistrés		JO 24 janvier 1941

815					
816					
817		Code -- justice -- militaire -- armée			
818					
819					
820					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
821					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
822					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
823					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
824	CA Orléans	justice -- tribunal -- organisation -- Cour d'Appel			
825					

826	11/01/41	Décret		Etat français	relatif aux transactions en matière d'infractions en matière d'infractions à la législation sur la prix		JO 29 janvier 1941
827	11/01/41	Loi		Etat français	portant substitution de l'administration de l'enregistrement à celle des contributions directes pour la réception et le contrôle des déclarations des assujettis (avoirs à l'étranger - art. 219 bis et 219 ter C. de l'enregistrement et		JO 31 janvier 1941
828	13/01/41	Arrêté		Etat français	fixant les conditions d'obtention de ristournes sur acquisitions de semences pour les blés de printemps		JO 28 janvier 1941
829	13/01/41	Loi		Etat français	relative au régime économique de l'alcool		JO 14 janvier 1941
830	13/01/41	Loi		Etat français	portant simplification, coordination et renforcement des dispositions du code général des impôts directs, et annexes		JO 3 février 1941
831	14/01/41	Arrêté		Etat français	relatif au comité d'organisation du marché du maïs		JO 17 janvier 1941
832	14/01/41	Loi		Etat français	modifiant l'article 6 de la loi du 8 décembre 1940 sur la circulation des denrées et produits alimentaires		JO 19 janvier 1941
833	14/01/41	Loi		Etat français	autorisant les dentistes non diplômés d'Alsace et de Lorraine à exercer sur tout le territoire français (Loi n° 178)		JO 20 mai 1941
834	14/01/41	Loi		Etat français	relative à l'organisation des productions piscicoles		JO 30 janvier 1941
835	15/01/41	Décret		Etat français	portant modification de la composition du comité d'organisation de l'industrie et du commerce de l'automobile et du cycle		JO 16 janvier 1941
836	16/01/41	Décret		Etat français	relatif à l'application de la loi du 10 septembre 1940 prévoyant la nomination d'administrateurs provisoires des entreprises privées et de leurs dirigeants		JO 17 janvier 1941

826		infractions -- prix			
827					
828					
829					
830		Importante refonte du code général des impôts, encore largement révisé par la suite.		Voir l'étude de Lucien Bocquet, ancien président de la commission des contributions directes de la Ville de Paris : "Le remaniement du Code général des impôts directs", <i>Gazette du Palais</i> des 15 et 22 février, 8, 15 et 22 mars 1941.	
831				Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", <i>gazette du palais</i> des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.	
832					
833	Loi édictée à propos de l'Alsace- Moselle.			Quatre mois entre la date de publication et celle portée par la loi.	
834					
835					
836					

837	16/01/41	Loi		Etat français	instituant une indemnité compensatrice de perte de salaires au profit de marins du commerce et de la pêche		JO 19 janvier 1941
838	16/01/41	Loi		Etat français	complétant la loi du 30 octobre 1940 relative aux limites d'âge des fonctionnaires		JO 23 janvier 1941
839	16/01/41	Loi		Etat français	relative aux taxes de licence sur les débits de boissons (code des contributions indirectes, article 97)		JO 4 février 1941
840	17/01/41	Arrêté		Etat français	relatif aux dépenses de gestion des caisses d'assurances sociales non agricoles		JO 21 janvier 1941
841	18/01/41	Décret		Etat français	portant abrogation des dispositions du décret du 27 octobre 1939, réduisant le nombre de chambres de tribunaux		JO 19 janvier 1941
842	18/01/41	Loi		Etat français	modifiant le décret du 29 juillet 1939 et les textes subséquents relatifs à la famille et à la natalité française		JO 22 janvier 1941
843	18/01/41	Loi		Etat français	instituant un stage obligatoire dans les chantiers de la jeunesse		JO 8 février 1941
844	19/01/41	Arrêté		Etat français	relatif aux pouvoirs des répartiteurs chefs de section		JO 21 janvier 1941
845	19/01/41	Arrêté		Etat français	portant création du bureau national de répartition des bananes et produits dérivés		JO 8 février 1941
846	20/01/41	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation des industries et métiers d'art		JO 5 février 1941
847	20/01/41	Loi		Etat français	fixant le délai imparti aux caisses autonomes de retraites pour le remboursement des majorations de rentes à la charge de l'Etat		JO 22 janvier 1941

837					
838					
839					
840					
841	Tribunal de première instance de Grasse, de Versailles.	justice -- tribunal -- organisation			Deux décrets revenant sur les mesures de réduction du nombre de chambres.
842					
843	Applicable aux protectorats et colonies, et précise le texte, dans les territoires		Loi n° 687 du 15 juillet 1942.		
844					
845	métropole et colonies				Ce bureau national est institué auprès du secrétaire d'Etat au ravitaillement.
846					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
847					

848	21/01/41	Décret		Etat français	relatif aux conditions de recrutement des secrétaires de mairie		JO 24 janvier 1941
849	21/01/41	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation des industries de la construction de matériels pour manutention, travaux publics et sidérurgie		JO 24 janvier 1941
850	21/01/41	Décret		Etat français	portant modification de l'article 1° du décret du 21 décembre 1939		JO 25 janvier 1941
851	21/01/41	Décret		Etat français	portant création et constitution d'un comité provisoire de la marine marchande		JO 26 janvier 1941
852	21/01/41	Loi		Etat français	tendant à rendre applicable le décret du 12 décembre 1806 aux marchés passés par la marine		JO 15 février 1941
853	21/01/41	Loi		Etat français	régulant à titre temporaire la compétence des conseils de préfecture		JO 26 janvier 1941
854	21/01/41	Loi		Etat français	relative à la désignation des membres des chambres de métiers		JO 7 février 1941
855	22/01/41	Arrêté		Etat français	fixant les modalités de l'autorisation préfectorale visée à l'article 1° et de la déclaration mentionnée à l'article 4 de la loi du 16 novembre 1940 relative aux opérations immobilières		JO 10 février 1941
856	22/01/41	Décret		Etat français	portant application de la loi du 11 octobre 1940 sur les cumuls d'emploi		JO 10 février 1941
857	22/01/41	Décret		Etat français	portant publication du protocole relatif à l'application aux paiements franco-belges de l'accord de compensation pour les paiements franco-allemands		JO 23 janvier 1941
858	22/01/41	Décret		Etat français	portant création du comité d'organisation des industries du bois		JO 25 janvier 1941

848					
849					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
850	Algérie				Algérie. Individus dangereux pour la défense nationale.
851					
852					
853		conseil -- préfecture			La loi vise à régler les cas de séparation, du fait de la mise en place de la ligne de démarcation, d'une partie du territoire du siège du conseil de préfecture. La transmission des instances en cours est accomplie par la diligence du président du conseil de préfecture.
854					
855					
856					
857	Le décret est applicable à l'Algérie et aux colonies. Le ministre des affaires				L'accord de compensation pour les paiements franco-allemands date du 14 novembre 1941
858		bois			Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.

859	22/01/41	Loi		Etat français	prorogeant le délai fixé par l'article 4 de la loi du 16 novembre 1940 sur les opérations immobilières		JO 11 février 1941
860	22/01/41	Loi		Etat français	créant un conseil national		JO 24 janvier 1941
861	23/01/41	Décret		Etat français	portant création d'un comité général d'organisation de l'industrie du papier et du carton		JO 25 janvier 1941
862	23/01/41	Instruction		Etat français	relative au protocole sur les paiements franco-belges du 11 janvier 1941		JO 23 janvier 1941
863	23/01/41	Loi		Etat français	concernant la récupération et l'utilisation des déchets et vieilles matières		JO 24 janvier 1941
864	23/01/41	Loi		Etat français	tendant à faciliter l'attribution des prestations d'assurance sociales aux assurés sociaux qui n'ont pu cotiser du fait des hostilités ou des conséquences de celles-ci		JO 4 février 1941
865	23/01/41	Loi		Etat français	relative à l'imputation de frais exceptionnels de transports par voie de mer		JO 5 février 1941
866	24/01/41	Décret		Etat français	modifiant le décret du 18 septembre 1940 concernant les magistrats, fonctionnaires et agents civils ou militaires de l'Etat relevés de leurs fonctions		JO 15 février 1941
867	24/01/41	Loi		Etat français	accordant des subventions aux groupements agricoles de culture mécanique pour aménagement d'appareils à gazogènes sur les tracteurs et autres véhicules		JO 14 mars 1941
868	24/01/41	Loi		Etat français	relative au règlement des sous-traitants des marchés de l'air		JO 26 janvier 1941
869	24/01/41	Loi		Etat français	modifiant l'article 15 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse		JO 8 février 1941

859		immobilier			
860		politique			
861					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
862	Métropole (zone occupée ou zone non occupée), Algérie, colonies et territoires sous mandats.				
863					
864					
865	Algérie et colonies				Frais exceptionnels occasionnés par des circonstances de force majeure ou "par les décisions de l'autorité maritime consécutives aux évènements de mai et juin 1940"
866	justice -- magistrat -- fonctionnaire -- agent -- civils -- militaire				Modification du décret du 18 septembre 1940 en ce sens. Plus restrictif? A voir.
867					Près de deux mois entre la date que porte la loi et sa promulgation.
868					
869					

870	24/01/41	Loi		Etat français	portant prorogation de délais en matière de propriété industrielle		JO 8 février 1941
871	25/01/41	Arrêté		Etat français	relatif à la compétence de certaines juridictions		JO 26 janvier 1941
872	25/01/41	Loi		Etat français	relative aux agents du contrôle du ravitaillement		JO 13 février 1941
873	25/01/41	Loi		Etat français	complétant les dispositions du décret du 9 septembre 1939, modifié et complété par la loi du 5 mars 1940, ayant pour objet de permettre en temps de guerre le mariage sans comparution personnelle des militaires et marins		JO 15 février 1941
874	25/01/41	Loi		Etat français	étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions de l'article 3 de la loi du 27 septembre 1940 autorisant l'octroi de délais de grâce		JO 28 janvier 1941
875	25/01/41	Loi		Etat français	complétant l'article 5 de la loi du 3 septembre 1940 réglant à titre temporaire la compétence des tribunaux judiciaires		JO 31 janvier 1941
876	25/01/41	Loi		Etat français	prorogeant certaines dispositions de la loi du 26 décembre 1940 portant régime provisoire pour l'administration de la ville de Paris et du département de la Seine		JO 8 février 1941
877	26/01/41	Arrêté		Etat français	relatif à la compétence de certains tribunaux		JO 29 janvier 1941
878	26/01/41	Loi		Etat français	relative à la création de servitudes à la charge des terrains nécessaires à l'amélioration des routes nationales		JO 14 février 1941
879	27/01/41	Acte constitutionnel N° 7		Etat français	relatif à la prestation de serment, à la responsabilité et aux devoirs des hauts fonctionnaires de l'Etat		JO 28 janvier 1941
880	27/01/41	Décret	353	Etat français	modifiant, pour la durée des hostilités, l'article 42 des statuts de l'académie des beaux-arts	1325	JO

870					Même prorogation que pour la loi du 11 septembre 1940.
871	Cour d'assise de Lot-et-Garonne. Arrondissement de Saint-Claude. Cour	justice -- tribunal -- organisation			
872					
873	La loi a vocation à s'appliquer dans tous les pays dans lesquels des militaires et	mariage			La loi s'intéresse aux militaires et marins prisonniers de guerre et internés.
874	Colonies	délai -- grâce			Dérogation à l'article 1244 du code civil. Les magistrats désignés par l'article 1° de la loi statuent sur l'octroi des délais.
875		justice -- tribunal -- organisation -- compétence			"Dans le cas où à la suite de l'occupation, ou en raison de l'état des communications maritimes entre le lieu de la détention et celui où ont été exercées les poursuites il ne peut être statué..."
876	Paris				Dans le même sens : loi du 29 avril 1941
877	tribunal de première instance de Loches et de Châteauroux	justice -- tribunal -- organisation -- compétence			
878					
879					Des sanctions propres au non respect de cet acte sont prévus, sans faire obstacle aux poursuites susceptibles d'être exercées par la voie légale ordinaire en raison des crimes et délits qui pourraient avoir été commis par les mêmes personnes.
880					

881	27/01/41	Décret		Etat français	relatif à la perception de l'impôt céduinaire et de la contribution nationale extraordinaire portant sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères		JO 21 février 1941
882	27/01/41	Décret		Etat français	portant création du comité d'organisation du travail des métaux		JO 29 janvier 1941
883	27/01/41	Décret		Etat français	portant création du comité d'organisation des ferroalliages		JO 29 janvier 1941
884	27/01/41	Décret		Etat français	portant création du comité d'organisation de l'horlogerie		JO 29 janvier 1941
885	27/01/41	Décret		Etat français	portant création du comité d'organisation de l'industrie et du commerce de la machine-outil, de l'outillage et de la soudure		JO 29 janvier 1941
886	27/01/41	Décret		Etat français	portant modification au décret du 15 décembre 1938 sur la radiotélégraphie et la radiotéléphonie		JO 30 janvier 1941
887	27/01/41	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation de la construction des machines pour les industries textiles, graphiques, chimiques, des matières plastiques et de l'alimentation		JO 31 janvier 1941
888	27/01/41	Décret		Etat français	portant constitution d'un comité d'organisation de la précision industrielle non spécialisée		JO 5 février 1941
889	27/01/41	Loi		Etat français	complétant le décret-loi du 3 novembre 1939 relatif aux sociétés de secours mutuels		JO 12 février 1941
890	27/01/41	Loi		Etat français	fixant les sanctions applicables aux infractions à la réglementation de la radiotélégraphie et de la radiotéléphonie définie par le décret du 15 décembre 1938		JO 30 janvier 1941
891	28/01/41	Arrêté		Etat français	concernant le transport d'une zone à l'autre de certaines denrées, produits alimentaires ou animaux de boucherie ou de charcuterie intéressant le ravitaillement		JO 2 février 1941

881				Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
882				Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
883				Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
884				Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
885				Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
886	Zone non occupée et colonies. Dans la zone occupée, c'est la			La loi prévoit des sanctions au non respect des prescriptions prévues par le décret du 15 décembre 1938 applicable en cas de guerre, de mobilisation, de danger de guerre, d'état de siège, modifié par le décret du 27 janvier 1941.
887				Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
888				Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
889				
890	Zone non occupée et colonies. Dans la zone occupée, c'est la			La loi prévoit des sanctions au non respect des prescriptions prévues par le décret du 15 décembre 1938 applicable en cas de guerre, de mobilisation, de danger de guerre, d'état de siège, modifié par le décret du 27 janvier 1941.
891	L'arrêté fixe les conditions d'autorisation de transport entre les zones.			

892	28/01/41	Loi		Etat français	relative au paiement de la taxe afférente aux postes récepteurs de radiodiffusion détenus par les mobilisés ou les réfugiés		JO 2 mars 1941
893	29/01/41	Arrêté		Etat français	portant agrément du groupement d'importation et de répartition des produits amylacés		JO 1° février 1941
894	29/01/41	Arrêté		Etat français	fixant les modalités d'application de la loi du 11 décembre 1940 sur l'affichage, la déclaration et le recensement des locaux vacants à usage d'habitation ou professionnels		JO 14 février 1941
895	30/01/41	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation de la brosserie, de la tablerie et des industries connexes		JO 2 février 1941
896	30/01/41	Décret		Etat français	relatif aux provisions pour renouvellement des stocks, de l'outillage et du matériel		JO 31 janvier 1941
897	30/01/41	Décret		Etat français	concernant l'organisation du conseil supérieur de l'Université		JO 7 février 1941
898	30/01/41	Loi		Etat français	relative au placement des travailleurs et à l'aide aux travailleurs sans emploi		JO 13 février 1941
899	30/01/41	Loi		Etat français	portant institution d'un prélèvement temporaire sur les excédents de bénéfices		JO 31 janvier 1941
900	30/01/41	Loi		Etat français	portant réforme des octrois		JO 8 février 1941
901	31/01/41	Arrêté		Etat français	nommant des membres du comité consultatif de la section textile de l'office central de répartition des produits industriels		JO 2 février 1941
902	31/01/41	Loi		Etat français	relative à l'institution d'un régime d'assurance d'Etat contre les risques de guerre pour les corps de bateaux de navigation intérieure		JO 1° février 1941

892					
893					
894					
895					
896					Deux décrets pris ce jour à ce titre.
897					
898					La présente loi complète celle du 11 octobre 1940 portant même titre.
899					
900					
901					
902					

903	02/02/41	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation de la production du sel		JO 5 février 1941
904	02/02/41	Décret		Etat français	tendant à compléter le décret du 2 novembre 1940 concernant les employés et agents des départements et des communes relevés de leurs fonctions		JO 6 février 1941
905	02/02/41	Loi		Etat français	relative à l'établissement d'un régime transitoire pour la perception des droits de mutation par décès sur certains biens affectés par les évènements de guerre		JO 18 février 1941
906	02/02/41	Loi		Etat français	fixant la compétence des bureaux de l'enregistrement de la Seine		JO 18 février 1941
907	02/02/41	Loi		Etat français	modifiant le régime fiscal des contrats de sociétés et complétant le décret du 14 juin 1938 relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurance et à l'organisation de l'industrie de l'assurance (Code de l'enregistrement,		JO 21 février 1941
908	02/02/41	Loi		Etat français	relative aux comité de gestion des groupements professionnels et interprofessionnels de répartition		JO 5 février 1941
909	02/02/41	Loi		Etat français	autorisant la préparation, la détention en vue de la vente et la mise en vente d'eaux-de-vie rhumées		JO 5 février 1941
910	02/02/41	Loi		Etat français	relative aux pouvoirs des administrateurs provisoires des entreprises privées de leurs dirigeants		JO 9 février 1941
911	03/02/41	Arrêté		Etat français	modifiant l'arrêté du 19 mars 1940 relatif au domaine mobilier privé de l'Etat		JO 27 février 1941
912	03/02/41	Décret		Etat français	aménageant le statut viticole		JO 11 février 1941
913	03/02/41	Décret		Etat français	modifiant le code du vin		JO 11 février 1941

903				Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
904				Complète le décret du 2 novembre 1940 concernant les employés et agents des départements et des communes relevés de leurs fonctions.
905				complète le code de l'enregistrement.
906	Département de la Seine			
907	Loi du 1° juin 1941 portant extension à l'Algérie de la loi du 2 février 1941 modifiant			complète le code de l'enregistrement.
908				
909				
910				Il s'agit des administrateurs provisoires nommés en application de la loi du 10 septembre 1940, relative à la politique antijuive de Vichy.
911				
912				
913				

914	03/02/41	Loi		Etat français	modifiant jusqu'à la date de cessation légale du temps de guerre le mode de résolution des questions posées aux juges des tribunaux militaires permanents		JO 11 février 1941
915	03/02/41	Loi		Etat français	modifiant l'article 179 de la loi du 9 mars 1928 portant révision du Code de justice militaire pour l'armée de terre		JO 11 février 1941
916	03/02/41	Loi		Etat français	modifiant le statut viticole		JO 11 février 1941
917	05/02/41	Décret		Etat français	concernant une appellation d'origine contrôlée		JO 8 février 1941
918	05/02/41	Loi		Etat français	relative aux associations reconnues d'utilité publique		JO 10 février 1941
919	05/02/41	Loi		Etat français	relative à la composition des tribunaux militaires permanents jusqu'à la date de cessation légale du temps de guerre		JO 14 février 1941
920	05/02/41	Loi		Etat français	réprimant le refus de louer à un père de famille un local d'habitation ou à un usage professionnel		JO 21 février 1941
921	05/02/41	Loi		Etat français	modifiant, dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, les dispositions en vigueur concernant la constitution des tribunaux militaires en cours martiales et dérogeant, pour les mêmes territoires, aux règles édictées		JO 6 février 1941
922	06/02/41	Arrêté		Préfet de la Seine	relatifs aux terrains non utilisés dans le département de la Seine		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 10 février 1941
923	06/02/41	Loi		Etat français	complétant la loi du 23 juillet 1940 sur la déchéance de la nationalité à l'égard des Français qui ont quitté la France		JO 14 mars 1941
924	06/02/41	Loi		Etat français	modifiant les lois du 20 juin 1920 et du 15 décembre 1923 relatives aux actes de l'état civil détruits		JO 21 février 1941

914		justice -- militaire -- juge -- organisation de la nation en temps de			Suspension de l'application de l'article 90 du code de justice militaire.
915		Code -- justice -- militaire			
916					
917					Législation viticole.
918					La loi vise à faciliter le transfert du siège social des associations d'utilité publiques, les incitant à quitter Paris et la zone occupée.
919		tribunal -- militaire -- organisation de la nation en temps de guerre			Voir la loi du 25 août 1940.
920	Métropole et Algérie				Amendes spéciales prévues par le texte.
921	Colonies	colonie -- justice -- militaire -- code			
922	Seine				
923		procédure -- justice -- frais			La loi vise à imputer les fais de procédure de séquestre et les honoraires des administrateurs, par une modification de la loi du 23 juillet 1940 modifiée par la loi du 29 octobre 1940.
924					Les maires et responsables de juridictions sont invités à rétablir leurs archives.

925	07/02/41	Arrêté		Etat français	relatif au contrôle des recettes des salles de cinéma		JO 22 avril 1941
926	07/02/41	Arrêté		Etat français	concernant les eaux-de-vie rhumées		JO 8 février 1941
927	07/02/41	Décret		Etat français	fixant la procédure d'instruction et d'enquête applicable aux projets communaux et régionaux d'urbanisme		JO 22 mars 1941
928	07/02/41	Décret	54	Etat français	relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments ou locaux recevant du public (décret n° 54)		JO 24 mars 1941
929	07/02/41	Loi		Etat français	portant dérogation à l'article 5 de la loi du 12 octobre 1940		JO 12 mars 1941
930	07/02/41	Loi		Etat français	portant dérogation à l'article 5 de la loi du 12 octobre 1940		JO 12 mars 1941
931	08/02/41	Décret		Etat français	portant publication du protocole relatif à l'application aux paiements franco-hollandais de l'accord de compensation pour les paiements franco-allemands		JO 15 février 1941
932	08/02/41	Loi		Etat français	relative au règlement de certaines dettes en monnaies étrangères		JO 21 février 1941
933	08/02/41	Loi		Etat français	sur la détention des stocks		JO 9 février 1941
934	09/02/41	Décret		Etat français	relatif à la déclaration des créances commerciales sur le Brésil, la Finlande et l'Italie		JO 13 février 1941
935	09/02/41	Décret		Etat français	portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 octobre 1940 relative aux associations professionnelles de fonctionnaires		JO 20 février 1941

925					
926					
927					
928	Des dispositions sont générales ; certaines s'appliquent à Paris et dans le département de				
929					Des budgets départementaux peuvent être établis par le soin des préfets sous réserve des approbation prévues par la loi du 22 décembre 1940.
930					
931	Métropole (zone occupée ou zone non occupée), Algérie, colonies et				Accords franco-allemands du 14 novembre, signés à Wiesbaden le 1° février 1941.
932	Applicable à l'Algérie, colonies et protectorats.		Loi du 3 mai 1941		
933					Répression du marché noir. Infractions constatées dans les conditions de la loi du 21 octobre 1940 modifiant la législation sur les prix.
934	Applicable à l'Algérie, colonies et protectorats.				
935					

936	09/02/41	Loi		Etat français	tendant à accroître et à mettre à la disposition du ravitaillement général la production de certaines denrées agricoles		JO 10 février 1941
937	09/02/41	Loi		Etat français	relative aux bourses de valeurs non pourvues d'un parquet		JO 11 février 1941
938	09/02/41	Loi		Etat français	tendant à faciliter la réparation rapide des immeubles bâtis partiellement endommagés par faits de guerre		JO 22 mars 1941
939	10/02/41	Acte constitutif N° 4		Etat français	relatif à la suppléance et à la succession du chef de l'Etat (acte "quater")		JO 11 février 1941
940	10/02/41	Arrêté		Etat français	relatif à l'examen professionnel d'entrée dans la magistrature		JO 23 février 1941
941	10/02/41	Décret		Etat français	relatif à l'examen professionnel d'entrée dans la magistrature		JO 23 février 1941
942	10/02/41	Loi		Etat français	relative à l'organisation du gouvernement		JO 11 février 1941
943	10/02/41	Loi		Etat français	modifiant et complétant la loi du 11 octobre 1940 relative à la reconstruction des immeubles d'habitation partiellement ou totalement détruits par suite de faits de guerre		JO 22 mars 1941
944	11/02/41	Arrêté		Etat français	relatif à l'application de la loi du 11 octobre 1940 relative à la reconstruction des immeubles d'habitation partiellement ou totalement détruits par suite de faits de guerre		JO 22 mars 1941
945	11/02/41	Arrêté		Etat français	portant institution du bureau national de répartition des matières premières et denrées nécessaires à la fabrication des produits de régime et des farines pour enfants		JO 29 mars 1941
946	11/02/41	Décret		Etat français	complétant le décret du 14 avril 1874 sur la discipline des membres de la Légion d'honneur		JO 14 février 1941

936					
937					
938					Voir l'étude de Paul Esmein : "La réparation des immeubles endommagés du fait des hostilités", Gazette du Palais 1940.2.Doct., p. 43.
939					En cas d'empêchement de l'Amiral Darlan, successeur désigné du Maréchal Pétain, le conseil des ministres doit en désigner un à la majorité des voix.
940		justice -- magistrat -- recrutement			
941		justice -- magistrat -- recrutement			
942			décret d'application du 23 février 1941		
943					Voir l'étude de Paul Esmein : "La réparation des immeubles endommagés du fait des hostilités", Gazette du Palais 1940.2.Doct., p. 43.
944					
945					
946					

947	11/02/41	Décret		Etat français	relatif au règlement par virements de banque et chèque, des dépenses et des créances de l'Etat, des colonies, des collectivités et des établissements publics		JO 14 février 1941
948	11/02/41	Loi		Etat français	abrogeant les dispositions législatives et réglementaires relatives aux conditions de nomination et de promotion des membres du Conseil de préfecture de la Seine et des Conseils de préfecture		JO 12 février 1941
949	11/02/41	Loi		Etat français	portant réglementation provisoire de la vente des vêtements et articles textiles		JO 13 février 1941
950	11/02/41	Loi		Etat français	portant modification de la loi du 25 novembre 1940 relative au développement des jardins ouvriers		JO 27 février 1941
951	11/02/41	Loi		Etat français	portant modification de la loi du 13 août 1940 relative au régime du travail		JO 30 mars 1941
952	12/02/41	Arrêt		Etat français	modifiant l'arrêté du 29 octobre 1940 portant création du bureau national de répartition et des répartiteurs départementaux pour le bétail, la viande et les produits dérivés		JO 12 mars 1941
953	12/02/41	Décret		Etat français	modifiant le décret du 20 novembre 1940 relatif aux conditions d'application de la loi du 7 octobre 1940 portant abrogation du décret Crémieux		JO 13 mars 1941
954	13/02/41	Loi		Etat français	relative à la frappe des pièces de 5, 10 et 20 FF		JO 9 mars 1941
955	14/02/41	Décret		Etat français	différant l'application des dispositions prévues par les décrets du 16 novembre 1940 portant création et composition du comité d'organisation de la publicité		JO 15 février 1941
956	14/02/41	Décret		Etat français	relatif à l'installation et à la prestation de serment des magistrats ne pouvant rejoindre leur poste		JO 15 février 1941
957	14/02/41	Loi		Etat français	complétant la loi du 15 mars 1928 relative à l'aménagement des lotissements défectueux		JO 15 février 1941

947	colonies				
948	métropole et Algérie	conseil -- préfecture			
949					La loi fixe les conditions d'achat des produits textiles neufs jusqu'à la mise en vigueur d'une carte de vêtements et articles textiles.
950					
951					
952					
953	Algérie				exécution par le garde des sceaux et le ministre de l'intérieur.
954					
955					
956	Pas d'autres précisions qu'une référence à un état de guerre mettant dans	magistrat -- justice -- serment -- organisation de la nation en temps de			"Les magistrats nommés ou promus [...] seront installés par écrit dans leurs nouvelles fonctions. La prestation de serment, dans les cas où elle est requise, sera différée jusqu'au jour où l'impossibilité visée à l'alinéa précédent aura pris fin." Vu le décret du 22 mars 1852
957					

958	15/02/41	Loi		Etat français	relative à l'admission à la retraite anticipée des fonctionnaires, ouvriers et employés de l'Etat, anciens combattants et victimes de la guerre placés en congé entre la date de publication du décret du 17 juin 1938 et		JO 18 mars 1941
959	15/02/41	Loi		Etat français	relative à l'approbation des règlements de retraites		JO 2 mars 1941
960	15/02/41	Loi	1367	Etat français	modifiant l'article 49 de la loi du 21 octobre 1940 codifiant la législation sur les prix (Loi n° 1367)		JO 30 avril 1941
961	15/02/41	Loi		Etat français	relative aux biens mobiliers et immobiliers ayant appartenu aux anciens établissements publics du culte et n'ayant fait l'objet daucun décret d'attribution		JO 6 mars 1941
962	15/02/41	Loi	1549	Etat français	modifiant le décret du 29 juillet 1939 et les textes subséquents relatifs à la famille et à la natalité française (Loi n° 1549)		JO 9 avril 1941
963	16/02/41	Décret		Etat français	modifiant l'article 5 du décret du 12 novembre 1940 instituant un comité d'organisation de la manutention dans les ports maritimes		JO 1° mars 1941
964	16/02/41	Décret		Etat français	fixant provisoirement le régime du travail dans la marine marchande		JO 1° mars 1941
965	16/02/41	Loi		Etat français	facilitant l'utilisation de l'électricité pour les besoins de l'agriculture		JO 14 mars 1941
966	16/02/41	Loi		Etat français	modifiant la loi du 15 juillet 1940 portant création d'emplois de secrétaires généraux		JO 17 février 1941
967	19/02/41	Loi		Etat français	modifiant la loi du 27 août 1940 portant réglementation de la circulation automobile		JO 1° mars 1941
968	19/02/41	Loi		Etat français	relative à la vente des marchandises saisies ou confisquées à la suite d'infractions à la législation sur les prix		JO 9 mars 1941

958					Publication près d'un mois plus tard.
959					
960		législation -- prix			Deux mois entre la date portée par la loi et celle de sa publication.
961					Attribution aux associations cultuelles ou union d'associations cultuelles.
962					Deux mois entre la date portée par la loi et celle de sa publication.
963					
964					
965					Publication près d'un mois plus tard.
966					
967					
968		législation -- prix			

969	21/02/41	Arrêté		Etat français	relatif au fonctionnement d'une commission chargée de l'instruction de différends		JO 5 mars 1941
970	21/02/41	Loi		Etat français	complétant les articles 8 et 9 de la loi organique du 30 novembre 1875		JO 24 février 1941
971	22/02/41	Arrêté		Etat français	concernant la répartition de l'or industriel		JO 2 mars 1941
972	22/02/41	Arrêté		Etat français	relatif aux sursis et devancements de convocation des jeunes gens appelés à effectuer un stage dans les chantiers de jeunesse		JO 23 février 1941
973	22/02/41	Décret		Etat français	relatif aux associations professionnelles de fonctionnaires de l'enseignement primaire		JO 25 février 1941
974	22/02/41	Décret	1029	Etat français	relatif aux pensions des prix de Rome	1360	
975	22/02/41	Décret		Etat français	relatif à l'inspection primaire		JO 26 février 1941
976	22/02/41	Loi		Etat français	modifiant les articles 461 et 537 du Code de commerce et l'article 15 de la loi du 4 mars 1889 sur la législation des faillites		JO 17 mars 1941
977	22/02/41	Loi		Etat français	modifiant le décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or		JO 2 mars 1941
978	22/02/41	Loi		Etat français	complétant la loi du 24 septembre 1940 portant création d'une cour martiale		JO 24 février 1941
979	22/02/41	Loi		Etat français	relative à la lutte contre l'hypodermose des bovidés		JO 27 février 1941

969					Commission traitant des différends entre producteurs de betteraves et usines de production sucrière.
970					
971					
972					
973					Exclusion des inspecteurs.
974					
975					
976					
977					
978		justice -- cour martiale			Cas d'empêchements de membres ou présidents.
979					

980	22/02/41	Loi		Etat français	relative aux restrictions pouvant être apportées dans certaines zones à l'éclairage des véhicules		JO 28 février 1941
981	22/02/41	Loi		Etat français	modifiant la loi du 25 mars 1936 fixant le statut du personnel navigant de l'aéronautique civile		JO 4 mars 1941
982	22/02/41	Loi		Etat français	prorogeant les délais de renouvellement des inscriptions hypothécaires ou de nantissements		JO 5 mars 1941
983	22/02/41	Loi		Etat français	attribuant aux tribunaux de droit commun séant en zone occupée la connaissance des infractions commises par des individus exclusivement justiciables des tribunaux militaires et qui n'ont pas été		JO 5 mars 1941
984	23/02/41	Décret		Etat français	relatif aux services administratifs de la présidence du conseil		JO 25 février 1941
985	23/02/41	Loi		Etat français	concernant la perception des péages dans les ports maritimes		JO 11 mars 1941
986	23/02/41	Loi		Etat français	relative aux dates d'échéances des pensions de vieillesse et d'invalidité dues en application de la législation sur les assurances sociales ou sur les retraites ouvrières et paysannes		JO 14 mars 1941
987	23/02/41	Loi		Etat français	relative à la composition du gouvernement		JO 25 février 1941
988	25/02/41	Arrêté		Etat français	relatif au stage obligatoire, aux sursis et devancements de convocation et à la convocation, en mars 1941, des Français devant effectuer un stage dans les chantiers de jeunesse de la marine		JO 2 mars 1941
989	26/02/41	Arrêté		Etat français	relatif au stage obligatoire, aux sursis et devancements de convocation et à la convocation, en mars 1941, des Français devant effectuer un stage dans les chantiers de jeunesse de la marine		JO 2 mars 1941
990	26/02/41	Décret		Etat français	rétablissement la composition normale des tribunaux d'Amiens et de Laon		JO 13 mars 1941

980					Modifie et abroge le décret du 18 novembre 1939 concernant l'éclairage des véhicules automobiles dans certains départements.
981					
982					
983		justice -- militaire -- tribunal -- organisation de la nation en temps de			Les tribunaux de droit commun appliquent les peines prévues par le Code de justice militaire pour l'armée de terre.
984					"Pour l'application de l'article 2 de la loi du 10 février 1941, en ce qui concerne son action de direction et de contrôle, le ministre vice-président du Conseil dispose des services administratifs de la présidence du Conseil."
985					
986					
987					La loi place des administrations publiques sous l'autorité de secrétaires d'Etat.
988					
989					
990	Tribunal de première instance de Laon et Amiens	justice -- tribunal -- organisation			

991	26/02/41	Décret	868	Etat français	complétant le décret du 11 septembre 1936 définissant les conditions de contrôle de l'appellation "Beaune" (Décret n° 868)		
992	26/02/41	Loi		Etat français	relative au paiement des loyers arriérés des locaux d'habitation à usage professionnel		JO 10 mars 1941
993	26/02/41	Loi		Etat français	modifiant jusqu'à la date de cessation légale du temps de guerre le mode de résolution des questions posées aux juges des tribunaux maritimes permanents		JO 28 février 1941
994	26/02/41	Loi		Etat français	relative à la déclaration et à la mise à disposition de la Société nationale des chemins de fer français de wagons particuliers ordinaires		JO 8 mars 1941
995	27/02/41	Arrêté		Etat français	relatif à la déclaration et au contrôle des stocks de conserves de poisson		JO 28 février 1941
996	27/02/41	Loi		Etat français	tendant à la reprise du cours de certains délais suspendus au profit des mobilisés par le décret du 1 ^{er} septembre 1939		JO 17 mars 1941
997	27/02/41	Loi		Etat français	modifiant l'article 154 du Code de justice militaire pour l'armée de terre		JO 28 février 1941
998	28/02/41	Décret	972	Etat français	instituant un comité d'organisation professionnelle (n° 972)		JO 27 mars 1941
999	28/02/41	Loi		Etat français	relative à la majoration abusive des loyers des locaux d'habitation ou à usage professionnel		JO 15 mars 1941
1000	28/02/41	Loi		Etat français	portant transfert d'attributions		JO 15 mars 1941
1001	28/02/41	Loi		Etat français	relative à la certification du chèque		JO 2 mars 1941

991					
992	métropole (zone occupée et zone non occupée) et Algérie				Voir l'étude de Paul Esmein : "Les mesures récentes relatives aux loyers", Gazette du Palais 25 mars 1941.
993		justice -- tribunal -- militaire -- marine			
994					
995					
996					
997		code -- militaire -- justice --			Traduction directe d'un inculpé devant le tribunal maritime.
998					Le comité est chargé de préparer et de soumettre au Chef de l'Etat un projet de statut des professions.
999	métropole (zone occupée et zone non occupée) et Algérie				Voir l'étude de Paul Esmein : "Les mesures récentes relatives aux loyers", Gazette du Palais 25 mars 1941.
1000					
1001					

1002	28/02/41	Loi		Etat français	portant limitation des dividendes et des tantièmes		JO 28 février 1941
1003	28/02/41	Loi		Etat français	modifiant la loi du 23 juillet 1940 relative à la déchéance de la nationalité à l'égard des Français qui ont quitté la France		JO 3 mars 1941
1004	28/02/41	Loi		Etat français	relative à la forme et à la négociation des actions		JO 5 mars 1941
1005	28/02/41	Loi		Etat français	suspendant les sessions des conseils d'administration des offices des mutilés, victimes de la guerre et pupilles de la nation des colonies et territoires sous mandat		JO 6 mars 1941
1006	28/02/41	Loi		Etat français	suspendant les assemblées de l'office national des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation		JO 6 mars 1941
1007	03/03/41	Arrêté		Etat français	concernant l'acquisition et la revente de vin de Champagne à l'armée allemande		JO 9 mars 1941
1008	03/03/41	Décret		Etat français	relatif au comité d'organisation provisoire de l'industrie des conserves de poissons		JO 23 mars 1941
1009	03/03/41	Loi	975	Etat français	portant extension de l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 aux fonctionnaires victimes de la guerre actuelle (Loi n° 975)		JO 2 avril 1941
1010	03/03/41	Loi		Etat français	modifiant, en raison des circonstances nées de la guerre, les dispositions légales relatives à l'autorisation maritime		JO 23 mars 1941
1011	04/03/41	Loi		Etat français	portant modification des articles 658 et 749 du Code de procédure civile		JO 21 mars 1941
1012	04/03/41	Loi		Etat français	relative aux fondations et aux établissements reconnus d'utilité publique		JO 6 mars 1941

1002					Voir l'étude de Me Jean Michel : " La loi du 28 février 1941 sur la limitation des dividendes et des tantièmes", Gazette du Palais des 29 avril et 2 mai 1941.
1003	La loi vise "tout Français [...] hors du territoire métropolitain"	nationalité -- déchéance -- législation			
1004					Voir l'étude de Paul Esmein : "La mise obligatoire au nominatif et la négociation des actions de société", Gazette du Palais du 3 avril 1941.
1005	Colonies et territoires sous mandat.				
1006	métropole (zone occupée et zone non occupée) et Algérie				
1007		législation -- vin			Interdiction de l'acquisition et de la revente, par toute personne, du vin de Champagne livré à partir du 10 février à l'armée allemande (effet rétroactif). Sanctions prévues par la loi du 27 septembre 1940 portant création du bureau de répartition.
1008	Compétence provisoirement limitée à la France métropolitaine.				Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1009					
1010					L'autorisation peut être accordée suivant la procédure prévue par l'article 863 du code de procédure civile.
1011		code -- procédure -- civil			Une ordonnance du premier président de la Cour d'Appel désigne dans chaque tribunal un ou plusieurs juges spécialement chargés du règlement des ordres et des distributions par contribution.
1012					Extension des dispositions de la loi du 5 février 1941 relative aux associations reconnues d'utilité publique aux fondations et aux établissements reconnus d'utilité publique.

1013	05/03/41	Décret		Etat français	rendant applicables aux sociétés anonymes ayant leur siège en Algérie les dispositions de la loi du 16 novembre 1940		JO 8 mars 1941
1014	05/03/41	Loi		Etat français	modifiant et complétant pour la zone occupée le règlement général sur la police de la circulation et du roulage		JO 18 mars 1941
1015	05/03/41	Loi		Etat français	modifiant la loi du 6 décembre 1940 relative à l'organisation de groupements professionnels aux colonies		JO 29 mars 1941
1016	06/03/41	Décret		Etat français	portant création des comités d'organisation des industries de construction d'appareils de levage et manutention, de matériels de travaux publics, mines et usines métallurgiques ; du commerce des métaux et alliages		JO 7 mars 1941
1017	06/03/41	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation des compteurs et appareils de contrôle divers		JO 9 mars 1941
1018	07/03/41	Décret	1028	Etat français	modifiant la compétence territoriale de certains tribunaux (décret n° 1028)		JO 23 mars 1941
1019	07/03/41	Loi	1024	Etat français	modifiant les délais d'enregistrement en matière d'adjudications judiciaires d'immeubles (Loi n° 1024)		JO 24 mai 1941
1020	08/03/41	Arrêté		Etat français	portant attribution d'une indemnité de séparation aux fonctionnaires et agents civils de l'Etat		JO 14 mars 1941
1021	08/03/41	Arrêté		Etat français	relatif à l'application de la loi du 28 février 1941 sur la forme et la négociation des actions		JO 9 mars 1941
1022	08/03/41	Loi		Etat français	relative à la déchéance de la nationalité à l'égard des Français qui se rendent dans une zone dissidente		JO 11 mars 1941
1023	08/03/41	Loi		Etat français	relative aux ventes aux enchères		JO 29 mars 1941

1013	Algérie				
1014	Jusqu'à une date qui doit être fixée par décret, ces dispositions s'appliquent en		Arrêté d'application du 15 juillet 1942.		La loi établit un droit de priorité des troupes allemandes d'occupation. Sanctions par les tribunaux compétents.
1015	colonies				
1016					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1017					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1018	CA	justice -- tribunal -- compétence			Les tribunaux de première instance de Montmédy, Gray, Baume-les-Dames sont provisoirement rattachés à ceux de Verdun (Meuse), Vesoul (Haute-Saône), Besançon (Doubs).
1019		tribunal			Articles 74 et 75 du code de l'enregistrement. Surenchère.
1020					
1021					Voir l'étude de Paul Esmein : "La mise obligatoire au nominatif et la négociation des actions de société", Gazette du Palais du 3 avril 1941.
1022	Métropole et outre-mer				Les dispositions de la loi du 10 septembre 1940 relative à la déchéance de la nationalité à l'égard des Français qui auront quitté les territoires d'outre-mer sont applicables à tout Français se rendant sans autorisation du Gouvernement et à partir du 1° décembre 1940
1023					

1024	09/03/41	Arrêté		Etat français	instituant un bureau national de répartition de l'industrie des confitures et des conserves de fruits au sucre		JO 12 mars 1941
1025	09/03/41	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation des industries de la construction électrique		JO 11 mars 1941
1026	09/03/41	Loi		Etat français	modifiant la loi du 10 septembre 1940 portant organisation de la répartition des produits industriels et réglant le contrôle et la répression des infractions		JO 11 mars 1941
1027	09/03/41	Loi		Etat français	relative au taux d'extraction des farines panifiables		JO 11 mars 1941
1028	09/03/41	Loi		Etat français	modifiant celle du 27 octobre 1940 sur la suspension des conseils généraux		JO 12 mars 1941
1029	09/03/41	Loi	1071	Etat français	sur la réorganisation de la propriété foncière et le remembrement (Loi n° 1071)		JO 18 avril 1941
1030	09/03/41	Loi		Etat français	portant interdiction de l'emploi de la main-d'œuvre agricole dans les divers chantiers de travaux non agricoles		JO 22 mars 1941
1031	09/03/41	Loi		Etat français	sur la réquisition de la main-d'œuvre adulte nécessaire à l'exécution des travaux de la campagne agricole de 1941		JO 22 mars 1941
1032	10/03/41	Arrêté		Etat français	portant création d'un comité provisoire de distribution des filets et engins de pêche		JO 27 mars 1941
1033	10/03/41	Décret	1445	Etat français	relatif au rationnement de la consommation du gaz de ville (Décret n° 1445)		JO 2 avril 1941
1034	10/03/41	Loi		Etat français	sur l'instruction religieuse		JO 12 mars 1941

1024					
1025					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1026		infraction -- répartition -- industriel -- rationnement			Accélération de la répression. Selon l'article 13, "le parquet, saisi sur la plainte du secrétaire d'Etat à la production industrielle, ou de son délégué, le secrétaire à la répartition des produits industriels, cite directement l'inculpé à la prochaine audience du tribunal ou requiert
1027					
1028					
1029					
1030					Période du 1° mars au 15 novembre.
1031					
1032					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1033					Etablissement pour chaque abonné d'un plafond mensuel de consommation, dont le dépassement entraîne une sanction administrative déterminée par arrêté préfectoral. Le préfet est par ailleurs habilité à limiter éventuellement la distribution de gaz.
1034					Retour de l'instruction religieuse.

1035	10/03/41	Loi		Etat français	sur le service civique rural		JO 22 mars 1941
1036	11/03/41	Loi	1082	Etat français	relative au régime fiscal des actes concernant le financement de certaines dépenses nécessitées par la réparation des dommages résultant des hostilités (Loi n° 1082)		JO 1° juin 1941
1037	11/03/41	Loi		Etat français	modifiant l'article 10 de la loi du 17 novembre 1940 sur l'organisation de l'office national interprofessionnel des céréales		JO 14 mars 1941
1038	11/03/41	Loi	1123	Etat français	complétant la loi du 13 août 1940 portant interdiction des sociétés secrètes (Loi n° 1123)		JO 26 mars 1941
1039	12/03/41	Arrêté		Etat français	fixant les indices prévus pour le calcul des provisions pour renouvellement des stocks, de l'outillage et du matériel		JO 13 mars 1941
1040	12/03/41	Arrêté		Etat français	fixant le taux des déductions supplémentaires, pour frais professionnelles, applicables à certaines catégories de contribuables pour le calcul de l'impôt sur les traitements et salaires et de la		JO 13 mars 1941
1041	12/03/41	Décret		Etat français	portant création d'un comité d'organisation des industries et commerce de la musique		JO 16 mars 1941
1042	12/03/41	Loi		Etat français	prorogeant la date limite pour l'agrément des travaux entrepris par les collectivités pour lutter contre le chômage		JO 15 mars 1941
1043	13/03/41	Loi	1151	Etat français	abrogeant l'article 4 de la loi du 17 juillet 1937 instituant une taxe spéciale destinée à couvrir les dépenses nécessitées par l'application de ladite loi (Loi n° 1151)		JO 27 mars 1941
1044	13/03/41	Loi	1012	Etat français	relative à l'organisation corporative des pêches maritimes (Loi n° 1012)		JO 30 mars 1941
1045	14/03/41	Arrêté		Etat français	autorisant les membres de la Légion des combattants à porter l'insigne déposé au ministère de l'Intérieur		JO 16 mars 1941

1035					De 17 à 21 ans.
1036					
1037					
1038					
1039					
1040					
1041					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1042					
1043					
1044					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1045					

1046	14/03/41	Loi		Etat français	relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés		JO 15 mars 1941
1047	15/03/41	Décret	1125	Etat français	modifiant les dispositions du décret du 4 juillet 1936 portant règlement d'administration publique sur l'examen professionnel pour la nomination des juges de paix	1317	JO 27 mars 1941
1048	15/03/41	Décret	1167	Etat français	relatif à la composition de certaines cours d'appel et de certains tribunaux		JO 3 avril 1941
1049	15/03/41	Loi		Etat français	relative à la suppression des opérations électorales pour le renouvellement des membres des chambres départementales d'agriculture		JO 16 mars 1941
1050	15/03/41	Loi	1183	Etat français	tendant à autoriser la cession amiable des immeubles et matériels domaniaux dépendant de ces installations (Décret n° 1183)		JO 19 avril 1941
1051	15/03/41	Loi	1293	Etat français	instituant une taxe exceptionnelle sur la plus-value des valeurs mobilières (Loi n° 1293)		JO 24 avril 1941
1052	15/03/41	Loi	1168	Etat français	relative aux vacances de la Cour de cassation, des Cours d'appel et des Tribunaux (Loi n° 1168)		JO 3 avril 1941
1053	17/03/41	Arrêté		Etat français	modifiant les dispositions du décret du 4 juillet 1936 portant règlement d'administration publique sur l'examen professionnel pour la nomination des juges de paix	1317	JO 27 mars 1941
1054	18/03/41	Décret		Etat français	portant modification des décret du 30 septembre 1941 concernant la création et la composition du comité d'organisation de l'industrie et du commerce de l'automobile et du cycle		JO 20 mars 1941
1055	18/03/41	Loi	1234	Etat français	modifiant les dispositions du titre II du décret-loi du 19 octobre 1939 relatif au régime de l'électricité durant les hostilités (Loi n° 1234)		JO 1° avril 1941
1056	20/03/41	Arrêté		Etat français	concernant l'attribution d'une allocation aux vieux travailleurs salariés		JO 21 mars 1941

1046					
1047					Conditions pratiques pour le jury et les épreuves orales.
1048	Nancy, Dijon, Amiens	Justice -- tribunal -- composition			Annulation des dispositions réduisant à un le nombre des cours d'appel de ces cours. Retour à un fonctionnement normal.
1049					
1050					
1051					Voir l'étude de M. Polge de Combret : "Taxe exceptionnelle sur les valeurs mobilières. Loi du 15 mars 1941", Gaz. Pal. 1941.1.Doct., p. 124.
1052	Applicables en Algérie et Tunisie	Justice -- tribunal -- répartition			
1053					Conditions pratiques pour le jury et les épreuves orales.
1054					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1055					
1056					

1057	21/03/41	Décret	1259	Etat français	autorisant l'inscription dans les écoles de notariat des jeunes gens libérés en janvier ou février 1941 (Décret n° 1259)		JO 23 mars 1941
1058	21/03/41	Décret	1254	Etat français	modifiant le décret du 22 août 1928 déterminant le statut de la magistrature coloniale (décret n° 1254)		JO 27 mars 1941
1059	21/03/41	Décret	1270	Etat français	portant règlement du concours pour la nomination des auditeurs de 2 ^e classe au Conseil d'Etat (Décret n° 1270)		JO 31 mars 1941
1060	21/03/41	Loi	1287	Etat français	portant création d'une cour criminelle spéciale (Loi n° 1287)		JO 3 avril 1941
1061	21/03/41	Loi	1269	Etat français	relative au concours pour la nomination d'auditeurs de 2 ^e classe au Conseil d'Etat (Loi n° 1269)		JO 30 mars 1941
1062	21/03/41	Loi	1250	Etat français	relative à la révision à titre gracieux des décisions portant retrait de la nationalité française prises en vertu de la loi du 22 juillet 1940 (Loi n° 1250)		JO 4 avril 1941
1063	21/03/41	Loi	1283	Etat français	portant prorogation des pouvoirs des conseils municipaux des communes de 2000 habitants et au-dessous (Loi n° 1283)		JO 5 avril 1941
1064	21/03/41	Loi	1271	Etat français	attribuant aux tribunaux de droit commun séant en zone occupée la connaissance des infractions commises par des individus exclusivement justiciables des tribunaux maritimes et qui n'ont pas été		JO 6 avril 1941
1065	21/03/41	Loi	1262	Etat français	relative à la situation, au regard de la législation du travail, de certaines catégories de travailleurs (Loi n° 1262)		JO 9 avril 1941
1066	22/03/41	Décret	1330	Etat français	sur le fonctionnement du conseil national (Décret n° 1330)		JO 24 mars 1941
1067	22/03/41	Décret	1290	Etat français	complétant la représentation de l'Algérie au Conseil national pour la désignation de membres musulmans (Décret n° 1290)		JO 25 mars 1941

1057					
1058	colonies	justice -- magistrat -- colonie			Pas de réunion jusqu'au 1° janvier 1942 de la commission de classement ni d'établissement du tableau d'avancement de ce personnel mais avancement automatique.
1059					
1060		justice -- cour - ciminelle			La cour criminelle spéciale juge les personnes déférées par le gouvernement pour accaparement, stockage clandestin, ventes ou achats à des prix excédant les prix taxés ou toute autre manœuvre ayant troublé le ravitaillement du pays ou l'équitable répartition
1061					
1062		justice			Requêtes en grâce auprès du ministre de la Justice.
1063					
1064		justice			Voir idem pour les tribunaux maritimes dans la loi du 22 février 1941.
1065					
1066					
1067	Algérie				

1068	22/03/41	Décret	1333	Etat français	portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 22 mars 1941 autorisant la perception immédiate d'une somme forfaitaire pour certaines infractions en matière de ravitaillement (Décret n° 1333)		JO 29 avril 1941
1069	22/03/41	Loi	1329	Etat français	relative au conseil national (Loi n° 1329)		JO 24 mars 1941
1070	22/03/41	Loi	1334	Etat français	autorisant la perception immédiate d'une somme forfaitaire pour certaines infractions en matière de ravitaillement (Loi n° 1334)		JO 25 avril 1941
1071	22/03/41	Loi	1331	Etat français	relative à la réglementation des restaurants et autres établissements similaires (Loi n° 1331)		JO 6 avril 1941
1072	22/03/41	Loi	1306	Etat français	sur l'exploitation réglementée des voies navigables et la coordination des transports par fer et par navigation intérieure (Loi n° 1306)		JO 8 mai 1941
1073	23/03/41	Loi	1319	Etat français	relative au financement de la fabrication des produits nécessaires aux besoins du pays (Loi n° 1319)		JO 21 mai 1941
1074	25/03/41	Arrêté		Etat français	portant création de la section centrale de l'office central de répartition des produits industriels		JO 27 mars 1941
1075	25/03/41	Décret	1321	Etat français	portant constitution d'un comité d'organisation de l'industrie et du commerce des machines de bureau, machines à coudre et machines pour chaussures (Décret n° 1321)		JO 29 mars 1941
1076	25/03/41	Loi	1359	Etat français	relative à la durée du travail (Loi n° 1359)		JO 26 mars 1941
1077	25/03/41	Loi	1318	Etat français	organisant la protection des végétaux (Loi n° 1318)		JO 29 mars 1941
1078	25/03/41	Loi	1364	Etat français	prorogeant le délai d'exécution des prestations dues pour l'exercice 1940 (Loi n° 1364)		JO 5 avril 1941

1068					
1069					
1070					Voir l'étude de Paul Esmein : "La limitation des prix (loi du 21 octobre 1940)", Gaz. Pal. 1941.1.Doct., p. 5.
1071					Sanctions judiciaires. L'article 2 de la loi affirme qu'une codification de toutes les mesures de restrictions imposées à la consommation des denrées alimentaires dans els hôtels, pensions, restaurants, ... sera établie.
1072					Voir l'étude de Paul Esmein : "La limitation des prix (loi du 21 octobre 1940)", Gz. Pal. 1941.1.Doct., p. 5.
1073					
1074					
1075					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1076					Suspension et modification de dispositions de la loi du 13 août 1940.
1077					
1078					

1079	26/03/41	Loi	1206	Etat français	modifiant la loi du 2 janvier 1932 relative aux nominations ou promotions dans la Légion d'honneur des mutilés de 100% (Loi n° 1206)		JO 16 avril 1941
1080	27/03/41	Décret	1390	Etat français	portant publication et mise en vigueur de l'accord de paiement entre la France et la Finlande signé le 28 février 1941 (Décret n° 1390)		JO 27 avril 1941
1081	27/03/41	Décret	1399	Etat français	portant création d'un comité d'organisation de l'industrie et du commerce des explosifs, produits accessoires et artifices (Décret n° 1399)		JO 31 mars 1941
1082	28/03/41	Loi	1284	Etat français	modifiant la responsabilité de l'administration des postes en cas de perte, de spoliation ou de détérioration des objets avec valeur déclarée ou de perte d'objets recommandés, résultant des faits de guerre (Loi n° 1284)		JO 11 avril 1941
1083	28/03/41	Loi	1484	Etat français	autorisant le secrétaire d'Etat au ravitaillement à créer des caisses de péréquation (Loi n° 1484)		JO 3 avril 1941
1084	29/03/41	Loi	1443	Etat français	fixant les crédits applicables aux dépenses du deuxième trimestre de l'exercice 1941 (Loi n° 1443)		JO 1° avril 1941
1085	29/03/41	Loi	1613	Etat français	portant réforme du Code des valeurs mobilières (Loi n° 1613)		JO 11 avril 1941
1086	29/03/41	Loi	1459	Etat français	soumettant les revenus de capitaux mobiliers à une surtaxe exceptionnelle (Loi n° 1459)		JO 11 avril 1941
1087	29/03/41	Loi	1449	Etat français	portant modification de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables (Loi n° 1449)		JO 11 avril 1941
1088	29/03/41	Loi	1448	Etat français	portant création d'une allocation de salaire unique (Loi n° 1448)		JO 11 avril 1941
1089	29/03/41	Loi	1384	Etat français	tendant à rendre obligatoire l'établissement d'un facture pour tout achat de produits, denrées ou marchandises destinés à la revente (Loi n° 1384)		JO 30 mars 1941

1079					
1080					
1081					
1082		justice -- tribunal -- civil			Exonération de responsabilité pour faits de guerre, sauf établissement d'une faute lourde de l'administration. Contestation devant les tribunaux civils.
1083					
1084					
1085					Voir l'étude de M. Polge de Combret : "Code fiscal des valeurs mobilières. Modifications apportées par les lois du 29 mars 1941", Gaz. Pal. 1941.1.Doct., p. 120.
1086					Voir l'étude de M. Polge de Combret : "Code fiscal des valeurs mobilières. Modifications apportées par les lois du 29 mars 1941", Gaz. Pal. 1941.1.Doct., p. 120.
1087					
1088					Allocation versée aux familles de salariés, quelle que soit la profession ou la qualité de l'employeur, qui ne bénéficient que d'un seul revenu professionnel.
1089	Algérie par arrêté du gouverneur général de l'Algérie.				Peines spéciales prévues par la loi. Application de celles prévues aux termes de la loi du 21 octobre 1941.

1090	29/03/41	Loi	1450	Etat français	créant un commissariat général aux questions juives (Loi n° 1450)		JO 31 mars 1941
1091	29/03/41	Loi	1447	Etat français	tendant à proroger jusqu'au 30 septembre 1941 les dispositions de la loi du 17 juillet 1940, modifiée par la loi du 23 octobre 1940 (Loi n° 1447)		JO 31 mars 1941
1092	30/03/41	Loi	1257	Etat français	fixant un délai pour la présentation des demandes de carte du combattant pour les opérations guerre antérieures à la guerre 1939-1940 (Loi n° 1257)		JO 10 avril 1941
1093	30/03/41	Loi	1452	Etat français	relative à la liquidation des positions à terme demeurées en suspens à la bourse de Paris (Loi n° 1452)		JO 3 avril 1941
1094	01/04/41	Loi		Etat français	fixant la proportion entre le nombre des auditeurs de 1 ^e et 2 ^e classe au Conseil d'Etat		JO 3 avril 1941
1095	02/04/41	Loi	1461	Etat français	sur le divorce et la séparation de corps (Loi n° 1461)		JO 13 avril 1941
1096	02/04/41	Loi	1471	Etat français	relative à la création ou à l'extension de cabinets médicaux (Loi n° 1471)		JO 18 avril 1941
1097	03/04/41	Décret	1472	Etat français	portant création d'un comité d'organisation de l'industrie du thermalisme (Décret n° 1472)		JO 27 avril 1941
1098	03/04/41	Loi	1501	Etat français	relative à l'accès aux emplois dans les administrations publiques (Loi n° 1501)		JO 2 juin 1941
1099	03/04/41	Loi	1499	Etat français	modifiant ou complétant les lois du 17 juillet 1940 concernant les magistrats, fonctionnaires et agents civils ou militaires relevés de leurs fonctions, du 13 août 1940 fixant la limite d'âge des agents des services extérieurs du		JO 5 mai 1941
1100	04/04/41	Décret	1558???	Etat français	sur la circulation des étrangers (décret n° 1558)		JO 18 avril 1941

1090					Le commissaire général est désigné par le vice-président du Conseil.
1091					Loi concernant les magistrats, fonctionnaires t agents civils ou militaires relevés de leurs fonctions.
1092					
1093					
1094					
1095					Voir les études de Pierre Charrier : "La réforme du divorce et de la séparation de corps", Gaz. Pal. 1941.1.Doct., p. 101.
1096					
1097					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1098		préférence nationale			L'accès aux emplois dans les administrations publiques est limité aux Français nés d'un père Français, sauf dans les cas prévus par cette loi.
1099		magistrat -- justice			Loi relative à la retraite, au droit à la pension des agents de l'Etat visés.
1100					Le préfet peut étendre, avec l'approbation du ministère de l'intérieur, par arrêté, la zone de libre circulation des étrangers, qui ne peut toutefois excéder les limites de son département.

1101	04/04/41	Loi	1503	Etat français	relative à l'approbation des accords concernant la modification des conditions d'exploitation des réseaux secondaires d'intérêt général et notamment des tarifs (Loi n° 1503)		JO 25 avril 1941
1102	04/04/41	Loi	1504	Etat français	sur la cour des comptes et sur le contrôle des comptables publics (Loi n° 1504)		JO 28 mai 1941
1103	04/04/41	Loi	1511	Etat français	autorisant l'attribution de prêts du Crédit agricole aux associations de jardins ouvriers (Loi n° 1511)		JO 29 mai 1941
1104	04/04/41	Loi	1507	Etat français	portant modification de l'article 27 de la loi du 21 octobre 1940 (Loi n° 1507)		JO 9 avril 1941
1105	05/04/41	Arrêté		Etat français	portant modification de l'arrêté du 29 octobre 1940 créant une section du cuir		JO 8 avril 1941
1106	05/04/41	Loi	1558???	Etat français	relative au fonctionnement des lois sociales et familiales en agriculture (Loi n° 1558)		JO 18 avril 1941
1107	05/04/41	Loi	1528	Etat français	compétant la loi du 18 janvier 1941 instituant un stage obligatoire dans les chantiers de jeunesse (Loi n° 1528)		JO 18 avril 1941
1108	06/04/41	Loi	1561	Etat français	relative à l'équipement national (Loi n° 1561)		JO 4 mai 1941
1109	08/04/41	Décret		Etat français	adaptant le régime du décret du 27 octobre 1939 relatif aux groupements d'achat et de répartition de denrées alimentaires et produits agricoles (section viandes) à la loi du 27 septembre 1940 portant organisation		JO 10 avril 1941
1110	08/04/41	Décret	1578	Etat français	portant abrogation des dispositions du décret du 27 octobre 1939 relatif à la composition de certains tribunaux (Décret n° 1578)		JO 10 avril 1941
1111	08/04/41	Décret	1186	Etat français	fixant, en application du Code de la famille, les catégories de travailleurs indépendants qui bénéficieront de la contribution de l'Etat ainsi que la quotité de cette contribution (décret n° 1186)		JO 11 avril 1941

1101					
1102					Etablissement de la cour des comptes comme juridiction de contrôle et d'appel, statuant sur les recours en révision formés par les comptables, le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances.
1103					
1104					
1105					
1106					
1107	zone libre - et zones occupées pour l'accès aux fonctions publiques				L'obligation de satisfaire aux obligations militaires avant l'intégration dans la fonction publique est remplie par l'accomplissement du stages dans les chantiers de la jeunesse. Ce stage remplace donc le service militaire en la matière.
1108	Métropole et outre-mer (un des buts de la loi est de montrer la volonté de				Plan sur dix ans d'équipement national.
1109					
1110	Clermont-Ferrand	justice -- magistrat -- tribunal -- composition			Retour à la composition normale.
1111					Application du code de la famille.

1112	08/04/41	Décret	1573	Etat français	portant abrogation des dispositions du décret du 27 février 1940 relatif à la compétence d'un conseil de prud'hommes (Décret n° 1573)		JO 14 avril 1941
1113	08/04/41	Loi	1303	Etat français	relative à la procédure d'autorisation des travaux des ports maritimes (Loi n° 1303)		JO 10 mai 1941
1114	08/04/41	Loi	1567	Etat français	précisant le texte de l'article 1 de la loi du 8 janvier 1941 complétant les articles 3, 10 et 14 du code de justice militaire pour l'armée de terre (Loi n° 1567)		JO 19 avril 1941
1115	09/04/41	Arrêté		Etat français	relatif à la liquidation et entrée en jouissance des allocations aux vieux travailleurs salariés		JO 25 avril 1941
1116	09/04/41	Arrêté		Etat français	relatif au paiement des allocations et rentes allouées aux vieux travailleurs salariés		JO 25 avril 1941
1117	09/04/41	Décret	1581	Etat français	portant publication et mise en vigueur de l'échange de lettres du 17 février 1941 relatif aux payements franco-luxembourgeois (Décret n° 1581)		JO 12 avril 1941
1118	09/04/41	Loi	1537	Etat français	prorogeant jusqu'au 30 septembre 1941 la période d'application de la loi du 30 août 1940 relative aux employés et agents des départements et des communes relevés de leurs fonctions (Loi n° 1537)		JO 18 avril 1941
1119	09/04/41	Loi	1582	Etat français	tendant à la suspension de l'application des articles 1 et 2 du décret du 31 août 1937 relatif aux échéances des effets de commerce (Loi n° 1582)		JO 19 avril 1941
1120	10/04/41	Arrêté		Etat français	étendant la compétence de la section du papier, du carton et des emballages, et portant modification des attributions de la section de la chimie (2 arrêtés)		JO 17 avril 1941
1121	10/04/41	Arrêté		Etat français	prorogeant le délai prévu à l'article 3 de l'arrêté du 8 mars 1941 relatif à la négociation des actions		JO 17 avril 1941
1122	10/04/41	Loi	1603	Etat français	prorogeant les pouvoirs des conseils municipaux des communes de plus de 2000 habitants (Loi n° 1603)		JO 9 mai 1941

1112	Périgueux	justice -- magistrat -- tribunal -- composition			Le décret visé confiait à un juge de paix les compétences du conseil des prud'hommes.
1113					
1114					Assimilation des personnes citées aux articles visés, afin d'étendre les compétences de la justice militaire.
1115					
1116					
1117	Algérie et colonies ; des dispositions à prendre par le vice-président du conseil				Echanges de lettres au sein de la commission allemande d'armistice de Wiesbaden.
1118					Prorogation de la loi du 17 juillet 1940 concernant les magistrats, les fonctionnaires et agents civils ou militaires relevés de leurs fonctions.
1119	Algérie				Voir l'étude de Bernard Perrin : " Les délais de procédure et la législation de guerre", Gazette du Palais 12 et 20 juin 1941.
1120					
1121					
1122					

1123	11/04/41	Loi	1591	Etat français	modifiant les lois des 9 avril 1898, 13 janvier 1933, 14 juin 1938 et 17 juin 1938 sur les chambres de commerce (Loi n° 1591)		JO 16 avril 1941
1124	11/04/41	Loi	1611	Etat français	tendant à proroger jusqu'au 30 septembre 1941 les dispositions de la loi du 27 septembre 1940, modifiée par la loi du 14 novembre 1940 (Loi n° 1611)		JO 16 avril 1941
1125	11/04/41	Loi	1616	Etat français	relative au prix des farines (Loi n° 1616)		JO 27 avril 1941
1126	11/04/41	Loi	1594	Etat français	modifiant et complétant la loi du 3 octobre 1940 portant statut des juifs (Loi n° 1594)		JO 30 avril 1941
1127	11/04/41	Loi	1608	Etat français	complétant la loi du 14 mars 1941 relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés (Loi n° 1608)		JO 30 avril 1941
1128	12/04/41	Loi	1657	Etat français	relative à la production, au commerce, à l'utilisation des chevaux et mulets (Loi n° 1657)		JO 15 avril 1941
1129	12/04/41	Loi	1656	Etat français	portant création d'un comité interprofessionnel du vin de Champagne (Loi n° 1656)		JO 16 avril 1941
1130	12/04/41	Loi	1661	Etat français	instituant le 1 ^{er} mai comme jour férié, fête du travail et de la concorde sociale (Loi n° 1661)		JO 20 avril 1941
1131	12/04/41	Loi	1660	Etat français	relative au régime des congés payés (Loi n° 1660)		JO 23 avril 1941
1132	12/04/41	Loi	1838	Etat français	relative à la réglementation des transports routiers (Loi n° 1838)		JO 27 mai 1941
1133	12/04/41	Loi	1620	Etat français	relative à la révision exceptionnelle des évaluations foncières des propriétés bâties (Loi n° 1620)		JO 5 mai 1941

1123					Pouvoir donné au secrétaire d'Etat à la production industrielle de suppression des chambres de commerce ou de modification de leurs circonscriptions.
1124	colonies				
1125					
1126		statut -- juifs -- fonctionnaires -- prisonnier de guerre			L'application du statut pour les prisonniers de guerre est différée jusqu'à leur retour de captivité.
1127					
1128					Création d'un comité national interprofessionnel des chevaux et mulets. Réglementation contre ce commerce. Sanctions judiciaires prévues par le loi. Lutte contre le commerce illégal.
1129					Un commissaire du gouvernement doit participer aux réunions du comité et veiller au respect des règles imposées par le gouvernement.
1130	Métropole et outre-mer (un des buts de la loi est de montrer la volonté de		Toujours applicable sauf en l'alinéa 2 de son article 2, supprimé par		Indemnité compensatrice à charge de l'employeur en cas de travail. Versement de la moitié du salaire ou de cette indemnité au Secours national à titre de souscription ouvrière. Toute manifestation est interdite en zone occupée.
1131					Prorogation des règles prévues par le décret du 13 avril 1940.
1132					La loi prévoit l'établissement selon des conditions prévues par décret d'un comité restreint du comité technique départemental des transports.
1133					La révision prescrite par le décret-loi du 14 juin 1938, suspendue par l'article 1 du décret-loi du 16 septembre 1939 est reprise. Fin des conditions de guerre. Essai de retour à la normale.

1134	13/04/41	Arrêté		Etat français	portant réglementation de la consommation du gaz		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 14-15 avril 1941
1135	15/04/41	Arrêté		Etat français	instituant un bureau national de répartition des corps gras alimentaires		JO 23 avril 1941
1136	15/04/41	Loi	1632	Etat français	relative à l'organisation du marché du seigle et au régime des farines destinées à l'alimentation humaine (Loi n° 1632)		JO 22 avril 1941
1137	16/04/41	Décret	1663	Etat français	complétant le décret du 11 décembre 1940 relatif à l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux (Loi n° 1663)		JO 17 avril 1941
1138	16/04/41	Loi	1664	Etat français	relative à la lutte contre les maladies des animaux (Loi n° 1664)		JO 17 avril 1941
1139	17/04/41	Décret	1687	Etat français	modifiant les décrets du 27 janvier 1941 portant création et nomination des membres du comité d'organisation de la construction des machines pour les industries textiles, graphiques, chimiques, des matières plastiques et		JO 20 avril 1941
1140	17/04/41	Décret	1690	Etat français	portant création d'un comité d'organisation de la parfumerie et des commerces qui s'y rattachent (décret n° 1690)		JO 20 avril 1941
1141	17/04/41	Loi	1703	Etat français	relative à la construction des bâtiments des exploitations agricoles à constituer (Loi n° 1703)		JO 1° mai 1941
1142	18/04/41	Loi	1719	Etat français	complétant la loi du 23 janvier 1941 relative à l'imputation des frais exceptionnels de transport par voie de mer (Loi n° 1719)		JO 1° mai 1941
1143	18/04/41	Loi	1718	Etat français	tendant à proroger jusqu'au 30 septembre 1941 les dispositions de la loi du 28 novembre 1940 concernant les magistrats des tribunaux de commerce et les conseillers prud'hommes relevés de leurs		JO 4 mai 1941
1144	18/04/41	Loi	1705	Etat français	modifiant la loi du 27 décembre 1940 relative à la résiliation des contrats de travail pour suppression d'emplois ou réduction d'activité des entreprises (Loi n° 1705)		JO 4 mai 1941

1134	Département de la Seine				
1135					
1136					
1137					La compétence revient au ministre de l'agriculture.
1138					La compétence revient au ministre de l'agriculture.
1139					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1140					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1141					
1142					
1143		justice -- tribunal -- commerce -- prud'hommes - organisation			
1144					

1145	19/04/41	Loi	1734	Etat français	relative à la répression des exportations frauduleuses de marchandises prohibées (Loi n° 1734)		JO 14 mai 1941
1146	19/04/41	Loi	1761	Etat français	relative à la reconstruction des immeubles et à la reconstruction des exploitations agricoles totalement ou partiellement détruits par les inondations survenues au mois d'octobre 1940 (Loi n° 1761)		JO 16 mai 1941
1147	19/04/41	Loi	1768	Etat français	instituant des préfets régionaux (Loi n° 1768)		JO 22 avril 1941
1148	19/04/41	Loi	1769	Etat français	attribuant à certains préfets les pouvoirs des préfets régionaux et portant division du territoire pour l'exercice de ces pouvoirs (Décret n° 1769)		JO 22 avril 1941
1149	19/04/41	Loi	1736	Etat français	prorogeant les délais de procédure devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation et le tribunal des conflits (Loi n° 1736)		JO 27 avril 1941
1150	22/04/41	Décret	1775	Etat français	rétablissement un tribunal de première instance dans sa composition normale (Décret n° 1775)		JO 10 mai 1941
1151	22/04/41	Décret	1739	Etat Français	relatif au comité d'administration de la Comédie Française (Décret n° 1739)		JO 21 novembre 1941
1152	22/04/41	Décret	0762	Etat français	portant constitution du comité d'organisation du commerce des produits de quincaillerie (Décret n° 1762)		JO 30 avril 1941
1153	23/04/41	Décret	1802	Etat français	créant un comité d'organisation de l'industrie du gaz (Décret n° 1802)		JO 24 avril 1941
1154	23/04/41	Loi	1801	Etat français	prorogeant les pouvoirs du conseil municipal de Paris et du conseil général de la Seine (Loi n° 1801)		JO 1° mai 1941
1155	23/04/41	Loi	1803	Etat français	portant organisation générale des services de police en France (Loi n° 1803)		JO 6 mai 1941

1145					Modification du Code des douanes en ses articles : 484; 564; 628; 629; 631.
1146					
1147					Pouvoirs spéciaux en matière économique et de police.
1148	zone non occupée				
1149		justice -- procédure			Prorogation jusqu'à la date légale de cessation des hostilités. Voir l'étude de Bernard Perrin : "Les délais de procédure et la législation de guerre", Gazette du Palais des 12 et 20 juin 1941.
1150	Rouen (ZO)	justice -- magistrat -- tribunal -- composition			Retour à la composition normale.
1151					Publication très tardive par rapport à la date du décret.
1152					
1153					Peines prévues pour les membres et collaborateurs par l'article 378 du Code pénal.
1154	Paris ; Département de la Seine				
1155					Organisation de la Police par Vichy.

1156	24/04/41	Décret	1815	Etat Français	modifiant le décret du 25 novembre 1940 relatif au régime de l'expropriation préalable et de l'importation compensatrice (Décret n° 1815)		JO 26 avril 1941
1157	24/04/41	Loi	1812	Etat français	portant création d'un tribunal spécial pour juger les auteurs d'agressions nocturnes (Loi n° 1812)		JO 11 mai 1941
1158	24/04/41	Loi	1814	Etat français	relative aux actes de décès des militaires décédés des suites d'évènements de guerre (Loi n° 1814)		JO 11 mai 1941
1159	24/04/41	Loi	1816	Etat français	relative à la date d'extinction des effets des locations et réquisitions d'usage par suite de circonstances de guerre (Loi n° 1816)		JO 6 mai 1941
1160	25/04/41	Arrêté		Etat français	fixant l'organisation générale de la réquisition de la main-d'œuvre nécessaire à l'exécution des travaux agricoles		JO 29 avril 1941
1161	25/04/41	Loi	1839	Etat français	relative à la production et à l'utilisation des matières oléagineuses végétales d'origine métropolitaine (Loi n° 1839)		JO 7 mai 1941
1162	26/04/41	Arrêté		Etat français	concernant les délais de transport applicables aux envois effectués aux conditions de la convention internationale		JO 20 mai 1941
1163	26/04/41	Décret	1857	Etat français	modifiant l'article 2 du décret du 19 avril 1941 attribuant à certains préfets les pouvoirs des préfets régionaux (Loi n° 1857)		JO 27 avril 1941
1164	26/04/41	Décret	1837	Etat français	portant application de la loi du 23 février 1941 concernant la perception de taxes locales de péage dans les ports maritimes (Loi n° 1837)		JO 7 mai 1941
1165	26/04/41	Loi	1883	Etat français	supprimant l'obligation de verser au Secours national la moitié du salaire ou de l'indemnité compensatrice à l'occasion du 1 ^{er} mai (Loi n° 1883)		JO 27 avril 1941
1166	27/04/41	Décret	1864	Etat français	relatif au brevet professionnel (Décret n° 1864)		JO 29 avril 1941

1156					
1157	Applicable en Algérie de par les dispositions du décret du 16 août 1941.	justice -- tribunal			"Sera puni de mort tout individu coupable de vol commis dans les lieux et pendant la période de temps où les autorités publiques auront prescrit des mesures d'obscurcissement de l'éclairage pour les besoins de la défense passive". Autorités publiques : allemandes =t.
1158					Des actes peuvent être dressés par les fonctionnaires de l'intendance, désignés par le secrétaire général des anciens combattants, selon les dispositions de l'article 79 du code civil.
1159					
1160					
1161					Déclaration de stock obligatoire. Sanctions judiciaires.
1162					
1163	zno régions de Marseille et Montpellier				Le département du Gard est enlevé à la région de Montpellier pour être rattaché à celle de Marseille.
1164					
1165					Suppression de l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi du 12 avril 1941.
1166					Prorogation du délai ouvert aux ouvriers et employés non titulaires du certificat d'aptitude professionnelle pour se présenter aux examens des brevets professionnels.

1167	27/04/41	Décret	1862	Etat français	relatif aux associations professionnelles des fonctionnaires du secrétariat d'Etat au Travail (Décret n° 1862)		JO 7 mai 1941
1168	27/04/41	Loi	1859???	Etat français	prorogeant les pouvoirs des membres des commissions de contrôle de la comptabilité des notaires, et permettant temporairement de pourvoir aux postes vacants dans certains organismes professionnels d'officiers publics ou		JO 12 mai 1941
1169	27/04/41	Loi	1859???	Etat français	modifiant la responsabilité des transporteurs par route et par eau dans certaines zones entre le 10 mai et le 15 juillet 1940 (Loi n° 1859)		JO 4 juin 1941
1170	28/04/41	Arrêté		Etat français	fixant les dates limites d'attribution des avances et des prêts prévus par la loi du 21 décembre 1940 à la reprise industrielle et commerciale		JO 27 mai 1941
1171	28/04/41	Décret	1848	Etat français	modifiant le décret du 11 janvier 1941 relatif aux transactions en matière d'infraction à la législation sur les prix (Loi n° 1848)		JO 30 avril 1941
1172	28/04/41	Loi	1884	Etat français	relative à des avances du Trésor en vue de la reprise industrielle et commerciale (Loi n° 1884)		JO 27 mai 1941
1173	29/04/41	Décret	1832	Etat français	portant création d'un comité consultatif du contentieux (Secrétariat d'Etat à la Production), (Décret n° 1832)		JO 1° mai 1941
1174	29/04/41	Loi	1903	Etat français	prorogeant certaines dispositions de la loi du 26 décembre 1940 portant régime provisoire pour l'administration de la ville de Paris et du département de la Seine Loi n° 1903)		JO 1° mai 1941
1175	30/04/41	Décret	1899	Etat français	portant création d'un centre d'information interprofessionnel (Loi n° 1899)		JO 11 mai 1941
1176	30/04/41	Décret	1923	Etat français	portant création du comité interministériel du machinisme agricole (Loi n° 1923)		JO 8 mai 1941
1177	30/04/41	Loi	1930???	Etat français	relative aux prélèvements à opérer sur le produit des jeux dans les casinos (Loi n° 1930)		JO 10 mai 1941

1167					
1168					Le ministre de la Justice peut pourvoir aux postes vacants.
1169					La loi tient compte de l'évolution de la ligne de front, du 10 mai aux 10-11 juin ; 14-15 juin ; 15 juillet 1940.
1170					
1171		législation -- prix -- infraction			
1172					200 millions de francs maximum, selon les conditions posées par la loi du 21 décembre 1940 relative à des avances du Trésor en vue de la reprise industrielle et commerciale.
1173		justice -- contentieux			Un comité consultatif du contentieux, institué auprès du secrétaire d'Etat à la production industrielle est chargé de donner son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le secrétaire d'Etat, "notamment en ce qui concerne la liquidation de l'Exposition
1174	Paris				Dans le même sens : loi du 25 janvier 1941
1175					C'est l'organe commun des différentes branches d'activité constituées par les comités d'organisation.
1176					
1177					Prorogation des dispositions de l'article 36 de la loi du 31 décembre 1939 établissant une déduction de 33% du produit brut pour le calcul de l'impôt. Institution d'un prélèvement par le trésor, au profit du Secours national sur les recettes des jeux.

1178	30/04/41	Loi	1922	Etat français	portant interdiction de destruction des sarments de vigne (Loi n° 1922)		JO 3 mai 1941
1179	30/04/41	Loi	1930???	Etat français	portant organisation du service du machinisme (Loi n° 1930)		JO 7 mai 1941
1180	30/04/41	Règlement		Etat français	portant modification aux articles 6, 12 et 13 du règlement de la loterie nationale concernant la vente des billets et le payement des lots		JO 22 juin 1941
1181	02/05/41	Arrêté		Etat français	fixant le budget primitif de l'académie de France à Rome	2007	
1182	02/05/41	Loi	1955	Etat français	conférant la qualité d'officiers de police judiciaire aux officiers de la garde (Loi n° 1955)		JO 9 mai 1941
1183	03/05/41	Décret	1966	Etat français	portant création d'un comité d'organisation des industries, arts et commerce du livre (Loi n° 1966)		JO 6 mai 1941
1184	03/05/41	Loi	1964	Etat français	réprimant la falsification des titres de circulation délivrés aux étrangers en vertu du décret du 25 octobre 1940 (Loi n° 1964)		JO 18 mai 1941
1185	03/05/41	Loi	1958	Etat français	modifiant la loi du 8 février 1941 relative aux règlements de certaines dettes en monnaies étrangères (Loi n° 1958)		JO 5 mai 1941
1186	04/05/41	Arrêté		Préfet de Police	concernant l'organisation de la Défense passive à Paris et dans le département de la Seine		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 8 mai 1941
1187	04/05/41	Décret	1980	Etat français	fixant les droits et cotisations perçus au profit de comité d'organisation de l'industrie cinématographique (Loi n° 1980)		JO 3 juin 1941
1188	04/05/41	Décret	1972	Etat français	prorogeant la loi du 12 septembre 1940 portant abaissement des limites d'âge des fonctionnaires de l'administration préfectorale (Loi n° 1972)		JO 7 mai 1941

1178					
1179					
1180	Métropole (trésorerie de Paris) et colonies, Tunisie, Algérie et Maroc.				
1181					exercice 1941.
1182	ZNO??	justice -- police			
1183					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1184					Sanctions prévues : un moi à un an d'emprisonnement et amende de 16 à 1000 francs.
1185					
1186		organisation de la nation en temps de guerre --			
1187					Délai d'un mois entre la date que porte le décret et sa publication.
1188					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.

1189	04/05/41	Loi	1939	Etat français	complétant l'article 2 du décret du 1° septembre 1939, modifié par les décrets du 3 novembre 1939 et du 26 mai 1940, relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés		JO 25 mai 1941
1190	04/05/41	Loi	1972	Etat français	prorogeant la loi du 12 septembre 1940 portant abaissement des limites d'âge des fonctionnaires de l'administration préfectorale (Loi n° 1972)		JO 9 mai 1941
1191	05/05/41	Arrêté		Etat français	fixant les modalités d'application de la loi du 8 février 1941 relative au règlement de certaines dettes en monnaies étrangères		JO 25 mai 1941
1192	05/05/41	Loi	1929	Etat français	relative aux conditions de livraison, de payement et de stockage des blés (Loi n° 1929)		JO 11 mai 1941
1193	05/05/41	Loi	1993	Etat français	relative aux commissions d'achat (Loi n° 1993)		JO 17 mai 1941
1194	06/05/41	Arrêté		Préfet de Police	relatif aux files d'attente et à la distribution des denrées alimentaires		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 8 mai 1941
1195	06/05/41	Arrêté		Etat français	fixant les conditions d'application de la loi du 6 mai 1941 relative à des opérations de remboursement et de conversion à effectuer par le Trésor ou le Crédit national		JO 7 mai 1941
1196	06/05/41	Loi	1979	Etat français	relative à des opérations de remboursement et de conversion à effectuer par le Trésor ou le Crédit national (Loi n° 1979)		JO 7 mai 1941
1197	08/05/41	Arrêté		Etat français	relatif au contrôle de la répartition des produits industriels et répression des infractions		JO 15 mai 1941
1198	08/05/41	Arrêté		Etat français	prorogeant le délai prévu à l'article 3 de l'arrêté du 8 mars 19141 relatif à la négociation des actions		JO 17 mai 1941
1199	08/05/41	Arrêté		Etat français	abrogeant l'article 5 de l'arrêté du 28 août 1939 relatif aux dispositifs réfléchissants pour la signalisation des automobiles		JO 19 mai 1941

1189		justice -- procédure			Voir l'étude de Bernard Perrin : " Les délais de procédure et la législation de guerre", Gazette du Palais 12 et 20 juin 1941.
1190					
1191					Arrêté d'application des lois du 8 février 1941 et 3 mai 1941.
1192					
1193					Le secrétaire d'Etat peut procéder directement aux achats nécessaires au ravitaillement du pays. Des commissions d'achat sont constituées en ce sens sur une base cantonale.
1194					
1195					
1196					
1197		infraction -- industrie			
1198					Voir l'étude de Paul Esmein : "La mise obligatoire au nominatif et la négociation des actions de société", Gazette du Palais du 3 avril 1941.
1199					

1200	09/05/41	Arrêté		Etat français	fixant les cotisations à payer par les transporteurs privés, effectuant des transports publics		JO 26 mai 1941
1201	12/05/41	Décret	1996	Etat français	suspendant pendant la durée des hostilités la prescription opposable aux billets gagnants de la Loterie nationale (Décret n° 1996)		JO 14 juin 1941
1202	12/05/41	Décret	2010	Etat français	portant création d'un comité d'organisation des industries de la brasserie et de la malterie et du commerce des houblons (Décret n° 2010)		JO 14 mai 1941
1203	12/05/41	Décret	1971	Etat français	fixant les obligations des commerçants en matériels radioélectriques (Décret n° 1971)		JO 28 mai 1941
1204	12/05/41	Décret	2013	Etat français	fixant le siège des sections de la cour criminelle spéciale (Décret n° 2013)		JO 30 mai 1941
1205	12/05/41	Loi	2005	Etat français	relative aux pensions des ouvriers des établissements militaires et industriels de l'Etat licenciés en vertu des lois des 17 juillet 1940 et 3 avril 1941 concernant l'accès aux emplois dans les administrations publiques, du 17		JO 15 juin 1941
1206	13/05/41	Arrêté		Etat français	portant création d'un comité consultatif de l'iode auprès du répartiteur chef de la section de la chimie		JO 15 mai 1941
1207	13/05/41	Décret	2063	Etat Français	modifiant le décret du 11 décembre 1926 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 13 août 1926, articles 1° et 4, autorisant les communes et les départements à		JO 11 juillet 1941
1208	13/05/41	Décret	2064	Etat français	relatif aux attributions des préfets régionaux en matière de police (Décret n° 2064)		JO 14 mai 1941
1209	13/05/41	Loi	2077	Etat français	dispensant de certaines perceptions fiscales les pièces nécessaires à l'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés (Loi n° 2077)		JO 25 mai 1941
1210	13/05/41	Loi	2025	Etat français	tendant à modifier l'article 65, troisième paragraphe, de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions civiles et militaires (Loi n° 2025)		JO 30 mai 1941

1200					
1201					
1202					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1203					
1204	zo et zno	justice			Paris pour la ZO ; Gannat pour la ZNO.
1205		justice -- juifs -- pension			
1206					
1207					
1208		justice -- police judiciaire			Article 2 : "Le préfet régional a directement sous ses ordres [...] le service de police judiciaire composé de la brigade de police mobile et des services de sûreté. Toutefois, les brigades de police mobile dont la mission exclusive est de seconder l'autorité judiciaire
1209					
1210					

1211	14/05/41	Décret	2083	Etat français	relatif à la définition des appellations contrôlées "Bourg, Côtes de Bourg et Bourgeois" (Décret n° 2083)		JO 16 mai 1941
1212	14/05/41	Loi	2036	Etat français	modifiant et complétant le décret-loi du 22 février 1940 relatif à l'assurance sur la vie et aux sociétés de capitalisation en temps de guerre et tendant à l'institution d'un groupement entre sociétés d'assurances sur la vie pour la		JO 17 mai 1941
1213	15/05/41	Décret	2100	Etat français	accordant le bénéfice des allocations de soutiens de famille aux familles nécessiteuses de jeunes gens appelés à accomplir leur stage de service national dans les chantiers de jeunesse en exécution de la loi du 18 janvier		JO 18 mai 1941
1214	15/05/41	Décret	2106	Etat français	relatif au financement des dépenses des comités d'organisation (Décret n° 2106)		JO 22 mai 1941
1215	15/05/41	Loi	2172	Etat français	relative au logement des travailleurs agricoles et à l'amélioration du logement rural (Loi n° 2172)		JO 11 juin 1941
1216	15/05/41	Loi	2101	Etat français	modifiant la législation des assurances sociales (Loi n° 2101)		JO 25 mai 1941
1217	16/05/41	Loi	2115	Etat français	relative à l'organisation de la cour des comptes (Loi n° 2115)		JO 28 mai 1941
1218	16/05/41	Loi	2133	Etat français	relative à la composition de la commission prévue par l'article 444 du Code d'instruction criminelle (Loi n° 2133)		JO 9 juin 1941
1219	17/05/41	Loi	2150	Etat français	complétant l'article 5 de la loi du 22 octobre 1940 relative aux règlements par chèques et virements (Loi n° 2150)		JO 18 mai 1941
1220	17/05/41	Loi	2167	Etat Français	concernant les outillages dans les ports maritimes, sur les voies de navigation intérieure et sur le domaine public maritime et fluvial (Loi n° 2167)		JO 4 juin 1941
1221	18/05/41	Loi	2171	Etat français	étendant aux pensionnés militaires et aux titulaires de pensions civiles de la guerre de 1939-1940 les dispositions du décret du 29 avril 1940 (Loi n° 2171)		JO 11 juin 1941

1211					vin blanc
1212					
1213					
1214					
1215					
1216					
1217					
1218		justice -- code -- instruction -- criminelle			
1219	Algérie				Application de la loi du 22 octobre 1940 en Algérie.
1220					
1221					

1222	18/05/41	Loi	2053	Etat français	modifiant l'article 26 de la loi du 29 juillet 1881 relative au régime de la presse (Loi n° 2053)		JO 8 juin 1941
1223	19/05/41	Arrêté		Etat français	relatif à la convocation en juin 1941 des Français devant effectuer un stage dans les chantiers de jeunesse dans la marine		JO 25 mai 1941
1224	19/05/41	Arrêté		Etat français	portant modification de l'arrêté du 30 novembre 1940, créant la section du papier, du carton et des emballages de l'office central de répartition des produits industriels. Répartition des papiers de presse		JO 5 juin 1941
1225	19/05/41	Décret	2188	Etat français	modifiant la compétence territoriale des tribunaux de Gray et de Vesoul (Décret n° 2188)		JO 9 juin 1941
1226	19/05/41	Loi	2090	Etat français	portant création d'un système d'encouragement à la production de la laine (Loi n° 2090)		JO 23 mai 1941
1227	19/05/41	Loi	2164	Etat français	relative au fonctionnement de l'office national interprofessionnel des céréales (Loi n° 2164)		JO 24 mai 1941
1228	19/05/41	Loi	2110	Etat français	relative au régime des avances à l'industrie cinématographique (Loi n° 2110)		JO 3 juin 1941
1229	19/05/41	Loi	2169	Etat français	modifiant l'article 2 de la loi du 29 mars 1941 créant un commissariat aux questions juives (Loi n° 2169)		JO 31 mai 1941
1230	19/05/41	Loi	2018	Etat français	relative au régime fiscal des transports (Loi n° 2018)		JO 4 juin 1941
1231	19/05/41	Loi	2187	Etat français	complétant la loi du 28 octobre 1940 relative à la suspension des délais en matière de nationalité (Loi n° 2187)		JO 8 juin 1941
1232	20/05/41	Arrêté		Etat français	autorisant les bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés à effectuer des travaux agricoles et d'artisanat ruraux		JO 16 juin 1941

1222					
1223					
1224					
1225	Gray, Vesoul (Haute-Saône)	justice -- tribunal -- compétence			
1226					
1227					
1228					
1229					
1230					
1231					
1232					

1233	20/05/41	Arrêté		Etat français	relatif au rattachement de l'industrie des "dégras" au comité des tanneries et mégisseries du comité général d'organisation de l'industrie du cuir		JO 30 mai 1941
1234	20/05/41	Décret	2178	Etat français	étendant à l'Algérie les dispositions de la loi du 16 novembre 1940 relative aux opérations immobilières		JO 22 mai 1941
1235	20/05/41	Loi	2417	Etat français	complétant l'article 1° de la loi du 19 avril 1941 instituant des préfets régionaux (Loi n° 2417)		JO 1 juin 1941
1236	21/05/41	Décret	2195	Etat français	portant application aux colonies d'une loi relative aux administrateurs de certaines sociétés d'intérêt public		JO 29 mai 1941
1237	22/05/41	Loi	1524	Etat français	relative au mode d'attribution des primes à la culture de l'olivier		JO 24 mai 1941
1238	23/05/41	Arrêté		Etat français	relatif à la restauration des locaux servant au logement des animaux		JO 24 juin 1941
1239	23/05/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la statistique du trafic routier		JO 3 août 1941
1240	23/05/41	Décret		Etat Français	portant relèvement des allocations militaires		JO 12 juin 1941
1241	23/05/41	Loi	2303	Etat français	portant attribution d'une allocation supplémentaire aux salariés		JO 12 juin 1941
1242	23/05/41	Loi	2304	Etat français	portant majoration de l'allocation spéciale temporaire, de l'indemnité de résidence et des indemnités pour charges militaires allouées aux fonctionnaires, agents et employés civils et militaires de l'Etat		JO 12 juin 1941
1243	24/05/41	Décret	1988	Etat français	définissant le statut de la normalisation		JO 28 mai 1941

1233					
1234	Algérie				
1235					
1236					
1237					
1238					
1239					Établissement obligatoire d'une feuille de route.
1240					
1241					
1242					
1243					

1244	24/05/41	Décret	2197	Etat français	modifiant le décret du 9 novembre 1940 portant création du comité d'organisation de l'industrie et du commerce des machines thermiques, hydrauliques et pneumatiques		JO 28 mai 1941
1245	24/05/41	Décret	2201	Etat français	portant création d'un comité d'organisation de l'industrie et du commerce de l'amiante		JO 28 mai 1941
1246	24/05/41	Décret	2199	Etat français	portant création d'un comité d'organisation des industries des lessives, glycérines, cires préparées et produits d'entretien et des commerces qui s'y rattachent		JO 28 mai 1941
1247	24/05/41	Décret	2405	Etat français	fixant les conditions de règlement aux producteurs ou détenteurs du solde de blés livrés aux organismes stockeurs pendant la campagne 1940-1941		JO 30 mai 1941
1248	24/05/41	Loi	2235	Etat français	relative au ravitaillement de la métropole en vin de consommation courante pour la campagne 1940-1941		JO 27 mai 1941
1249	24/05/41	Loi	1987	Etat français	relative à la normalisation		JO 28 mai 1941
1250	25/05/41	Instruction		Etat français	pour l'application de la loi du 8 février 1941 (règlement de dettes en monnaie étrangères)		JO 25 mai 1941
1251	26/05/41	Décret	2251	Etat français	relatif à la coordination des transports ferroviaires et routiers et à la réglementation des transports routiers		JO 27 mai 1941
1252	26/05/41	Décret	2250	Etat français	relatif à la coordination des services d'urbanisme		JO 28 mai 1941
1253	26/05/41	Loi	2156	Etat français	relative au recensement, à la protection et à l'utilisation des locaux et terrains de sport, des bassins de natation et des piscines		JO 14 juin 1941
1254	26/05/41	Loi	2254	Etat français	relative aux fonctionnaires de l'enseignement public détachés dans des établissements privés		JO 30 mai 1941

1244					
1245					
1246					
1247					
1248					
1249					
1250					
1251					
1252					
1253					
1254					

1255	26/05/41	Loi	2237	Etat français	modifiant les lois des 30 novembre 1892 et 26 juillet 1935 sur l'exercice de la médecine et de l'art dentaire		JO 9 juin 1941
1256	27/05/41	Décret	2275	Etat français	relatif au recensement des personnes des deux sexes nés entre le 1 ^{er} janvier 1876 et le 31 décembre 1927		JO 31 mai 1941
1257	27/05/41	Décret	2152	Etat français	autorisant certains comité d'organisation à imposer aux entreprises une cotisation dont le produit couvrira leurs dépenses administratives		JO 31 mai 1941
1258	27/05/41	Décret	2256	Etat français	portant création d'un comité d'organisation des pelleteries et fourrures		JO 5 juin 1941
1259	27/05/41	Loi	2223	Etat français	portant institution d'un livre de paye		JO 20 juin 1941
1260	27/05/41	Loi	2277	Etat français	relative à la situation du personnel des publications périodiques frappées de suspension provisoire		JO 20 juin 1941
1261	27/05/41	Loi	2238	Etat français	créant des groupements d'entreprises d'assurances		JO 29 mai 1941
1262	27/05/41	Loi	2284	Etat français	sur le ramassage des châtaignes, glands et faines		JO 30 mai 1941
1263	27/05/41	Loi	2274	Etat français	modifiant la loi du 21 mars 1941 portant création d'une cour criminelle spéciale		JO 4 juin 1941
1264	28/05/41	Arrêté		Etat Français	relatif à l'organisation des services de fret routier		JO 4 août 1941
1265	29/05/41	Arrêté		Etat français	modifiant l'arrêté du 19 septembre 1940 relatif au contrôle des stocks, répartition et distribution des pâtes alimentaires, semoules de blé dur et de blé tendre semoulier		JO 31 mai 1941

1255					
1256	métropole				
1257					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "le décret du 15 mai 1941 sur le financement des dépenses des Comités", gazette du palais 1941.1.Doct.
1258					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1259					
1260					
1261					
1262					
1263		justice -- cour - criminelle -- marché noir			remplacement de l'article 2 de la loi du 21 mars 1941 : "La cour criminelle spéciale juge les personnes qui lui sont déférées par le gouvernement pour accaparement, stockage, majorations illicites de prix ou toute autre manœuvre ayant porté atteinte au ravitaillement
1264					Services de répartition de fret.
1265					

1266	29/05/41	Décret	2153	Etat français	portant création d'un comité d'organisation des entreprises de déménagement et garde-meubles		JO 1° juin 1941
1267	29/05/41	Décret	2298	Etat Français	portant création du comité d'organisation de la distribution et du commerce des combustibles pour gazogènes (Décret n° 2298)		JO 24 juillet 1941
1268	29/05/41	Instruction	13	Etat français	du service de compensation de l'office des changes du 29 mai 1941 relative à l'application des arrangements franco-italiens du 2 février 1941		JO 29 mai 1941
1269	29/05/41	Loi	2302	Etat français	relative à la responsabilité des administrations de chemins de fer		JO 13 juin 1941
1270	29/05/41	Loi	2136	Etat français	modifiant les articles 59, 61, 62 et 67 du Code du travail maritime relatifs au paiement des salaires et des délégations		JO 15 juin 1941
1271	29/05/41	Loi	2290	Etat français	portant modification du régime des tarifs des assurances maladie-maternité		JO 24 juin 1941
1272	29/05/41	Loi	2279	Etat français	relative à l'utilisation des denrées et produits en dépôts de douane		JO 25 juin 1941
1273	29/05/41	Loi	2315	Etat français	portant modification de la loi du 2 décembre 1940 relative à l'organisation corporative de l'agriculture		JO 30 mai 1941
1274	29/05/41	Loi	2285	Etat français	relative à l'amélioration des primes d'allaitement prévues par la législation des assurances sociales		JO 5 juin 1941
1275	30/05/41	Décret	2338	Etat français	portant dévolution des biens d'un groupement interprofessionnel		JO 4 juin 1941
1276	30/05/41	Loi	2327	Etat français	relative à la composition des conseils de prud'hommes		JO 14 juin 1941

1266				Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résulte des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1267				Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résultait des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1268				
1269				
1270				
1271				
1272				
1273				
1274				
1275				
1276	justice -- conseil -- prud'hommes - composition			La loi statue sur le cas de vacances des présidents et vice-présidents des conseils de prud'hommes, dont les remplaçants sont nommés par le garde des sceaux, sur proposition de l'assemblée générale des juridictions visées.

1277	30/05/41	Loi	2343	Etat français	relative aux fonctions administratives exercées par les conseillers généraux et les conseillers d'arrondissement		JO 26 juin 1941
1278	30/05/41	Loi	2293	Etat français	relative au retour à la terre des familles d'origine paysanne		JO 31 mai 1941
1279	30/05/41	Loi	2347	Etat français	tendant à modifier les articles 4 et 5 de la loi du 24 mai 1825 sur les congrégations de femmes		JO 5 juin 1941
1280	31/05/41	Arrêté		Etat français	concernant la réglementation du commerce et de l'industrie des ferrailles		JO 14 juin 1941
1281	31/05/41	Arrêté		Etat français	relatif à l'exercice de la profession d'architecte		JO 5 juin 1941
1282	31/05/41	Décret	2299	Etat français	portant allocation de secours aux familles des travailleurs étrangers encadrés		JO 19 juin 1941
1283	31/05/41	Décret	2309	Etat français	concernant l'application de la loi du 16 août 1940 relative à l'exercice de la médecine		JO 6 juin 1941
1284	01/06/41	Décret	2368	Etat français	rétablissement la composition du tribunal du Puy		JO 6 juin 1941
1285	01/06/41	Loi	2181	Etat français	modifiant la loi du 27 août 1940 relative à l'organisation de la formation professionnelle des jeunes gens dans l'agriculture		JO 18 juin 1941
1286	01/06/41	Loi	2181	Etat français	interdisant la détention, l'achat et la vente d'armes et de munitions par les juifs indigènes d'Algérie		JO 6 juin 1941
1287	01/06/41	Loi	2370	Etat français	relative à l'organisation de la production laitière		JO 7 juin 1941

1277					
1278					
1279					
1280					
1281					
1282					
1283					
1284	Le Puy	justice -- tribunal -- composition			Retour à la composition normale.
1285					
1286		juifs			
1287					

1288	01/06/41	Loi	2254	Etat Français	portant extension à l'Algérie de la loi du 2 février 1941 modifiant le régime fiscal des contrats de sociétés et complétant le décret du 14 juin 1938 relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances et à l'organisation de		JO 24 juin 1941
1289	02/06/41	Loi	2332	Etat français	remplaçant la loi du 3 octobre 1940 portant statut des juifs		JO 14 juin 1941
1290	02/06/41	Loi	2333	Etat français	prescrivant le recensement des juifs		JO 14 juin 1941
1291	03/06/41	Loi	2222	Etat français	portant modification de la loi du 29 août 1940		JO 10 juin 1941
1292	03/06/41	Loi	2330	Etat français	complétant et modifiant la réglementation des cumuls		JO 13 juin 1941
1293	03/06/41	Loi	2051	Etat Français	relative aux importations de savon et de denrées alimentaires rationnées par colis postaux, paquets-poste ou messageries ou sous forme de provisions de route ou de ménage (Loi n° 2051)		JO 25 juin 1941
1294	04/06/41	Loi	2382	Etat français	relative à l'emploi de la main-d'œuvre pénale hors des établissements pénitentiaires		JO 19 juin 1941
1295	04/06/41	Loi	3255	Etat Français	reculant l'âge limite d'admission dans les cadres administratifs pour les candidats justifiant de services militaires (Loi n° 3255)		JO 27 juillet 1941
1296	05/06/41	Arrêté		Etat Français	concernant les opérations d'achats et ventes à l'étranger		JO 1° juillet 1941
1297	05/06/41	Décret	2390	Etat français	relatif à la mention à imprimer sur les valeurs mobilières françaises abonnées qui seront dispensées de l'apposition du timbre de l'extraordinaire		JO 7 juin 1941
1298	05/06/41	Loi	2395	Etat français	tendant à modifier le décret du 1° juin 1940 réglant pendant la guerre les rapports entre les bailleurs et preneurs de baux à ferme		JO 15 juin 1941

1288	Algérie				Selon un rectificatif paru au JO du 10 juillet 1941, cette loi, qui avait été publiée sous la date du 17 juin 1941, est en réalité du 1 ^{er} juin 1941.
1289		juifs --			2 ^e statut.
1290					
1291					
1292					
1293					
1294					
1295					
1296					Bois
1297					
1298					

1299	05/06/41	Loi	2392	Etat français	portant création d'un comité consultatif de la famille française		JO 7 juin 1941
1300	06/06/41	Arrêté		Etat français	portant interdiction de l'émission et de la vente des représentations de fractions de billets de la loterie nationale autres que le dixième de billet		JO 22 juin 1941
1301	07/06/41	Décret	2426	Etat Français	relatif au fonctionnement de l'assurance d'Etat contre risques de guerre sur corps de bateaux de navigation intérieure (Décret n° 2426)		JO 29 juin 1941
1302	07/06/41	Loi	2278	Etat français	complétant l'article 1° du décret du 1° septembre 1939 autorisant la suppléance des officiers publics et ministériels en temps de guerre		JO 25 juin 1941
1303	09/06/41	Décret	2408	Etat français	instituant un conseil du livre français		JO 28 juin 1941
1304	09/06/41	Loi	2460	Etat français	portant création d'une cour d'appel à Tunis		JO 15 juin 1941
1305	09/06/41	Loi	2394	Etat français	ayant pour objet le maintien du cheptel dans les exploitations agricoles		JO 15 juin 1941
1306	11/06/41	Arrêté		Etat français	relatif au renouvellement des cartes de rationnement		JO 14 juin 1941
1307	11/06/41	Loi	2482	Etat français	relative à la compétence territoriale des organismes et services départementaux institués en vue de l'application des textes sur la législation des prix		JO 13 juin 1941
1308	11/06/41	Loi	2356	Etat français	instituant auprès du secrétariat d'Etat à l'Agriculture un comité central des groupements interprofessionnels de répartition des produits indispensables à l'agriculture, créés par la loi du 18 septembre 1940		JO 14 juin 1941
1309	11/06/41	Loi		Etat français	portant modification de la loi du 27 mars 1883 sur l'organisation de la juridiction française en Tunisie en ce qui concerne les officiers publics et ministériels		JO 15 juin 1941

1299					
1300					
1301					
1302		justice??			
1303					
1304	Tunisie	justice -- cour d'appel			
1305					Voir l'étude de M. K. Malezieux : "Les modifications apportées aux règles des baux à cheptel par la loi du 9 juin 1941.", Gaz. Pal. 7-8 juillet 1941.
1306					
1307					
1308					
1309	Tunisie	justice -- tribunal --			Pouvoir donné au résident général de fixer les conditions de recrutement, de nomination, d'avancement des officiers publics et ministériels exerçant auprès des juridictions françaises en Tunisie.

1310	11/06/41	Loi	2488	Etat français	relative à l'échange du blé et du seigle contre de la farine ou du pain		JO 25 juin 1941
1311	11/06/41	Loi	2455	Etat français	complétant l'article 3 du décret-loi du 1° septembre 1939 portant suspension de certaines peines à la mobilisation		JO 25 juin 1941
1312	12/06/41	Arrêté		Etat français	abrogeant l'arrêté du 8 mai 1940 relatif à la carte de charbon		JO 14 juin 1941
1313	12/06/41	Arrêté		Etat Français	relatif aux cotisations du comité d'organisation des industries céramiques et du comité d'organisation des produits de carrière et de dragage (2 arrêtés)		JO 8 juillet 1941
1314	12/06/41	Loi	2506	Etat français	modifiant les décrets des 5 avril 1938 et 25 juin 1938 relatifs au jugement des demandes soumises à la juridiction gracieuse en matière de contributions directes		JO 13 juin 1941
1315	12/06/41	Loi	2499	Etat français	concernant le dépôt des fascicules imprimés et des catalogues de brevets d'invention et certificats d'addition		JO 14 juin 1941
1316	12/06/41	Loi	2498	Etat français	abrogeant les décrets-lois des 4 octobre 1939 et 1° avril 1940 relatifs à la répartition des combustibles minéraux solides et du briquet de houille, au chauffage central collectif et aux circulations d'eau chaude		JO 14 juin 1941
1317	13/06/41	Décret	2517	Etat français	rendant applicable à l'Algérie le décret du 24 février 1940 allouant une indemnité à certains suppléants des justices de paix pendant la durée des hostilités		JO 20 juin 1941
1318	13/06/41	Loi		Etat Français	relative à la réglementation et à l'organisation de la profession bancaire		JO 6 juillet 1941
1319	14/06/41	Loi	2533	Etat Français	relative à la réglementation et à l'organisation des professions se rattachant à la profession de banquier (Loi n° 2533)		JO 6 juillet 1941
1320	16/06/41	Décret	2516	Etat français	relatif aux décisions des répartiteurs prononçant des transferts de produits industriels		JO 19 juin 1941

1310					
1311		j			Un décret du 1° septembre 1939 avait prévu la suspension provisoire de nombreuses peines d'emprisonnement, afin de libérer les condamnés en vue de la mobilisation générale. La présente loi facilite la révocation, par mesure individuelle, des suspensions de
1312					
1313					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résultait des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1314					
1315					
1316					
1317	Algérie	justice de paix			
1318	Algérie				Voir l'étude de Paul Esmein : "L'organisation et la réglementation de la profession bancaire", gazette du palais 1940.2.Doct., p. 18.
1319					Voir l'étude de Paul Esmein : "L'organisation et la réglementation de la profession bancaire", gazette du palais 1940.2.Doct., p. 18.
1320					

1321	16/06/41	Décret	2528	Etat Français	portant réglementation d'administration publique, relatif à la discipline des notaires et à l'organisation et aux conditions de fonctionnement des chambres des notaires, des conseils régionaux et du conseil supérieur du		JO 28 juillet 1941
1322	16/06/41	Loi	2527	Etat Français	réorganisant les chambres des notaires et instituant des conseils régionaux et un conseil supérieur du notariat (Loi n° 2527)		JO 28 juillet 1941
1323	17/06/41	Arrêté		Etat français	complétant les dispositions de l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1930 concernant les dépôts d'hydrogène ou d'autres gaz combustibles comprimés sous une pression supérieure à 15 kg par centimètre carré, quand le volume		JO 24 juin 1941
1324	17/06/41	Décret	2573	Etat français	relatif à l'appellation d'origine "Muscadet"		JO 19 juin 1941
1325	17/06/41	Décret	2530	Etat Français	relatif à la constatation des infractions à la coordination des transports et à l'accès gratuit dans les autocars pour certains fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions (Décret n° 2530)		JO 3 juillet 1941
1326	17/06/41	Loi	2254	Etat français	portant extension à l'Algérie de la loi du 2 février 1941 modifiant le régime fiscal des contrats de sociétés et complétant le décret du 14 juin 1938 relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances et à l'organisation de		JO 24 juin 1941
1327	17/06/41	Loi	2544	Etat français	fixant le régime provisoire de la vente des articles textiles à usage vestimentaire et domestique		JO 24 juin 1941
1328	17/06/41	Loi	2567	Etat français	tendant à une répression plus sévère des vols de récoltes et autres productions utiles de la terre dans les champs et les jardins		JO 28 juin 1941
1329	18/06/41	Décret	2594	Etat français	relatif à la taxe à la production		JO 22 juin 1941
1330	18/06/41	Décret	2593	Etat français	portant interdiction aux agents et fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères de contracter mariage avec une personne ne possédant par la nationalité française à titre originaire		JO 24 juin 1941
1331	18/06/41	Loi	2591	Etat français	portant reconnaissance d'utilité publique (Association de l'Institut catholique de Paris)		JO 20 juin 1941

1321					
1322					
1323					
1324					
1325					
1326					
1327					
1328					
1329					
1330					
1331					

1332	18/06/41	Loi	2542	Etat français	fixant la procédure applicable devant les tribunaux maritimes spéciaux (travaux forcés)		JO 20 juin 1941
1333	18/06/41	Loi	2592	Etat français	portant modification de l'article 418 du Code de l'enregistrement		JO 20 juin 1941
1334	18/06/41	Loi	2539	Etat Français	modifiant la loi du 14 août 1940 créant une carte nationale de priorité (Loi n° 2539)		JO 2 juillet 1941
1335	18/06/41	Loi	2534	Etat Français	relative à la création d'une caisse centrale de dépôts et de virements de titres (Loi n° 2534)		JO 8 juillet 1941
1336	21/06/41	Loi	2627	Etat français	relative à la vente des plantes servant à la composition des boissons hygiéniques		JO 24 juin 1941
1337	21/06/41	Loi	2570	Etat français	régulant les conditions d'admission des étudiants juifs dans les établissements d'enseignement supérieur		JO 24 juin 1941
1338	21/06/41	Loi	2623	Etat Français	supprimant les avantages accordés en cas de revente d'immeuble (Loi n° 2623)		JO 18 juillet 1941
1339	21/06/41	Loi	2622	Etat Français	complétant la loi du 17 septembre 1940 qui a suspendu les exonérations prévues en matière de taxes à la production et de taxe sur les transactions pour les affaires d'expropriation (Loi n° 2622)		JO 2 juillet 1941
1340	23/06/41	Arrêté		Etat Français	portant réglementation du rationnement et de la distribution du charbon dans le département de la Seine		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 2 juillet 1941
1341	23/06/41	Arrêté		Etat français	déléguant aux préfets régionaux le pouvoir de relever les salaires anormalement bas		JO 26 juin 1941
1342	23/06/41	Arrêté		Etat Français	portant rattachement d'une cour d'assises		JO 8 juillet 1941

1332		justice -- tribunal -- marine -- procédure			
1333					
1334					En faveur des mères de famille.
1335					
1336					
1337					
1338					
1339					
1340	Département de la Seine				
1341					
1342	Cour d'assises du Cher rattachée à celle de la Nièvre	justice --			

1343	23/06/41	Loi	2643	Etat français	portant création d'une cour criminelle spéciale dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux Colonies		JO 26 juin 1941
1344	23/06/41	Loi	2595	Etat Français	relative à l'exportation des œuvres d'art (Loi n° 2595)		JO 19 juillet 1941
1345	24/06/41	Loi	2640??	Etat Français	portant aménagement de certaines dispositions relatives aux rapports entre bailleurs et locataires (Loi n° 2640)		JO 13 juillet 1941
1346	24/06/41	Loi	2640??	Etat Français	relative à la gestion par la société nationale des chemins de fer français des titres de chemins de fer de l'Etat (Loi n° 2640)		JO 22 juillet 1941
1347	24/06/41	Loi	2657	Etat Français	portant organisation de l'industrie des pâtes alimentaires (Loi n° 2657)		JO 26 juin 1941
1348	25/06/41	Décret	2620	Etat français	modifiant le décret du 16 mai 1939, relatif à la réglementation des conditions de délivrance du diplôme du Gouvernement de géomètre expert		JO 26 juin 1941
1349	25/06/41	Décret	2677	Etat Français	relatif au comité d'organisation de la production de sel (Décret n° 2677)		JO 29 juin 1941
1350	26/06/41	Instruction	14	Etat Français	relative à l'accord de paiement franco-finlandais du 28 février 1941 (instruction n° 14)		JO 26 juin 1941
1351	26/06/41	Loi	2694	Etat français	portant modification de l'article 2 du décret-loi du 17 juin 1938 relatif à la réorganisation et à l'unification du régime d'assurance des marins		JO 28 juin 1941
1352	26/06/41	Loi	2525	Etat Français	réglementant l'exercice de la profession d'avocat et la discipline du barreau		JO 28 juillet 1941
1353	26/06/41	Loi	2691	Etat Français	instituant le certificat d'aptitude à la profession d'avocat		JO 28 juillet 1941

1343	Colonies	justice -- cour - criminelle -- marché noir			
1344	Algérie				
1345					A noter l'existence d'une brochure relative aux rapports entre bailleurs et locataires en temps de guerre.
1346					
1347					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résultait des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1348					
1349					
1350					
1351					
1352		justice --			Voir l'étude de Me Payen : "Le nouveau statut du barreau", gazette du palais du 11 septembre 1941.
1353		justice --			

1354	26/06/41	Loi	2524	Etat Français	relative à la représentation devant les juges de paix	3158	JO 28 juillet 1941
1355	26/06/41	Loi	2611	Etat Français	complétant la loi du 20 septembre 1940 relative à l'organisation des transports en commun de voyageurs dans la région parisienne et créant un conseil des transports parisiens (Loi n° 2611)		JO 4 août 1941
1356	27/06/41	Décret	2667	Etat Français	portant création du comité d'organisation de la teinturerie et de la blanchisserie (Décret n° 2667)		JO 28 juin 1941
1357	27/06/41	Loi	2688	Etat français	modifiant les articles 1°, 2, 3, 7, 8, 14 et 28 de la loi du 21 octobre 1940 modifiant, complétant et codifiant la législation sur les prix		JO 30 juin 1941
1358	27/06/41	Loi	2687	Etat français	instituant les comité régionaux des prix		JO 30 juin 1941
1359	28/06/41	Arrêté		Préfet de Police	concernant la distribution des denrée et la réglementation des files d'attente		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 30 juin 1941
1360	28/06/41	Arrêté		Etat Français	relatif aux statuts des sociétés départementales de chasseurs		JO 9 août 1941
1361	28/06/41	Décret	2778	Etat Français	modifiant l'article 7 du décret du 20 novembre 1940 relatif au statut des juifs d'Algérie (Décret n° 2778)		JO 10 juillet 1941
1362	28/06/41	Décret	2849	Etat Français	relatif au régime transitoire des assurances sociales agricoles (Décret n° 2849)		JO 11 juillet 1941
1363	28/06/41	Loi	2733	Etat Français	portant fixation du budget de l'exercice 1941 (Loi n° 2733)		JO 1° juillet 1941
1364	28/06/41	Loi	2513	Etat Français	réglementant l'enseignement colonial (Loi n° 2513)		JO 1° juillet 1941

1354		justice --			
1355					
1356					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résultait des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1357					
1358					
1359					
1360					
1361	Algérie	Algérie			Une commission est chargée de l'examen des dossiers.
1362					
1363					
1364	colonies	colonies			Obligation de l'obtention d'une autorisation conjointe du secrétariat d'Etat aux colonies et à l'Education nationale, sous peine de condamnation judiciaire

1365	28/06/41	Loi	2741	Etat Français	conférant au gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière de prix et de ravitaillement (Loi n° 2741)		JO 1° juillet 1941
1366	28/06/41	Loi	2698	Etat Français	concernant l'organisation du travail de manutention dans les ports maritimes de commerce (Loi n° 2698)		JO 1° juillet 1941
1367	28/06/41	Loi	2701	Etat Français	portant modifications des articles 4 et 7 de la loi du 16 novembre 1940 relative au pouvoir de substitution de l'autorité supérieure, aux délégations spéciales, à l'administration cantonale et aux secrétaires de mairie (Loi n° 2701)		JO 19 juillet 1941
1368	28/06/41	Loi	2673	Etat Français	relative à l'organisation de la chasse (Loi n° 2673)		JO 30 juillet 1941
1369	30/06/41	Loi	2729	Etat Français	portant assouplissement du prélèvement temporaire sur les excédents de bénéfices (Loi n° 2729)		JO 1° juillet 1941
1370	30/06/41	Loi	2734	Etat Français	ayant pour objet de garantir aux hommes rappelés sous les drapeaux la reprise de leur contrat de travail (Loi n° 2734)		JO 14 juillet 1941
1371	30/06/41	Loi	2728	Etat Français	relative à l'organisation de la production laitière (Loi n° 2728)		JO 14 juillet 1941
1372	01/07/41	Arrêté		Etat Français	relatif à l'organisation de la branche de production "fibres nouvelles" de l'industrie textile		JO 3 juillet 1941
1373	01/07/41	Décret	2730	Etat Français	modifiant le décret du 26 octobre 1941 portant création d'un comité général d'organisation de l'industrie textile (Décret n° 2730)		JO 3 juillet 1941
1374	01/07/41	Loi	2770	Etat Français	complétant la loi du 22 avril 1941 relative aux avances à court terme pouvant être consenties par la caisse nationale de crédit agricole à la commission d'organisation corporative paysanne (Loi n° 2770)		JO 3 juillet 1941
1375	01/07/41	Loi	2742	Etat Français	créant un régime provisoire d'avances au bénéfice des industriels et commerçants sinistrés par actes de guerre dont les entreprises ont subi seulement des dégâts partiels (Loi n° 2742)		JO 4 juillet 1941

1365					
1366					
1367					
1368					
1369					Voir l'étude de Me Caillez : "Le prélèvement sur les excédents de bénéfices (modifications apportées par la loi du 30 juin 1941)", Gazette du Palais 1941.2.Doct., p. 17, ainsi que 1941.1.Doct., p. 57.
1370					
1371					
1372					
1373					
1374					
1375					

1376	02/07/41	Arrêté		Etat Français	relatif à l'achat, la vente et à la circulation des fruits et légumes de la région parisienne		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 3 juillet 1941
1377	02/07/41	Décret	2750	Etat Français	modifiant le décret du 6 mars 1941 portant création du comité d'organisation des industries de construction d'appareils de levage et manutention, de matériels de travaux publics, mines et usines métallurgiques		JO 5 juillet 1941
1378	02/07/41	Décret	2767	Etat Français	étendant à l'Algérie les lois des 28 novembre 1940 et 18 avril 1941 concernant les magistrats des tribunaux de commerce et les conseillers prud'hommes relevés de leurs fonctions (décret n° 2767)		JO 7 juillet 1941
1379	02/07/41	Loi	2719	Etat Français	fixant la situation du personnel des entreprises de vente au détail soumises à la loi du 5 janvier 1941, relative au ravitaillement de la population en chaussures, et à la loi du 11 février 1941 portant réglementation		JO 10 juillet 1941
1380	02/07/41	Loi	2771	Etat Français	portant modification des dispositions relatives à la répression des infractions aux dispositions de la législation du travail (Loi n° 2771)		JO 20 juillet 1941
1381	02/07/41	Loi	2773	Etat Français	relative à la purge du défaut ou de la coutumace en ce qui concerne les jugements rendus par les tribunaux maritimes (Loi n° 2773)		JO 4 juillet 1941
1382	03/07/41	Arrêté		Etat Français	relatif aux demandes de dérogation prévues par la loi du 16 août 1940 (modification de l'arrêté du 5 juin 1941)		JO 4 juillet 1941
1383	03/07/41	Arrêté		Etat Français	portant rattachement du comité d'organisation du commerce des produits de quincaillerie au comité général d'organisation du commerce		JO 8 juillet 1941
1384	03/07/41	Décret	2775	Etat Français	complétant le décret du 11 octobre 1940 relatif à la composition du comité d'organisation des sociétés d'assurance et de capitalisation (Décret n° 2775)		JO 19 juillet 1941
1385	03/07/41	Loi	2457	Etat Français	fixant les règles d'indemnisation des engagés volontaires et requis civils au titre de la défense passive, en cas d'incapacité temporaire de travail (Loi n° 2457)		JO 14 juillet 1941
1386	03/07/41	Loi	2796	Etat Français	relative à la résiliation des contrats de travail des journalistes professionnels pour suppression d'emploi ou réduction d'activité des entreprises (Loi n° 2796)		JO 5 juillet 1941

1376	Départements de la Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne.				Arrêté interpréfectoral.
1377					
1378	Algérie	justice --			Les magistrats de ces tribunaux peuvent être relevés de leurs fonctions, pendant une période prenant fin au 30 septembre 1941.
1379					
1380					Infractions passibles de peines correctionnelles jugées par les tribunaux de simple police. Les peines applicables aux code du travail sont alourdies.
1381		justice --			
1382	colonies				
1383					
1384					
1385	Des décrets d'application en AFN, dans les colonies et protectorats doivent fixer				
1386					

1387	04/07/41	Décret	2786	Etat Français	relatif au règlement des frets dus par les services publics aux compagnies libres ou contractuelles pour des transports antérieurs au 1 ^{er} août 1940 (Décret n° 2786)		JO 10 août 1941
1388	04/07/41	Loi	2785	Etat Français	relative à la purge du défaut ou de la coutumace en ce qui concerne les jugements rendus par les tribunaux maritimes (Loi n° 2785)		JO 13 juillet 1941
1389	05/07/41	Loi	2651	Etat Français	sur l'organisation du marché des céréales secondaires et produits dérivés (Loi n° 2651)		JO 12 juillet 1941
1390	07/07/41	Arrêté		Etat Français	portant rattachement de l'industrie des taveurs de poils au comité des tanneries et mégisseries		JO 11 juillet 1941
1391	07/07/41	Décret	2820	Etat Français	portant organisation des services extérieurs de police sur le territoire national, dans les régions, départements, circonscriptions et villes (Décret n° 2820)		JO 15 juillet 1941
1392	07/07/41	Décret	2762	Etat Français	instituant le comité d'organisation des arts graphiques et plastiques (Décret n° 2762)		JO 29 juillet 1941
1393	07/07/41	Décret	2763	Etat Français	instituant le comité d'organisation des entreprises de spectacle (Décret n° 2763)		JO 30 novembre 1941
1394	07/07/41	Loi	2791	Etat Français	portant mise en vigueur de dispositions nouvelles concernant la livraison, l'utilisation et la restitution du matériel roulant des cadres et agrès, entre la Société nationale des chemins de fer concessionnaires ou exploitantes de		JO 21 août 1941
1395	08/07/41	Arrêté		Etat Français	concernant le matériel roulant de la Société nationale des chemins de fer français		JO 21 août 1941
1396	08/07/41	Décret	2832	Etat Français	portant interdiction de l'édition, de la diffusion et de la vente des hymnes, chants ou poèmes d'inspiration communiste ou anarchiste (Décret n° 2832)		JO 10 juillet 1941
1397	08/07/41	Loi	2621	Etat Français	établissant une servitude de survol au profit des téléfériques (Loi n° 2621)		JO 27 août 1941

1387					
1388		justice --			
1389					
1390					
1391					Article 5 : "La "police judiciaire" a plus spécialement pour objet de rechercher les coupables des crimes et délits et d'en livrer les auteurs à l'autorité judiciaire."
1392					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résultait des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1393					Publication très tardive par rapport à la date du décret.
1394					
1395					
1396	Algérie				Saisie administrative. Sanctions "devant la juridiction répressive".
1397					

1398	09/07/41	Décret	2851	Etat Français	portant création d'un comité d'organisation de l'industrie et du commerce des vieux métaux et alliages non ferreux (Décret n° 2851)		JO 11 juillet 1941
1399	09/07/41	Loi	2839	Etat Français	abrogeant certaines dispositions de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1937 portant amnistie (Loi n° 2839)		JO 10 juillet 1941
1400	09/07/41	Loi	2855	Etat Français	prorogeant les dispositions de la loi du 8 janvier 1941 relative aux octroi de Paris et de la région parisienne (Loi n°2855)		JO 3 août 1941
1401	11/07/41	Loi	2877	Etat Français	relative à la dissolution de groupements et associations dont les agissements sed seront révélés contraires à l'intérêt général du pays (Loi n° 2877)		JO 15 octobre 1941
1402	12/07/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la reconstruction des cabinets médicaux détruits par actes de guerre		JO 16 août 1941
1403	12/07/41	Loi	2895	Etat Français	ayant pour objet de fixer la situation des sapeurs-pompiers, des requis et engagés volontaires, sapeurs-pompiers auxiliaires, jusqu'à la date de cessation légale du temps de guerre (Loi n° 2895)		JO 10 août 1941
1404	12/07/41	Loi	2726	Etat Français	relative au payement des pensions de l'Etat par mandat-carte postal ou par virement de compte (Loi n° 2726)		JO 13 juillet 1941
1405	12/07/41	Loi	2910	Etat Français	portant création d'un comité national interprofessionnel des viandes (Loi n°2910)		JO 13 juillet 1941
1406	12/07/41	Loi		Etat Français	interprétant, complétant et modifiant la loi du 24 octobre 1940 relative à la répartition des accidents du travail résultant de faits de guerre		JO 14 juillet 1941
1407	12/07/41	Loi	3088	Etat Français	modifiant la loi du 9 février 1941 tendant à faciliter la réparation rapide des immeubles bâties partiellement endommagées du fait d'actes de guerre (Loi n° 3088)		JO 16 août 1941
1408	12/07/41	Loi	3089	Etat Français	relative à la construction, à l'implantation et à l'aménagement d'abris provisoires (Loi n° 3089)		JO 16 août 1941

1398					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résultait des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1399					
1400					
1401					
1402					
1403					
1404					
1405					
1406					
1407					
1408					

1409	12/07/41	Loi	3091	Etat Français	tendant à permettre la réparation des monuments historiques endommagés par actes de guerre (Loi n° 3091)		JO 16 août 1941
1410	12/07/41	Loi	3090	Etat Français	tendant à permettre la reconstruction des bâtiments et ouvrages publics appartenant à des établissements publics ou d'utilité publique ou à des collectivités publiques autres que l'Etat et partiellement ou totalement		JO 16 août 1941
1411	12/07/41	Loi	3087	Etat Français	relative à la reconstruction des immeubles d'habitation partiellement ou totalement détruits par suite d'actes de guerre (Loi n° 3087)		JO 16 août 1941
1412	12/07/41	Loi	3092	Etat Français	relative au financement des dépenses de réparation et de reconstruction des immeubles partiellement ou totalement détruits par suite d'actes de guerre ou par suite des inondations survenues au mois d'octobre 1940, et non couvertes		JO 16 août 1941
1413	12/07/41	Loi	2871	Etat Français	relative à la création d'un comité de gestion des wagons-citernes (Loi n° 2871)		JO 16 juillet 1941
1414	12/07/41	Loi		Etat Français	portant modification de la loi du 15 avril 1829 relative à la pêche fluviale		JO 19 juillet 1941
1415	13/07/41	Décret		Etat Français	instituant un comité général d'organisation des corps gras d'origine végétale et animale, ainsi que trois comités d'organisation spécialisée		JO 18 juillet 1941
1416	13/07/41	Loi	2909	Etat Français	portant prorogation du délai prévu par la loi du 2 juin 1941 prescrivant le recensement des juifs (Loi n° 2919)		JO 14 juillet 1941
1417	15/07/41	Décret	3744	Etat Français	portant création du comité d'organisation des exploitations frigorifiques (Décret n° 3744)		JO 3 septembre 1941
1418	15/07/41	Loi	2925	Etat Français	tendant à donner délégation aux préfets en matière de finances communales (Loi n° 2925)		JO 6 août 1941
1419	16/07/41	Arrêté		Etat Français	fixant les pouvoirs des préfets en matière de finances communales		JO 6 août 1941

1409					
1410					
1411					
1412					
1413					
1414					
1415					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résultait des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1416					Délai prévu par l'article 1 de la loi du 2 juin 1941 prolongé jusqu'au 1 ^{er} août 1941.
1417					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résultait des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1418	Algérie				
1419					

1420	16/07/41	Décret	2956	Etat Français	réglementant, en ce qui concerne les juifs, la profession d'avocat (Décret n° 2956)		JO 17 juillet 1941
1421	16/07/41	Décret		Etat Français	réglementant, en ce qui concerne les juifs, les fonctions d'officier public ou ministériel		JO 17 juillet 1941
1422	16/07/41	Loi	3408	Etat Français	portant création d'un groupement interprofessionnel des fleurs et plantes à parfums (Loi n° 3408)		JO 13 août 1941
1423	16/07/41	Loi	3376	Etat Français	concernant les allocations à accorder aux départements et aux communes à raison des déficits de leurs voies ferrées d'intérêt local (Loi n° 3376)		JO 23 août 1941
1424	17/07/41	Arrêté		Etat Français	portant organisation du comité de technique scientifique laitière		JO 21 juillet 1941
1425	17/07/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la durée du travail dans les scieries		JO 9 août 1941
1426	17/07/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la durée du travail dans les filatures de rayonne		JO 9 août 1941
1427	17/07/41	Décret	2942	Etat Français	relatif à la coordination entre le régime général des assurances sociales et les régimes spéciaux d'assurances (Décret n° 2942)		JO 10 août 1941
1428	17/07/41	Décret	3141	Etat Français	créant un comité d'organisation des combustibles solides pour gazogènes (Décret n° 3141)		JO 15 août 1941
1429	17/07/41	Décret	3142	Etat Français	créant un comité d'organisation des carburants synthétiques (Décret n° 3142)		JO 15 août 1941
1430	17/07/41	Décret	3140	Etat Français	créant une commission générale des carburants de remplacement (décret n° 3140)		JO 15 août 1941

1420	Décret non applicable en Algérie, dans les colonies et protectorats.	justice --			quota de 2% de l'effectif des non juifs.
1421	Décret non applicable en Algérie, dans les colonies et protectorats.	justice???			
1422					
1423					
1424					
1425					
1426					
1427					
1428					
1429					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résultait des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1430					

1431	17/07/41	Décret	3137	Etat Français	créant un comité d'organisation professionnel de l'industrie de la distillerie utilisant des matières d'origine agricole (Décret n° 3137)		JO 15 août 1941
1432	17/07/41	Décret	2967	Etat Français	restituant ses attributions à la section du commerce du conseil de prud'hommes de Montpellier (Décret n° 2967)		JO 21 juillet 1941
1433	17/07/41	Décret	3102	Etat Français	modifiant le décret du 4 mai 1941 portant création du comité général d'organisation du commerce (Décret n° 3102)		JO 25 juillet 1941
1434	17/07/41	Décret	3719	Etat Français	tendant à modifier le décret du 24 mai 1940 réglementant la publication des journaux (décret n° 3719)		JO 4 septembre 1941
1435	17/07/41	Décret	2979	Etat Français	étendant à l'Algérie le décret du 30 mars 1939 relatif aux conditions d'avancement des greffiers des cours d'appel et des tribunaux de première instance (décret n° 2979)		JO du 28 juillet 1941
1436	17/07/41	Loi	3412	Etat Français	relative à la modification de l'objet social des sociétés par actions (Loi n° 3412)		JO 12 septembre 1941
1437	17/07/41	Loi	3106	Etat Français	portant création d'un groupement interprofessionnel du tartre et des produits tartreux (Loi n° 3106)		JO 19 août 1941
1438	17/07/41	Loi	3096	Etat Français	supprimant la personnalité civile des comités départementaux des céréales (Loi n° 3096)		JO 29 juillet 1941
1439	17/07/41	Loi	2723	Etat Français	sur la recherche et l'exploitation des carrières et des tourbières (Loi n° 2723)		JO 3 octobre 1941
1440	17/07/41	Loi	2982	Etat Français	interdisant la remise des correspondances adressées "poste restante" aux mineurs de moins de dix-huit ans (Loi n° 2982)		JO 30 juillet 1941
1441	17/07/41	Loi	3121	Etat Français	aggravant les sanctions prévues par le décret du 9 septembre 1939, concernant la création ou l'extension des établissements commerciaux, industriels ou artisanaux, et les lois du 17 septembre 1940 établissant les		JO 31 juillet 1941

1431				Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résultait des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1432	Montpellier	justice --		Abrogation du décret du 4 décembre 1939 transférant les attributions de la section du commerce du conseil de prud'hommes de Montpellier au juge de paix de la ville.
1433				
1434	Publication tardive par rapport à la date portée par le décret en raison d'un contrôle			"La création de tout nouveau journal, quotidien ou périodique, est, jusqu'à nouvel ordre, soumise à autorisation donnée par arrêté du vice-président du Conseil, ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur."
1435	Algérie	justice --		Les conditions d'avancement des greffiers de la Cour d'Appel d'Alger et des tribunaux de première instance d'Algérie sont les mêmes qu'en métropole.
1436				
1437	Algérie			
1438				Ils sont supplantés par l'Office national interprofessionnel des céréales.
1439				
1440				Pas d'exception sauf pour les mineurs anticipés.
1441		justice		Aggravation des sanctions judiciaires. L'article 463 du code pénal n'est pas applicable.

1442	18/07/41	Décret	3059	Etat Français	portant institution des préfets délégués (Décret n° 3059)		JO 10 août 1941
1443	18/07/41	Décret	3915	Etat Français	transférant les attributions de conseils de prud'hommes (Décret n° 3915)		JO 14 septembre 1941
1444	18/07/41	Décret	3247	Etat Français	instituant un comité d'organisation professionnelle des entreprises de groupages de marchandises sur chemin de fer et sur route (Décret n° 3247)		JO 21 août 1941
1445	18/07/41	Décret	3007	Etat Français	portant extension de la procédure fixée par le décret du 19 mars 1937 à l'appel des jugements prononcés pour délits de droit commun contre les relégués collectifs par la juridiction du lieu de relégation (Décret n° 3007)		JO 21 juillet 1941
1446	18/07/41	Décret	3103	Etat Français	portant abrogation du décret du 15 mai 1940 et de l'arrêté du 31 mai 1940 relatifs à la fabrication et à la consommation des papiers et cartons (Décret n° 3103)		JO 25 juillet 1941
1447	18/07/41	Décret	3105	Etat Français	portant constitution du comité d'organisation des professions de la publicité (Décret n° 3105)		JO 26 août 1941
1448	18/07/41	Décret	3129	Etat Français	comportant application de la loi du 8 janvier 1941 sur le contrôle des sociétés de courses et du pari mutuel (Décret n° 3129)		JO 3 octobre 1941
1449	18/07/41	Loi	2988	Etat Français	modifiant l'article 2 du décret du 23 octobre 1935 portant réglementation des mesures relatives au renforcement du maintien de l'ordre public (Loi n° 2988)		JO 1° août 1941
1450	18/07/41	Loi	2997	Etat Français	relative aux mesures à prendre à l'égard des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique (Loi n° 2997)		JO 1° août 1941
1451	18/07/41	Loi	2996	Etat Français	modifiant les dispositions de la loi du 30 juin 1881 régissant les réunions publiques, abrogation de la loi du 28 mars 1907 (Loi n° 2996)		JO 1° août 1941
1452	18/07/41	Loi	3227	Etat Français	modifiant les articles 14 et 19 de la loi du 16 novembre 1940 portant réorganisation des corps municipaux (Loi n° 3227)		JO 10 septembre 1941

1442					Auprès des préfets régionaux, avec rang et traitement de préfets.
1443	Laon, Guise, Nouvion-en-Thiérache, ZO.	justice --			Compétence de conseils de prud'hommes transférées à des juges de paix.
1444					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résultait des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1445		justice --			Article 1 : "La procédure fixée par le décret du 19 mars 1937 pour l'appel des jugements prononcés par la juridiction du lieu de relégation contre les relégués collectifs prévenus des délits prévus à l'article 14 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes est rendue applicable
1446					Le décret était devenu caduc en raison de l'institution, par l'arrêté du 30 novembre 1940 d'une section du papier, cartons et emballages de l'office de répartition des produits industriels (voir la loi du 10 septembre 1940).
1447					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résultait des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1448					
1449					Réglementation des manifestations.
1450					Mesures d'éloignement des lieux où ces personnes résident.
1451	Applicable en Algérie suivant des modalités à fixer par décret spécial.				Déclaration à faire en mairie ; à la préfecture de police pour Paris et le département de la Seine. Sanctions prévues par la loi, en plus des prescriptions de l'article 463 du Code pénal, et de l'article 42 en cas de récidive.
1452					Délai important entre la date portée par la loi et celle de sa publication. La présente loi lève la condition de possession de nationalité française à titre original pour l'accès aux administrations publiques. Les naturalisés peuvent donc y prétendre.

1453	18/07/41	Loi	3345	Etat Français	interprétant et modifiant les lois des 10 septembre 1940 et 9 mars 1941 portant organisation de la répartition des produits industriels et réglant le contrôle et la répression des infractions (Loi n° 3345)		JO 12 août 1941
1454	18/07/41	Loi	3040	Etat Français	relative à l'organisation du Gouvernement (Loi n° 3040)		JO 19 juillet 1941
1455	18/07/41	Loi	3014	Etat Français	relative à la distribution des combustibles pour gazogènes (Loi n° 3014)		JO 24 juillet 1941
1456	18/07/41	Loi	3122	Etat Français	portant réglementation de la reproduction des traits du chef de l'Etat (Loi n° 3122)		JO 26 juillet 1941
1457	18/07/41	Loi	3157	Etat Français	sur l'organisation administrative et le régime financier du réseau des chemins de fer de la Méditerranée au Niger (Loi n° 3157)		JO 27 juillet 1941
1458	18/07/41	Loi	3003	Etat Français	élevant la compétence des préfets en matière de dons et legs (Loi n° 3003)		JO 31 juillet 1941
1459	18/07/41	Loi	3153	Etat Français	tendant à faciliter l'exécution d'urgence des travaux d'équipement sportif (Loi n° 3153)		JO 4 septembre 1941
1460	18/07/41	Loi	3032	Etat Français	portant modification des articles 288 à 290 du Code du vin (Loi n° 3032)		JO 6 août 1941
1461	18/07/41	Loi	2676	Etat Français	relative à la durée du temps de travail dans l'industrie minérale (Loi n° 2676)		JO 9 août 1941
1462	19/07/41	Arrêté		Etat Français	relatif à l'utilisation des denrées et produits en dépôts de douane		JO 21 juillet 1941
1463	19/07/41	Loi	3017	Etat Français	prorogeant les dispositions de la loi du 12 juillet 1940 permettant de suspendre par arrêté ministériel les dispositions prévoyant l'avis d'un organisme consultatif (Loi n° 3017)		JO 6 août 1941

1453					Aggravation des sanctions judiciaires relatives au non respect ou encore au contournement des décisions du répartiteur.
1454					LE vice-président du Conseil exerce, indépendamment des pouvoirs qui lui ont été conférés par les articles 2, 3 et 4 de la loi du 10 février 1941, une autorité directe sur le secrétariat d'Etat à l'Intérieur.
1455					Sanctions judiciaires prévues par la loi.
1456					
1457					Administration unique par un organisme doté de la personnalité civile, placé sous l'autorité du secrétaire d'Etat aux Communications.
1458					
1459					Délai quinquennal courant à partir de cette loi pour que l'Etat, les départements ou les communes puissent procéder à l'expropriation, pour cause d'utilité publique, de propriétés en vue de travaux d'équipement sportif.
1460					L'article 3 dispose que "toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées", sans autre précision, ce qui ouvre la voie à des dispositions nouvelles à prendre.
1461					Le temps de travail peut être porté à 48 hebdomadaire. Temps de travail supplémentaire réglementé.
1462					
1463					

1464	22/07/41	Décret	3119	Etat Français	relatif au contrôle de la législation du travail (Décret n° 3119)		JO 23 août 1941
1465	22/07/41	Loi	3118	Etat Français	prorogeant jusqu'au 31 décembre 1941 ma durée d'application des dispositions fixées à l'alinéa 3 de l'article 3 de loi du 18 novembre 1940 modifiant et complétant le décret-loi du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité		JO 12 août 1941
1466	22/07/41	Loi	3083	Etat Français	prorogeant le délai de présentation des demandes de carte du combattant pour les opérations de guerre antérieure à la guerre 1939-1940 (Loi n° 3083)		JO 13 août 1941
1467	22/07/41	Loi	3101	Etat Français	relative à la propriété littéraire (Loi n° 3101)		JO 13 août 1941
1468	22/07/41	Loi	3108	Etat Français	relatif à la création d'un groupement national interprofessionnel linier (Loi n° 3108)		JO 13 août 1941
1469	22/07/41	Loi	3111	Etat Français	tendant à compléter la réglementation édictée en matière de garantie des matières et ouvrages d'or, d'argent et de platine, par les articles 536 et 538 du Code des contributions directes (Loi n° 3111)		JO 24 juillet 1941
1470	22/07/41	Loi	3086	Etat Français	relative aux entreprises, biens et valeurs appartenant aux juifs (Loi n° 3086)		JO 26 août 1941
1471	24/07/41	Arrêté		Etat Français	relatif aux cotisations imposées par les comités d'organisation aux petites et moyennes entreprises		JO 14 septembre 1941
1472	24/07/41	Arrêté		Etat Français	portant dérogation aux dispositions de l'arrêté du 25 novembre 1940 relatif aux délais applicables sur les chemins de fer aux transports de voyageurs, de bagages et de marchandises		JO 9 août 1941
1473	26/07/41	Décret	3161	Etat Français	ajoutant la psittacose humaine, sous le n° 19, à la liste des maladies contagieuses à déclaration obligatoire (Loi n° 3161)		JO 10 août 1941
1474	26/07/41	Loi	3187	Etat Français	réglementant les achats sur souches dans le commerce des vins (Loi n° 3187)		JO 19 août 1941

1464					Selon l'article 1, "les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'exécution des dispositions du Code du travail et de la loi du 10 août 1932 protégeant la main d'œuvre nationale" (préférence nationale).
1465					
1466	Délai spécial jusqu'au 31 décembre 1941 prévu pour l'Algérie, les protectorats et				
1467					
1468					
1469					Lutte contre le trafic de ces biens précieux.
1470		juifs -- justice			Liquidation amiable ou judiciaire.
1471					
1472					
1473					
1474					

1475	26/07/41	Loi	3138	Etat Français	relative à l'exercice de la médecine vétérinaire (Loi n° 3138)		JO 20 août 1941
1476	26/07/41	Loi	3158	Etat Français	fixant le taux des amendes pénales (Loi n° 3158)		JO 22 août 1941
1477	26/07/41	Loi	3124	Etat Français	modifiant la loi du 15 mars 1941 instituant une taxe exceptionnelle sur les plus-values des valeurs mobilières (Loi n° 3124)		JO 27 juillet 1941
1478	26/07/41	Loi	3189	Etat Français	sur les réparations aux victimes civiles de la guerre (Loi n° 3189)		JO 28 septembre 1941
1479	27/07/41	Arrêté		Etat Français	concernant l'administration provisoire et la curatelle des successions		JO 24 août 1941
1480	27/07/41	Décret	3177	Etat Français	complétant le décret du 26 octobre 1937, relatif à l'octroi de bonifications d'intérêts aux entreprises industrielles et commerciales (Loi n° 3177)		JO 28 juillet 1941
1481	28/07/41	Décret	3188	Etat Français	portant réglementation d'administration publique pour l'application de l'article 5 de la loi du 2 juin 1941 remplaçant celle du 3 octobre 1940 portant statut des juifs (Décret n° 3188)		JO 1° août 1941
1482	29/07/41	Arrêté		Etat Français	relatif aux frais de régie dus à l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre sur le produit des biens séquestrés ou liquidés en conséquence d'une mesure de sûreté générale		JO 30 octobre 1941
1483	29/07/41	Loi	3191	Etat Français	permettant l'inscription temporaire de certains avocats dans un second barreau (Loi n° 3191)		JO 14 août 1941
1484	30/07/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la fixation du capital minimum des banques		JO 19 septembre 1941
1485	30/07/41	Arrêté		Etat Français	modifiant l'arrêté du 24 novembre 1940 concernant le marché des aliments du bétail		JO 7 septembre 1941

1475					
1476		justice			Aggravation.
1477					Voir la note de M. Polge de Combret : "La taxe exceptionnelle sur les plus-values des valeurs mobilières. - Assouplissement et modifications de la loi du 15 mars 1941. - Loi du 26 juillet 1941", gazette du Palais 1941.1.Doct. p. 22.
1478	Des décrets détermineront, s'il y a lieu, les conditions d'application du présent décret				Délai important entre la date que porte la loi et celle de la publication.
1479					Rôle de l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, en la personne du directeur départemental de cette institution. Décisions judiciaires.
1480					
1481		juifs -- statut			
1482					Taux de frais réduits à 4% lorsque le reliquat des liquidations effectuées est attribué par la loi à des œuvres charitables. La loi vise à favoriser ces œuvres, à décourager l'appropriation des biens séquestrés.
1483		justice -- avocat			La loi permet aux avocats inscrits dans un barreau de la zone interdite, dans l'impossibilité de quitter la zone occupée dans laquelle il sont réfugiés de s'inscrire temporairement dans un second barreau.
1484					
1485					

1486	30/07/41	Décret	3207	Etat Français	portant création d'un comité d'organisation des industries d'aliments composés et d'aliments mélassés destinés au bétail (Décret n° 3207)		JO 7 septembre 1941
1487	30/07/41	Loi	3197	Etat Français	modifiant l'article 5 du décret-loi du 6 mai 1939, relatif à l'assurance contre les risques maritimes de guerre (Loi n° 3197)		JO 12 août 1941
1488	30/07/41	Loi	3203	Etat Français	relative à la perception de la cotisation de 20% afférente aux heures supplémentaires de travail (Loi n° 3203)		JO 23 août 1941
1489	31/07/41	Arrêté		Etat Français	réglementant les mesures à prendre pour la lutte contre l'hypodermose des bovidés		JO 28 août 1941
1490	31/07/41	Loi	3171	Etat Français	relative à l'application de l'article 1° de la loi du 26 mai 1941 aux chirurgiens dentistes (Loi n° 3171)		JO 3 août 1941
1491	01/08/41	Décret	3444	Etat Français	relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurance et de capitalisation (Décret n° 3444)		JO 17 août 1941
1492	01/08/41	Décret	3244	Etat Français	portant nomination de membres de la commission consultative du comité d'organisation de l'industrie et du commerce des machines de bureau, machines à coudre et machines pour chaussures (Décret n° 3244)		JO 3 août 1941
1493	01/08/41	Loi	3202	Etat Français	modifiant la législation relative au salaire des ouvriers à domicile (Loi n° 3202)		JO 28 août 1941
1494	02/08/41	Décret	3445	Etat Français	fixant les conditions d'expertise de la valeur de l'actif des sociétés d'assurances ou de capitalisation (Décret n° 3445)		JO 17 août 1941
1495	02/08/41	Loi	3350	Etat Français	autorisant la désignation d'administrateurs provisoires de biens appartenant à certains étrangers (Loi n° 3350)		JO 14 décembre 1941
1496	02/08/41	Loi	3256	Etat Français	relative aux maires et aux adjoints aux maires des arrondissements de Paris (Loi n° 3256)		JO 2 octobre 1941

1486					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résultait des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1487					
1488					
1489					
1490				Dissois par l'ordonnance du 24 septembre 1945.	Loi édictée avant que ne soit dressé un tableau de l'ordre des médecins.
1491					
1492					
1493					Réforme du Code du travail et de l'article 2102 du Code civil.
1494					
1495	métropole; Algérie et colonies. La publication est retardée par l'accord des	justice --			Administrateur provisoire désigné par ordonnance du président du tribunal civil du lieu de la situation des biens ou du domicile. Sanctions judiciaires au non respect de la loi, y compris par privation des droits civils et civiques (article 42 du Code civil).
1496					

1497	02/08/41	Loi	3221	Etat Français	modifiant l'article 18 de la loi du 7 octobre 1940 instituant l'ordre des médecins (Loi n° 3221)		JO 3 août 1941
1498	02/08/41	Loi	3233	Etat Français	relative aux mesures à prendre par les sociétés, les tontines et les syndicats de garantie régis par le décret du 30 décembre 1938 pour modifier leurs statuts avant le 1 ^{er} janvier 1942 (Loi n° 3233)		JO 3 août 1941
1499	03/08/41	Décret	3446	Etat Français	fixant les modalités d'application du décret du 30 décembre 1938 aux sociétés à forme tontinière (Décret n° 3446)		JO 17 août 1941
1500	04/08/41	Décret	2814	Etat Français	relatif à l'institution des comité de sécurité dans les établissements industriels et commerciaux visés à l'article 65 du Livre II du Code du travail (Décret n° 2814)		JO 10 août 1941
1501	04/08/41	Décret	3271	Etat Français	modifiant le décret du 23 janvier 1941 portant organisation du service des gardes des communications (Décret n° 3271)		JO 13 août 1941
1502	04/08/41	Décret	3447	Etat Français	fixant les modalités d'application du décret du 30 décembre 1938 aux syndicats de garantie (Décret n° 3447)		JO 17 août 1941
1503	04/08/41	Loi	2813	Etat Français	modifiant l'article 67 du livre II du Code du travail (Loi n° 2813)		JO 10 août 1941
1504	04/08/41	Loi	3270	Etat Français	modifiant la loi du 23 janvier 1941 portant création d'un service de "gardes des communications" (Loi n° 3270)		JO 12 août 1941
1505	04/08/41	Loi	3258	Etat Français	prorogeant jusqu'au 31 décembre 1941 la période d'application de l'article 8 de la loi du 11 octobre 1940, modifiée par la loi du 3 avril 1941, concernant le travail féminin (Loi n° 3258)		JO 6 août 1941
1506	05/08/41	Décret	3448	Etat Français	déterminant les modalités d'application de la troisième partie du décret du 30 décembre 1938 aux sociétés mutuelles d'assurances réassurées auprès d'une "union" (Décret n° 3448)		JO 17 août 1941
1507	05/08/41	Loi	3291	Etat Français	modifiant la réglementation générale sur la défense passive (Loi n° 3291)		JO 6 août 1941

1497				L'ordre des médecins est dissous par l'ordonnance du 24 septembre	Loi édictée avant que ne soit dressé un tableau de l'ordre des médecins. Retard dans l'application de la loi instituant un ordre des médecins.
1498					
1499					
1500					Code du Travail.
1501					Serment prêté devant le tribunal civil de première instance de résidence.
1502					
1503					Code du Travail.
1504		infractions	Loi du 28 octobre 1941 modifiant la loi du 23 janvier 1941.		Gradés et gardes de ce corps ont qualité pour dresser des pv des infractions constatées. Les conditions de l'assermentation de ces agents seront fixées par décret.
1505					Loi originellement prévue pour inciter les femmes à l'abandon de leur travail pour lutter contre le chômage.
1506					
1507		tribunal de police --			Sanctions judiciaires.

1508	05/08/41	Loi	3290	Etat Français	abrogeant les disposition de la loi du 1° septembre 1940 relative à la nomination au grade de sergent après quatre mois de service des candidats qui, n'ayant pas satisfait aux examens d'admission à certaines grandes		JO 8 août 1941
1509	06/08/41	Loi	3319	Etat Français	modifiant l'article 1° du décret du 25 août 1937 instituant pour les petites créances commerciales une procédure de recouvrement simplifiée (Loi n° 3319)		JO 21 août 1941
1510	06/08/41	Loi	3303	Etat Français	relative à la production et à l'utilisation des matières oléagineuses végétales d'origine métropolitaine (Loi n° 3303)		JO 8 août 1941
1511	06/08/41	Loi	3304	Etat Français	portant restriction du droit d'émission de valeurs mobilières pendant la durée des hostilités (Loi n° 3304)		JO 9 août 1941
1512	07/08/41	Arrêté		Etat Français	fixant les règles d'estimation des nues propriétés et des usufruits compris dans l'actif du bilan des sociétés d'assurance ou de capitalisation		JO 17 août 1941
1513	07/08/41	Loi	3243	Etat Français	portant création d'un groupement national interprofessionnel de la production betteravière et des industries de transformation de la betterave (Loi n° 3243)		JO 13 août 1941
1514	08/08/41	Loi	3373	Etat Français	ayant pour objet de faciliter, en Algérie, le retour des agriculteurs à la terre (Loi n° 3373)		JO 13 août 1941
1515	08/08/41	Loi	3363	Etat Français	modifiant les articles 344, 368, 369 et 370 du Code civil sur l'adoption et la légitimation adoptive (Loi n° 3363)		JO 3 octobre 1941
1516	09/08/41	Décret	3272	Etat Français	relatif au payement des arrérages des pensions de l'Etat par le service des chèques postaux (Loi n° 3272)		JO 10 août 1941
1517	09/08/41	Loi	3383	Etat Français	relative à l'application de l'article 6 de la loi du 18 août 1936 concernant les mises à la retraite par ancienneté aux fonctionnaires affiliés à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse (Loi n° 3383)		JO 16 septembre 1941
1518	10/08/41	Arrêté		Etat Français	fixant le taux d'intérêt des prêts à court terme consentis aux coopératives (financement des primes de livraisons accordées aux producteurs de blé)		JO 10 septembre 1941

1508					Mesure d'encouragement à l'engagement dans l'armée d'armistice. Son abrogation est étonnante car cette dernière peine à compléter ses effectifs en raison du rappel de la classe....
1509					
1510					
1511					
1512					
1513					
1514	Algérie uniquement				Attribution de terrains publics.
1515					
1516					
1517					
1518					

1519	10/08/41	Arrêté		Etat Français	fixant le taux de conversion de la farine panifiable en pain		JO 16 août 1941
1520	10/08/41	Arrêté		Etat Français	réglementant la campagne 1941-1942		JO 22 août 1941
1521	10/08/41	Décret	3421	Etat Français	relatif au commerce des céréales secondaires (Loi n° 3421)		JO 16 août 1941
1522	10/08/41	Loi	3420	Etat Français	relative à la fixation du prix du blé et des céréales secondaires (Loi n° 3420)		JO 21 août 1941
1523	10/08/41	Loi	3485	Etat Français	relative à la fixation du prix du pain pour la campagne 1941-1942 (Loi n° 3485)		JO 21 août 1941
1524	10/08/41	Loi	2465	Etat Français	relative aux musées des Beaux-Arts (Loi n° 2465)		JO 29 novembre 1941
1525	11/08/41	Arrêté		Etat Français	pour l'application de la loi du 27 août 1940 réglementant la circulation automobile		JO 27 août 1941
1526	11/08/41	Décret	3585	Etat Français	modifiant le décret du 22 mars 1941 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 22 mars 1941 autorisant la perception immédiate d'une somme forfaitaire pour certaines infractions en matière		JO 10 septembre 1941
1527	11/08/41	Décret	3401	Etat Français	rétablissement la composition normale du tribunal de première instance de Chambéry (Décret n° 3401)		JO 13 août 1941
1528	11/08/41	Décret	3404	Etat Français	portant création du comité d'organisation du commerce des matériaux de construction, des appareils sanitaires et des fontes de bâtiment (Décret n° 3404)		JO 14 août 1941
1529	11/08/41	Décret	3294	Etat Français	portant création du comité d'organisation de l'industrie aéronautique (Décret n° 3294)		JO 15 août 1941

1519					
1520					
1521					
1522	Algérie				
1523					Sanctions judiciaires.
1524					
1525					
1526					
1527	Chambéry	justice --			Retour au nombre normal de chambres.
1528					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résultait des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1529					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résultait des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.

1530	11/08/41	Décret	3467	Etat Français	portant création du comité d'organisation de l'industrie de la sucrerie de betteraves (Décret n° 3467)		JO 16 août 1941
1531	11/08/41	Décret	3474	Etat Français	réglementant en ce qui concerne les juifs la profession de médecin (Décret n° 3474)		JO 6 septembre 1941
1532	11/08/41	Loi	3424	Etat Français	modifiant la loi du 18 juillet 1941 relative à l'organisation du gouvernement (Loi n° 3424)		JO 12 août 1941
1533	11/08/41	Loi	3425	Etat Français	relative à la composition du gouvernement (Loi n° 3425)		JO 12 août 1941
1534	11/08/41	Loi	3426	Etat Français	créant un ministère de la Défense nationale et fixant ses attributions (Loi n° 3426)		JO 12 août 1941
1535	11/08/41	Loi	3427	Etat Français	portant création d'un emploi de secrétaire général de l'Information et de la Propagande (Loi n° 3427)		JO 12 août 1941
1536	11/08/41	Loi	3424???	Etat Français	modifiant la loi du 18 juillet 1941 relative à l'organisation du gouvernement (Loi n° 3424)		JO 12 août 1941
1537	11/08/41	Loi	3434	Etat Français	portant création d'un corps de commissaires du pouvoir (Loi n° 3434)		JO 12 août 1941
1538	11/08/41	Loi	3433	Etat Français	fixant les pouvoirs du préfet régional (Loi n° 3433)		JO 12 août 1941
1539	11/08/41	Loi	3435	Etat Français	sur les sociétés secrètes (Loi n° 3435)		JO 12 août 1941
1540	11/08/41	Loi	3446	Etat Français	relative aux réunions privées organisées par les partis ou groupements politiques (Loi n° 3446)		JO 12 août 1941

1530				Voir l'étude de Me Albert Croquez : "l'organisation professionnelle telle qu'elle résultait des lois des 16 août et 10 septembre 1940", gazette du palais des 17, 19 et 24 avril et 8 mai 1941.
1531				
1532				La loi vise à limiter les pouvoirs du ministre vice-président du conseil aux lois et décrets concernant les préfets régionaux.
1533				La loi prévoit deux ministres d'Etat ainsi qu'un ministre de la défense nationale (voir la loi n° 3426 du 11 août 1941).
1534				Le ministre a pour attributions : L'organisation générale de la Défense nationale; la répartition et l'emploi des forces armées; l'inspection des forces armées.
1535				Apparition du terme de propagande.
1536				Suppression de l'indemnité législative allouée aux sénateurs et députés.
1537	Algérie, France métropolitaine	justice		Ils sont chargés, sous la responsabilité d'un chef de service portant titre de commissaire général du pouvoir et sous l'autorité du chef de l'Etat du contrôle général des services publics de l'Etat et des collectivités locales et établissements publics. On notera que les
1538		administration -- préfet régional --		Le préfet régional peut, pour des motifs d'ordre public, suspendre les fonctionnaires et agents de l'Etat.
1539	Applicable aux Colonies par la loi du 11 août 1941.			Application de l'interdiction d'accès et d'exercice des fonctions publiques et mandats énumérés à l'article 2 de la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs aux membres des sociétés secrètes dont la liste doit être établie par décret. Fonctionnaires et agents civils et
1540				Extension à ces réunions privées des dispositions de la loi du 18 juillet 1941 soumettant à un régime de déclaration les réunions publiques.

1541	11/08/41	Loi	3640	Etat Français	fixant les conditions d'emploi de la farine panifiable par les boulangers (Loi n° 3640)		JO 16 août 1941
1542	11/08/41	Loi	3409	Etat Français	annulant des marchés portant sur le caoutchoucs d'Indochine (Loi n° 3409)		JO 17 août 1941
1543	11/08/41	Loi	2571	Etat Français	modifiant et complétant le décret-loi du 17 juin 1938 relatif au contingentement et à l'organisation de l'industrie semoulière (Loi n° 3571)		JO 24 août 1941
1544	11/08/41	Loi	2825	Etat Français	complétant la loi du 27 octobre 1940 relative à l'achat de produits coloniaux (Loi n° 2825)		JO 28 août 1941
1545	11/08/41	Loi	3424???	Etat Français	modifiant la loi du 18 juillet 1941 relative à l'organisation du gouvernement (Loi n° 3424)		JO 6 septembre 1941
1546	11/08/41	Loi	3204	Etat Français	modifiant la loi du 21 mars 1941 relative à la situation au regard de la législation du travail de certaines catégories (Loi n° 3204)		JO 7 septembre 1941
1547	12/08/41	Arrêté		Etat Français	fixant le mode de calcul des consommations autorisées à partir du 1 ^{er} septembre 1941 pour les usages de l'électricité en basse tension		JO 28 août 1941
1548	12/08/41	Arrêté		Etat Français	relatif à l'exécution des lois des 15 mars et 26 juillet 1941, instituant une taxe exceptionnelle sur la plus-value des valeurs mobilières		JO 30 août 1941
1549	12/08/41	Arrêté		Etat Français	relatif aux affrètements obligatoires et aux déclarations de bateaux vides		JO 6 septembre 1941
1550	13/08/41	Décret	3459	Etat Français	portant création d'une indemnité forfaitaire remplaçant le pécule individuel et la part des indemnités de combat non payée en deniers (Décret n°3459)		JO 8 septembre 1941
1551	14/08/41	Décret	3514	Etat Français	pris pour l'application de l'article 1 ^{er} de l'acte constitutionnel n° 7 du 27 janvier 1941 (Décret n° 3514)		JO 16 août 1941

1541					
1542					"pour motif d'ordre public" selon l'article 1 de la loi .
1543	Algérie				
1544					Sanctions prévues à l'article 405 du Code pénal.
1545					Suppression des articles 2, 3, 4 et 5 de la loi du 7 décembre. Une nouvelle organisation des écoles de cadres doit être fixée par décret.
1546					Loi relative aux apprentis des professions libérales.
1547					
1548					
1549					
1550					
1551		justice --			Serment de fidélité au chef de l'Etat, pour les hauts fonctionnaires, à l'exception des magistrats et les membres du Conseil d'Etat.

1552	14/08/41	Décret	3475	Etat Français	fixant le délai prévu par l'article 3 du décret du 28 juillet 1941 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 5 de la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs (Décret n° 3475)		JO 17 août 1941
1553	14/08/41	Loi	3462	Etat Français	modifiant la loi du 10 septembre 1940 prévoyant la nomination d'administrateurs provisoires des entreprises privées de leurs dirigeants (Loi n° 3462)		JO 17 août 1941
1554	14/08/41	Loi	3515	Etat Français	réprimant l'activité communiste ou anarchiste (Loi n° 3515)		JO 23 août 1941
1555	14/08/41	Loi	3469	Etat Français	réservant les droits des personnes empêchées par suite des circonstances résultant de l'état de guerre de participer aux augmentations de capital des sociétés par actions (Loi n° 3469)		JO 5 septembre 1941
1556	15/08/41	Décret	3334	Etat Français	relatif à l'organisation de l'enseignement classique public (Décret n° 3334)		JO 2 septembre 1941
1557	15/08/41	Décret	3335	Etat Français	relatif à l'organisation de l'enseignement moderne public (Décret n° 3335)		JO 2 septembre 1941
1558	15/08/41	Loi	3346	Etat Français	relative à l'organisation de l'enseignement primaire élémentaire (Loi n° 3346)		JO 2 septembre 1941
1559	15/08/41	Loi	3333	Etat Français	relative à l'organisation générale de l'enseignement public (Loi n° 3333)		JO 2 septembre 1941
1560	15/08/41	Loi	3338	Etat Français	relative à la gratuité de l'enseignement secondaire (Loi n° 3338)		JO 3 septembre 1941
1561	16/08/41	Acte constitutio nnel n° 8		Etat Français	relatif au serment de fidélité dans l'armée		JO 16 août 1941
1562	16/08/41	Acte constitutio nnel n° 9		Etat Français	relatif au serment de fidélité dans la magistrature		JO 16 août 1941

1552					
1553		justice --			La nomination est retirée de la compétence du président du tribunal civil. Plaintes des Allemands face au pouvoir des juges.
1554		justice --	modifiée par la loi du 25 août 1941.		Sections spéciales instituées auprès des juridictions militaires, auprès des Cour d'appel en Zone Occupée.
1555					
1556					
1557					
1558					
1559					
1560					
1561					Serment obligatoire : "Je jure fidélité à la personne du Chef de l'Etat, promettant de lui obéir en tout ce qu'il me commandera pour le bien du service et le succès des armes de la France".
1562		justice --	Ordonnance du 9 août 1944.		Serment obligatoire : "Je jure fidélité à la personne du Chef de l'Etat. Je jure et je promets de bien et honnêtement remplir mes fonctions, de garder religieusement le secret des délibérations et de me conduire en tout comme un digne et loyal magistrat".

1563	16/08/41	Arrêté		Etat Français	réglementant le ramassage et le négoce des déchets de caoutchouc		JO 8 septembre 1941
1564	16/08/41	Décret	3504	Etat Français	rendant applicable à l'Algérie la loi du 24 avril 1941 portant création d'un tribunal spécial pour juger les auteurs d'agressions nocturnes (Décret n° 3504)		JO 21 août 1941
1565	16/08/41	Loi	3484	Etat Français	portant réglementation des débits de boissons à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Guyane (Loi n° 3484)		JO 20 août 1941
1566	16/08/41	Loi	3576	Etat Français	modifiant le décret-loi du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances (Loi n° 3576)		JO 20 novembre 1941
1567	16/08/41	Loi	3505	Etat Français	complétant l'article 3 de la loi du 13 août 1940 (Loi n° 3505)		JO 21 août 1941
1568	18/08/41	Décret	3516	Etat Français	relatif aux opérations immobilières à la Côte française des Somalis (Décret n° 3516)		JO 20 août 1941
1569	18/08/41	Décret	3538	Etat Français	modifiant le décret du 8 décembre 1940 portant constitution d'un comité d'organisation de l'armurerie et du matériel médicochirurgical et le décret du même jour nommant les membres dudit comité (Décret n° 3538)		JO 21 août 1941
1570	18/08/41	Décret		Etat Français	modifiant les dispositions du décret du 16 janvier 1941 portant application de la loi du 10 septembre 1940		JO 21 août 1941
1571	18/08/41	Décret	3521	Etat Français	portant création d'un conseil d'études fiscales (Décret n° 3521)		JO 21 août 1941
1572	18/08/41	Décret	3554	Etat Français	complétant la loi du 23 mai 1941 portant attribution d'une allocation complémentaire aux salariés (Décret n° 3554)		JO 8 septembre 1941
1573	18/08/41	Loi	3480	Etat Français	modifiant les articles 47 et 48 de la loi du 25 juillet 1919 relative à l'organisation de l'enseignement technique industriel et commercial (Loi n° 3480)		JO 20 août 1941

1563					
1564	Algérie uniquement	justice --			Application par le ministre de l'Intérieur.
1565	Martinique, Guadeloupe, Guyane				
1566					
1567					Saisie conservatoire des documents et objets des associations secrètes par des officiers de police judiciaire, qui les confient à la Bibliothèque nationale.
1568	Côte française des Somalie -- Djibouti				
1569					
1570					Contrôle de la gestion de l'administrateur provisoire. Voir l'étude de Maurice Caillez : "L'administration provisoire des entreprises privées de leurs dirigeants", Gaz. Pal. 1941.1.Doct., p. 133.
1571					
1572					
1573					Loi relative au certificat d'aptitude professionnelle.

1574	18/08/41	Loi	3499	Etat Français	complétant le loi du 23 janvier 1941 concernant la récupération et l'utilisation des déchets et vieilles matières et réglant le contrôle et la répression des infractions (Loi n° 3499)		JO 21 août 1941
1575	18/08/41	Loi	3517	Etat Français	étendant aux territoires d'outre-mer relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions de la loi du 11 août 1941 sur les dispositions secrètes (Loi n° 3517)		JO 21 août 1941
1576	18/08/41	Loi	3487	Etat Français	étendant aux requis et engagés volontaires à titre civil dans la défense passive, pensionnés au titre du décret du 30 janvier 1939 et à leurs ayants cause pensionnée au titre du même texte, le bénéfice des institutions de		JO 24 août 1941
1577	18/08/41	Loi	3488	Etat Français	étendant aux veuves, orphelins mineurs et descendants des requis et engagés volontaires à titre civil dans la défense passive morts pour la France le bénéfice du décret du 19 octobre 1939 concernant les ayants cause en		JO 24 août 1941
1578	20/08/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la perception de la cotisation de 20% afférente aux heures supplémentaires de travail		JO 23 août 1941
1579	20/08/41	Décret	3560	Etat Français	complétant le décret du 18 juin 1884 sur l'assistance judiciaire devant les tribunaux français en Tunisie (Décret n° 3560)		JO 4 septembre 1941
1580	21/08/41	Décret	3565	Etat Français	concernant les associations professionnelles de fonctionnaires du secrétariat d'Etat à la Justice (Décret n° 3565)		JO 3 septembre 1941
1581	21/08/41	Loi	3545	Etat Français	portant mise sous séquestre des biens des associations dissoutes (Loi n° 3545)		JO 30 août 1941
1582	22/08/41	Décret	3575	Etat Français	relatif aux déclarations à faire devant le juge de paix par les prestataires de réquisitions allemandes n'ayant pas donné lieu à délivrance de bon ou de reçu, et par les témoins desdites réquisitions (Décret n° 3575)		JO 18 septembre 1941
1583	22/08/41	Décret	3561	Etat Français	complétant le décret du 27 juin 1924 sur la profession d'avocat et la discipline des barreaux près les tribunaux français de Tunisie (Décret n° 3561)		JO 24 septembre 1941
1584	22/08/41	Décret	3581	Etat Français	conférant au comité central des groupements interprofessionnels laitiers les pouvoirs dévolus par la loi du 16 août 1940 aux comités d'organisation (Décret n° 3581)		JO 6 septembre 1941

1574					Sanctions administratives prévues par la loi, "sans préjudice des peines prévues par l'article 6 de la loi du 23 janvier 1941" (article 3 de la loi), prises par le secrétaire d'Etat à la production industrielle ou par son délégué.
1575	territoires d'outre-mer qui dépendent du secrétariat d'Etat aux colonies.				
1576					
1577					
1578					
1579	Tunisie	justice -- assistance judiciaire -- Tunisie			
1580		justice --			Agents autres que les magistrats. Voir l'étude de Maxime Chrétien : "Les associations professionnelles de fonctionnaires", Gaz. Pal. 1941.2.Doct., p. 26.
1581					Mise sous séquestre prononcée par le préfet.
1582		justice -- réquisition			Les déclarations sont à faire devant le juge de paix qui doit ensuite appliquer les instructions allemandes.
1583	Tunisie	justice -- Tunisie			Transfert de compétence à la Cour d'Appel de Tunis.
1584					

1585	22/08/41	Loi	3664	Etat Français	modifiant l'article 1° de la loi du 18 décembre 1940 sur le Conseil d'Etat (Loi n° 3664)		JO 27 août 1941
1586	22/08/41	Loi	3570	Etat Français	autorisant l'institution, par voies d'arrêtés ministériels, de dérogations aux dispositions de l'article 10 du décret-loi du 12 novembre 1938 relatif à la durée du travail (Loi n° 3570)		JO 30 août 1941
1587	23/08/41	Loi	3586	Etat Français	relative à la communication de renseignements recueillis par le comité d'organisation de l'industrie cinématographique (Loi n° 3586)		JO 11 octobre 1941
1588	23/08/41	Loi	3596	Etat Français	relative aux réclamations nées à l'occasion des réquisitions allemandes (Loi n° 3596)		JO 26 août 1941
1589	23/08/41	Loi	3634	Etat Français	apportant des modifications au régime des retraites des ouvriers mineurs (Loi n° 3634)		JO 26 août 1941
1590	23/08/41	Loi	3642???	Etat Français	réprimant la désertion des marins du commerce et de la pêche (Loi n° 3642)		JO 31 août 1941
1591	25/08/41	Arrêté		Etat Français	déterminant les modalités de la mission confiée aux commissaires aux comptes près des entreprises pourvus d'une administration provisoire		JO 16 septembre 1941
1592	25/08/41	Arrêté		Etat Français	relatif au séquestration des biens des syndicats d'architectes dissous		JO 28 août 1941
1593	25/08/41	Arrêté		Etat Français	sur la circulation des denrées, produits alimentaires et animaux		JO 29 août 1941
1594	25/08/41	Décret	3632	Etat Français	créant une section d'hygiène industrielle et de médecine du travail (Décret n° 3632)		JO 11 septembre 1941
1595	25/08/41	Loi	3646	Etat Français	modifiant la loi du 14 août 1941 réprimant l'activité communiste ou anarchiste (Loi n° 3646)		JO 26 août 1941

1585		justice -- Conseil d'Etat			
1586					
1587					
1588		justice --			Contrairement à un titre trompeur, la loi ne s'applique pas aux réquisitions mobilières dont le règlement est directement opéré par l'armée allemande (voir l'ordonnance du MBH in F du 20 mai 1940, également valable en zone rattachée et en Belgique occupée et celle du 31
1589					
1590		justice --			La compétence revient aux tribunaux maritimes institués d'après le Code de justice militaire pour l'armée de mer.
1591		justice --			Article 2 : "Le commissaire n'a pas à connaître des questions purement juridiques posées par l'aryanisation de l'entreprise".
1592					
1593					
1594					
1595		justice -- sections spéciales			La section de la Cour d'Appel est composée de trois à cinq magistrats "librement désignés par la Cour d'Appel de Paris par arrêté du garde des sceaux et pour les autres Cours d'Appel par ordonnance du premier président".

1596	25/08/41	Loi	3642???	Etat Français	réprimant la désertion des marins du commerce et de la pêche (Loi n° 3642)		JO 26 août 1941
1597	25/08/41	Loi	3642???	Etat Français	réprimant la désertion des marins du commerce et de la pêche (Loi n° 3642)		JO 31 août 1941
1598	25/08/41	Note		Commissariat général aux questions juives	sur la circulation des capitaux juifs		
1599	27/08/41	Arrêté		Etat Français	complétant et modifiant l'arrêté du 18 juillet 1941 relatif à l'assurance des betteraves industrielles et des sucre de la campagne 1941-1942 contre les risques de guerre		JO 29 août 1941
1600	27/08/41	Loi	3572	Etat Français	tendant à modifier les dispositions du décret-loi du 9 avril 1940 en ce qui concerne les conditions de suspension des agents de la Société nationale des chemins de fer (Loi n° 3572)		JO 28 août 1941
1601	27/08/41	Loi	3657	Etat Français	modifiant la loi du 12 septembre 1940 relative aux opérations des organismes britanniques d'assurances ou de réassurances en France et en Algérie (Loi n° 3657)		JO 8 novembre 1941
1602	28/08/41	Décret	3720	Etat Français	relative à l'importation des journaux, publications périodiques, livres et tous imprimés originaires de Suisse (Décret n° 3720)		JO 29 août 1941
1603	28/08/41	Décret	3641	Etat Français	portant modification de la loi du 22 décembre 1940 et instituant une aide complémentaire pour les collectivités locales des régions atteintes par faits de guerre (Décret n° 3641)		JO 4 septembre 1941
1604	28/08/41	Loi	3734	Etat Français	modifiant la loi du 12 septembre 1940 tendant à faciliter le financement des travaux de ravalement des immeubles effectués à titre obligatoire (Loi n° 3734)		JO 29 août 1941
1605	28/08/41	Loi	3693	Etat Français	relative au plan d'aménagement de la région parisienne (Loi n° 3693)		JO 31 août 1941
1606	01/09/41	Arrêté		Etat Français	constituant des conseils consultatifs auprès des comités d'organisation		JO 15 septembre 1941

1596					
1597					
1598					LA note transmet les questions de principe qui ont été tranchées par le commandement allemand, dans sa quatrième ordonnance du 28 mai 1941 relative à ces questions.
1599					
1600					Sanction administrative.
1601					
1602					Censure
1603	dispositions spéciales pour la ZO				
1604					
1605					
1606					

1607	01/09/41	Décret	3729	Etat Français	relatif à la constitution du comité consultatif du commerce extérieur (Décret n° 3729)		JO 11 septembre 1941
1608	01/09/41	Décret	3732	Etat Français	modifiant l'article 2 du décret du 15 novembre 1940 relatif à l'application de la loi du 22 octobre 1940 portant dégrèvement en matière d'impôts directs (Décret n° 3732)		JO 11 septembre 1941
1609	01/09/41	Loi	3731	Etat Français	modifiant les articles 1° à 4 de la loi du 22 octobre 1940 portant dégrèvement en matière d'impôts directs (Loi n° 3731)		JO 11 septembre 1941
1610	01/09/41	Loi	3591	Etat Français	portant modification de la loi du 29 mars 1941 créant un commissariat général aux questions juives (Loi n° 3591)		JO 2 septembre 1941
1611	01/09/41	Loi	3679	Etat Français	sur la réception et le serment des membres de la légion d'honneur (Loi n° 3679)		JO 28 septembre 1941
1612	02/09/41	Décret	3740	Etat Français	relatif à la constitution et au fonctionnement des sociétés d'assurances mutuelles agricoles qui sollicitent des subventions de l'Etat (Décret n° 3740)		JO 29 octobre 1941
1613	02/09/41	Loi	3777	Etat Français	créant un commissariat au reclassement des prisonniers de guerre rapatriés (Loi n° 3777)		JO 14 octobre 1941
1614	02/09/41	Loi	3763	Etat Français	sur la protection de la naissance (Loi n° 3763)		JO 14 septembre 1941
1615	02/09/41	Loi	4000	Etat Français	prescrivant un recensement général et permanent de propriétaires de véhicules automobiles et de leurs remorques (Loi n° 4000)		JO 27 septembre 1941
1616	02/09/41	Loi	3771	Etat Français	portant affectations nouvelles des bâtiments et du matériel affectés au fonctionnement des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices et de leurs biens propres (Loi n° 3771)		JO 28 septembre 1941
1617	03/09/41	Loi	3773	Etat Français	modifiant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande (Loi n° 3773)		JO 6 septembre 1941

1607					
1608					
1609					
1610					Rattachement au secrétariat général à l'Intérieur.
1611					Pas de prestation de serment au chef de l'Etat mais le légionnaire et ancien légionnaire "jure de demeurer fidèle à l'honneur et à la patrie, de me consacrer consacrer au bien de l'Etat". Il doit jurer n'appartenir pour le présent et l'avenir à "aucune société interdite par la loi".
1612					
1613					
1614					
1615					
1616					
1617					

1618	04/09/41	Arrêté		Etat Français	modifiant l'arrêté 20 mai 1941 relatif à l'allocation aux vieux travailleurs salariés		JO 17 septembre 1941
1619	05/09/41	Loi	3828	Etat Français	complétant l'article 4 de la loi du 20 juillet 1940 relative à la résiliation et à la liquidation des marchés passés pour les besoins de la défense nationale (Loi n° 3828)		JO 6 septembre 1941
1620	06/09/41	Arrêté		Etat Français	allouant une indemnité de fonction aux membres du Conseil d'Etat et aux magistrats de l'ordre judiciaire		JO du 15 et 18 avril 1941
1621	07/09/41	Décret	3884	Etat Français	fixant le siège du tribunal d'Etat (Décret n° 3884)		JO 10 septembre 1941
1622	07/09/41	Loi	3883	Etat Français	instituant un tribunal d'Etat (Loi n° 3883)		JO 10 septembre 1941
1623	08/09/41	Arrêté		Etat Français	concernant les règlements par chèques et virements		JO 11 septembre 1941
1624	08/09/41	Arrêté		Etat Français	relatif au règlement de certaines dettes en monnaies étrangères		JO 15 septembre 1941
1625	08/09/41	Décret	3616	Etat Français	relatif à l'organisation du comité interprofessionnel du vin de Champagne (Décret n° 3616)		JO 12 septembre 1941
1626	08/09/41	Décret	3853	Etat Français	fixant le taux du droit des pauvres à Paris (Décret n° 3853)		JO 19 septembre 1941
1627	08/09/41	Loi	3859	Etat Français	ayant pour objet de modifier les conditions de dissolution des corps de sapeurs-pompiers communaux (Loi n° 3859)		JO 13 novembre 1941
1628	08/09/41	Loi	3863	Etat Français	modifiant la loi du 16 novembre 1940 relative aux opérations immobilières (Loi n° 3863)		JO 23 octobre 1941

1618					
1619					
1620		justice -- magistrat -- judiciaire -- indemnité			Etablit une indemnité forfaitaire annuelle de fonction.
1621	ZO et ZNO				Une section siège à Paris, l'autre à Lyon.
1622		justice --			Pouvoir est donné au conseil des ministre de déferer "les auteurs, coauteurs ou complices de tous actes, menées ou activités qu, quels qu'en soient la qualification, l'intention ou l'objet, ont été de nature à troubler l'ordre, la paix intérieure, la tranquillité publique, les relations
1623					
1624					
1625					
1626	Paris				
1627					
1628					Voir l'étude de Louis Maguet :"Opérations immobilières et assimilées soumises à l'autorisation préfectorale", Gazette du Palais, 1941.2.Doct., p. 11.

1629	09/09/41	Arrêté		Etat Français	relatif aux opérations immobilières		JO 2 octobre 1941
1630	09/09/41	Loi	3885	Etat Français	modifiant la loi du 31 mars 1919 relative aux pensions militaires fondées sur l'invalidité ou le décès (Loi n° 3885)		JO 2 octobre 1941
1631	10/09/41	Loi	3872	Etat Français	relatif aux actes de décès des marins décédés des suites d'événements de guerre (Loi n° 3872)		JO 12 septembre 1941
1632	11/09/41	Arrêté		Etat Français	créant un bureau de répartition des vins et eaux-de-vie d'Armagnac		JO 14 septembre 1941
1633	11/09/41	Décret	3912	Etat Français	portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 septembre 1941 relative au concours pour la nomination d'auditeurs au Conseil d'Etat (Décret n° 3912)		JO 1° octobre 1941
1634	11/09/41	Loi	3911	Etat Français	relative au concours pour la nomination d'auditeurs au Conseil d'Etat (Loi n° 3911)		JO 1° octobre 1941
1635	11/09/41	Loi	3897	Etat Français	étendant aux pensionnés d'invalidité de la guerre 1939-1940 les dispositions de la loi du 22 mars 1935 (Loi n° 3897)		JO 15 octobre 1941
1636	11/09/41	Loi	3890	Etat Français	relatif à l'exercice de la pharmacie (Loi n° 3890)		JO 20 septembre 1941
1637	11/09/41	Loi	3896	Etat Français	relative à l'appareillage des mutilés du travail (Loi n° 3896)		JO 27 septembre 1941
1638	11/09/41	Loi	3893	Etat Français	tendant à une répression plus sévère des vols de bestiaux communs la nuit (Loi n° 3893)		JO 29 novembre 1941
1639	12/09/41	Arrêté		Etat Français	relatif aux prêts à long terme accordés aux propriétaires ruraux par les caisses de crédit agricole		JO 26 septembre 1941

1629					L'acquéreur doit notamment indiquer s'il est juif aux termes de la loi du 2 juin 1941. Autorisation tacite du préfet.
1630					
1631					
1632					
1633					
1634		justice -- Conseil d'Etat			
1635					
1636					Sanctions judiciaires
1637					
1638		justice --			Compétence du tribunal d'Etat instauré par la loi du 24 avril 1941. Procédure applicable à cette loi.
1639					

1640	12/09/41	Loi	3916	Etat Français	modifiant la loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit (Loi n° 3916)		JO 2 octobre 1941
1641	12/09/41	Loi	3921	Etat Français	sur l'organisation du marché des céréales secondaires et produits dérivés (Loi n° 3921)		JO 27 septembre 1941
1642	13/09/41	Loi	3934	Etat Français	tendant à mettre à la disposition du ravitaillement général un contingent national de pommes de terre et de légumes secs (Loi n° 3934)		JO 16 septembre 1941
1643	13/09/41	Loi	3947	Etat Français	relative au ravitaillement de la métropole en vin pour la campagne 1941-1942 (Loi n° 3947)		JO 24 septembre 1941
1644	14/09/41	Loi	3982	Etat Français	relative à l'organisation des cadres des services publics et des établissements publics de l'Etat (Loi n° 3982)		JO 1° octobre 1941
1645	14/09/41	Loi	3981	Etat Français	portant statut général des fonctionnaires civils de l'Etat et des établissements publics de l'Etat (Loi n° 3981)		JO 1° octobre 1941
1646	14/09/41	Loi	3983	Etat Français	portant extension de l'article 22 et du titre VIII de la loi du 14 septembre 1941 aux fonctionnaires des collectivités locales et aux agents et ouvriers des administrations publiques (Loi n° 3983)		JO 1° octobre 1941
1647	14/09/41	Loi	3984	Etat Français	portant modification de la loi du 26 mars 1891 (Loi n°3984)		JO 1° octobre 1941
1648	14/09/41	Loi	3952	Etat Français	transférant aux membres du corps civil de la justice militaire les fonctions dévolues aux membres des corps militaires du service de la justice militaire dissous par les lois des 25 août et 15 septembre 1940 (Loi n°		JO 13 novembre 1941
1649	14/09/41	Loi	3957	Etat Français	sur les installations de transport d'énergie électrique à très haute tension (Loi n° 3957)		JO 17 septembre 1941
1650	14/09/41	Loi	3988	Etat Français	modifiant l'article 7 de la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège (Loi n° 3988)		JO 18 septembre 1941

1640					
1641					
1642					
1643					
1644					
1645					
1646					
1647					
1648		justice militaire			
1649					
1650					

1651	14/09/41	Loi	3996	Etat Français	modifiant l'alinéa 2 de l'article 331 du Code civil (Loi n° 3996)		JO 3 octobre 1941
1652	14/09/41	Loi	3974	Etat Français	modifiant et complétant le Code du vin (Loi n° 3974)		JO 30 septembre 1941
1653	14/09/41	Loi	3987	Etat Français	portant révision des rapports financiers de l'Etat, des départements et des communes (Loi n° 3987)		JO 7 novembre 1941
1654	15/09/41	Arrêté		Etat Français	fixant les allocations immobilières		JO 7 octobre 1941
1655	16/09/41	Décret	3994	Etat Français	portant attribution d'avantages au profit des vieux travailleurs salariés quittant une ville de plus de 50 000 habitants pour s'établir dans une commune rurale (Décret n° 3994)		JO 28 septembre 1941
1656	16/09/41	Loi	4054	Etat Français	suspendant provisoirement pour la durée du temps de guerre l'application des dispositions de l'alinéa 1° de l'article 49 du Code de justice militaire pour l'armée de terre (Loi n° 4054)		JO 24 septembre 1941
1657	16/09/41	Loi	3998	Etat Français	portant création d'agents administratifs cantonaux (Loi n° 3998)		JO 7 octobre 1941
1658	17/09/41	Arrêté		Etat Français	instituant l'obligation pour tous les émetteurs et vendeurs de représentations de dixièmes de billets de la Loterie nationale, d'apposer sur ces coupures un timbre délivré par l'administration des finances		JO 17 octobre 1941
1659	17/09/41	Loi	4012	Etat Français	modifiant le régime du dépôt légal établi par la loi du 19 décembre 1925 (Loi n° 4012)		JO 14 novembre 1941
1660	17/09/41	Loi	3989	Etat Français	modifiant les articles 3 et 4 de la loi du 18 janvier 1941 portant création des chantiers de jeunesse (Loi n° 3989)		JO 20 septembre 1941
1661	17/09/41	Loi	4009	Etat Français	modifiant la loi du 23 juin 1941 portant création des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies d'une cour criminelle spéciale (Loi n° 4009)		JO 21 septembre 1941

1651					Légitimation des enfants adultérins.
1652					
1653					
1654					
1655					
1656					
1657					
1658					
1659					
1660					
1661	colonies	justice --			

1662	17/09/41	Loi	3903	Etat Français	relative aux marchés et autres contrats de concession passés avec l'exposition internationale de Paris 1937 (Loi n° 3903)		JO 8 octobre 1941
1663	18/09/41	Arrêté		Etat Français	concernant la carte nationale de priorité		JO 21 septembre 1941
1664	18/09/41	Décret	3980	Etat Français	relatif aux congés payés du personnel de certains services de transport (Décret n° 3980)		JO 22 octobre 1941
1665	18/09/41	Loi	4002	Etat Français	relative à la limitation de la consommation de gaz de ville (Loi n° 4002)		JO 19 septembre 1941
1666	18/09/41	Loi	3997	Etat Français	sur le ramassage obligatoire du genêt d'Espagne (Loi n° 3997)		JO 19 septembre 1941
1667	18/09/41	Loi	4023	Etat Français	tendant à coordonner avec le régime de la loi du 14 mars 1941, relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, les régimes de retraites des lois des 14 avril 1924, sur les pensions civiles et militaires, 20 juin 1927, sur		JO 25 novembre 1941
1668	19/09/41	Arrêté		Etat Français	constituant le comité d'organisation de la distribution et de la vente du matériel électrique et radioélectrique		JO 28 septembre 1941
1669	19/09/41	Décret	4019	Etat Français	modifiant le décret du 5 octobre 1920 portant règlement d'administration publique que les frais de justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police (Décret n° 4019)		JO 16 octobre 1941
1670	19/09/41	Loi	4037	Etat Français	fixant le statut de l'aviation marchande (Loi n° 4037)		JO 23 septembre 1941
1671	19/09/41	Loi	4032	Etat Français	modifiant la loi du 2 novembre 1940 interdisant aux collectivités locales l'attribution d'indemnités aux fonctionnaires préfectoraux (Loi n° 4032)		JO 27 septembre 1941
1672	19/09/41	Loi	4027	Etat Français	modifiant et complétant la loi du 3 mars 1941 modifiant, en raison des circonstances nées de la guerre, les dispositions légales relatives à l'autorisation maritale (Loi n° 4027)		JO 7 octobre 1941

1662					
1663					
1664					
1665					
1666					
1667					
1668					
1669		justice --			
1670					
1671					
1672					

1673	21/09/41	Décret	4060	Etat Français	modifiant les conditions de règlement des dépenses publiques au moyen de traites (Décret n° 4060)		JO 26 septembre 1941
1674	21/09/41	Décret	4051	Etat Français	tendant à réglementer dans les territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies les ventes aux enchères ou à cri public (Décret n° 4051)		JO 28 septembre 1941
1675	21/09/41	Loi	4101	Etat Français	relative à l'aménagement des îlots insalubres de Paris (Loi n° 4101)		JO 10 octobre 1941
1676	21/09/41	Loi	4100	Etat Français	portant modification de diverses lois relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique (Loi n° 4100)		JO 10 octobre 1941
1677	21/09/41	Loi	4088	Etat Français	relative à l'organisation du marché des pommes (Loi n° 4088)		JO 25 septembre 1941
1678	21/09/41	Loi	4085	Etat Français	complétant la loi du 31 décembre 1940 instituant l'ordre des architectes et réglementant le titre et la profession d'architecte (Loi N° 4085)		JO 5 octobre 1941
1679	23/09/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la consommation du gaz de ville		JO 2 octobre 1941
1680	24/09/41	Décret	4133	Etat Français	réglementant, en ce qui concerne les juifs, la profession d'architecte (Décret n° 4133)		JO 25 septembre 1941
1681	24/09/41	Décret	4084	Etat Français	modifiant l'assiette territoriale des régions (Décret n° 4084)		JO 26 septembre 1941
1682	24/09/41	Décret	4129	Etat Français	établissant le Code des devoirs professionnels de l'architecte (Décret n° 4129)		JO 7 octobre 1941
1683	24/09/41	Loi	4167	Etat Français	portant autorisation de remboursement ou de conversion de divers fonds publics (Loi n° 4167)		JO 27 septembre 1941

1673					
1674	colonies uniquement				
1675					
1676					
1677					
1678					
1679					
1680					
1681					
1682					
1683					

1684	24/09/41	Loi		Etat Français	modifiant la loi du 23 août 1940 contre l'alcoolisme		JO 8 octobre 1941
1685	26/09/41	Décret	4055	Etat Français	modifiant l'article 3 du décret du 9 février 1941 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 octobre 1940 relative aux associations professionnelles de fonctionnaires		JO 1° octobre 1941
1686	27/09/41	Loi	4160	Etat Français	relative aux déclarations inexactes des créanciers de l'Etat ou des collectivités publiques (Loi n° 4160)		JO 24 octobre 1941
1687	27/09/41	Loi	4158	Etat Français	relative au comité budgétaire (Loi n° 4158)		JO 28 septembre 1941
1688	27/09/41	Loi	4180	Etat Français	portant création d'un comité national interprofessionnel des viandes (Loi n°4180)		JO 30 septembre 1941
1689	29/09/41	Décret	4144	Etat Français	portant création du comité d'organisation des industries des produits amylacés et de leurs dérivés (Décret n° 4144)		JO 11 octobre 1941
1690	29/09/41	Décret	4181	Etat Français	constituant un conseil de justice politique (Décret n° 4181)		JO 27 septembre 1941
1691	29/09/41	Décret	4170	Etat Français	portant création du comité d'organisation de l'industrie des cidres, eaux-de-vie de cidre, jus de pommes et moûts concentrés de pommes (Décret n° 4170)		JO 7 octobre 1941
1692	30/09/41	Loi	4392	Etat Français	tendant à proroger les dispositions de la loi du 27 septembre 1940, modifiée par la loi 14 novembre 1940 (Loi n°4392)		JO 22 octobre 1941
1693	30/09/41	Loi	4183	Etat Français	relative au précompte sur les pensions militaires d'invalidité des arrérages indûment payés sur une pension civile de la loi du 21 mars 1928 (Loi n° 4183)		JO 9 novembre 1941
1694	01/10/41	Arrêté		Etat Français	créant dans le service des ponts et chaussées de chaque département un arrondissement des transports		JO 21 novembre 1941

1684					
1685					
1686					
1687					
1688			Loi 15 février 1943 ; Loi 24 mars 1944		
1689					
1690		justice --			Le conseil est chargé de donner son avis au chef de l'Etat à propos de l'application de l'acte constitutionnel n° 7 (relatif à la prestation de serment, à la responsabilité et aux devoirs des hauts fonctionnaires).
1691					
1692					
1693					
1694					

1695	01/10/41	Loi	4223	Etat Français	complétant la loi du 22 août 1941 relative à la composition du Conseil d'Etat (Loi n° 4223)		JO 21 octobre 1941
1696	01/10/41	Loi	4215	Etat Français	portant modifications au régime d'imposition du charbon de bois à la taxe à la production (Loi n° 4215)		JO 6 décembre 1941
1697	01/10/41	Loi	4125	Etat Français	relative à l'organisation de la radiodiffusion nationale (Loi n° 4125)		JO 6 décembre 1941
1698	02/10/41	Arrêté		Etat Français	définissant les transformations nécessitant une nouvelle réception des véhicules automobiles		JO 11 novembre 1941
1699	02/10/41	Décret	4222	Etat Français	modifiant la compétence territoriale de certains tribunaux (Décret n° 4222)		JO 21 octobre 1941
1700	02/10/41	Loi	4220	Etat Français	relative aux justifications à produire à l'appui de demandes en réduction d'impôt foncier (Loi n° 4220)		JO 19 octobre 1941
1701	03/10/41	Arrêté		Etat Français	relatif à l'autorisation préalable à contracter mariage pour les cadres des chantiers de jeunesse		JO 5 novembre 1941
1702	03/10/41	Décret	4229	Etat Français	relatif à la dispense de passer des marchés écrits dont bénéficient les communes et les établissements de bienfaisance ; dépenses de travaux, transports ou fournitures (Décret n° 4229)		JO 5 novembre 1941
1703	04/10/41	Loi	4423	Etat Français	complétant l'article 1° de la loi du 3 septembre 1940, modifiée par les lois du 22 novembre 1940 et 25 janvier 1941, réglant à titre temporaire la compétence des tribunaux judiciaires et portant prorogation pour l'année 1942		JO 18 novembre 1941
1704	04/10/41	Loi	4260	Etat Français	relative à l'organisation sociale des professions (Loi n° 4260)		JO 26 octobre 1941
1705	04/10/41	Loi		Etat Français	relative aux expéditions, grosses et extraits des actes civils, administratifs, judiciaires et extrajudiciaires		JO 7 novembre 1941

1695		justice -- Conseil d'Etat			
1696					
1697					
1698					
1699	Lunéville et Toul (Meurthe-et-Moselle) ; Nancy	justice --			Le rattachement provisoire des tribunaux de première instance de Toul et Lunéville à celui de Nancy prend fin.
1700					
1701					
1702					
1703		justice -- compétence territoriale -- tribunaux judiciaires			
1704		tribunaux du travail --			Voir l'étude d'Albert Croquez : "LA charte du travail", Gazette du Parlais des 11, 18, 25 novembre ; 2 et 16 décembre 1941 et 6 janvier 1942. Compétence juridictionnelle des justices de paix, des conseils de prud'hommes, pour des différends individuels et des tribunaux du
1705		justice -- expéditions -- grosses			

1706	04/10/41	Loi	4191	Etat Français	portant modification de l'article 3 de la loi du 9 janvier 1852 sur la pêche maritime côtière (Loi n° 4191)		JO 7 octobre 1941
1707	05/10/41	Acte constitutif n° 10		Etat Français	relatif à l'obligation de prêter serment		JO 5 octobre 1941
1708	05/10/41	Loi	4246	Etat Français	prorogeant la période d'application de la loi du 30 août 1940 sur les employés et agents des collectivités locales relevés de leurs fonctions (Loi n° 4246)		JO 12 octobre 1941
1709	05/10/41	Loi	4244	Etat Français	relative à la composition des tribunaux militaires permanents jusqu'à la date de cessation légale du temps de temps de guerre (Loi n° 4244)		JO 16 octobre 1941
1710	05/10/41	Loi	4245	Etat Français	portant modification de l'article 11 du Code de justice militaire pour l'armée de terre (Loi n° 4245)		JO 16 octobre 1941
1711	05/10/41	Loi	4277	Etat Français	modifiant les dispositions de la loi du 9 juin 1941 ayant pour objet le maintien du cheptel dans les exploitations agricoles (Loi n° 4277)		JO 9 octobre 1941
1712	11/10/41	Décret	4299	Etat Français	fixant les circonscriptions territoriales des services régionaux de police judiciaire (Décret n° 4299)		JO 18 novembre 1941
1713	11/10/41	Décret		Etat Français	étendant à la banlieue industrielle des villes de plus de 50 000 habitants des avantages accordés aux vieux travailleurs s'établissant dans des communes rurales		JO 6 novembre 1941
1714	11/10/41	Loi	4194	Etat Français	sur l'organisation du marché des semences, graines et plants (Loi n° 4194)		JO 12 octobre 1941
1715	11/10/41	Loi	4278	Etat Français	autorisant la fabrication de piquettes (Loi n° 4278)		JO 12 octobre 1941
1716	11/10/41	Loi	4269	Etat Français	aggravant les peines en matière de contrefaçons de titres de ravitaillement (Loi n° 4269)		JO 14 octobre 1941

1706					
1707					L'obligation de prêter serment peut être étendue à d'autres catégories de fonctionnaires que celles visées par les actes constitutionnels 7, 8, 9.
1708					
1709		justice -- tribunaux militaires			
1710		justice -- tribunaux militaires			
1711					
1712	zone non occupée	police judiciaire			
1713	métropole				
1714					
1715					
1716		justice -- tribunal d'Etat			Lutte contre le marché noir.

1717	11/10/41	Loi	4291	Etat Français	relative à l'enlèvement des statues et monuments métalliques en vue de la refonte (Loi n° 4291)		JO 15 octobre 1941
1718	11/10/41	Loi	4275	Etat Français	instituant des tableaux de concours pour la Légion d'honneur (Loi n° 4275)		JO 31 octobre 1941
1719	11/10/41	Loi	4274	Etat Français	portant création de contingents de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires (Loi n° 4274)		JO 31 octobre 1941
1720	11/10/41	Loi	4273	Etat Français	relative aux nominations et promotions dans la Légion d'honneur des mutilés de guerre à 100% d'invalidité (Loi n° 4273)		JO 31 octobre 1941
1721	11/10/41	Loi	4279	Etat Français	relative au service national des statistiques (Loi n° 4279)		JO 31 octobre 1941
1722	13/10/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la circulation des denrées et produits alimentaires destinés à la consommation familiale		JO 14 octobre 1941
1723	13/10/41	Arrêté		Etat Français	relatif à l'application aux ouvriers à domicile de la législation sur les congés payés		JO 23 octobre 1941
1724	13/10/41	Décret	4355	Etat Français	portant rattachement de justices de paix (Décret n°4355)		JO 29 octobre 1941
1725	13/10/41	Décret	4325 bis	Etat Français	rétablissement la composition normale du tribunal de première instance de Besançon (Décret n° 4325 bis)		JO 30 novembre 1941
1726	13/10/41	Loi	4357	Etat Français	modifiant l'article 74 de la loi du 21 octobre 1940 (Loi n° 4357)		JO 22 novembre 1941
1727	13/10/41	Loi	4356	Etat Français	relative au service des pensions des fonctionnaires et agents d'offices ou établissements de l'Etat dotés de l'autonomie financière (Loi n° 4356)		JO 23 octobre 1941

1717					
1718					
1719					
1720					
1721					
1722					
1723					titre substitué à celui originellement retenu par le JO du 25 octobre 1941 portant arrêté du 13 octobre 1941 modifiant des dispositions du Code du travail relatives au salaire des ouvriers à domicile.
1724	CA de Montpellier, Paris, Pau, Riom, Rennes.	justice -- composition -- justice de paix			
1725	tpi de Besançon.	justice -- composition -- tribunal de première instance			Publication tardive qui montre que la mesure fût l'objet de négociations franco-allemandes.
1726					
1727					

1728	13/10/41	Loi	4280	Etat Français	tendant à réglementer l'édulcoration et la concentration des moutés et des vins et la fabrication des vins de liqueur et apéritifs à base de vins (Loi n° 4280)		JO 28 octobre 1941
1729	13/10/41	Loi	4404	Etat Français	portant modification du décret-loi du 24 mai 1938 sur le domaine retraite (Loi n° 4404)		JO 9 novembre 1941
1730	14/10/41	Décret	4337	Etat Français	rattachant au comité d'organisation des voies ferrées d'intérêt local des compagnies et administrations qui exploitent des lignes secondaires (Décret n° 4337)		JO 11 novembre 1941
1731	14/10/41	Décret	4387	Etat Français	portant application de l'article 3 de la loi du 14 octobre 1941 relative aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure (Décret n° 4387)		JO 25 octobre 1941
1732	14/10/41	Loi	4373	Etat Français	relative aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure (Décret n° 4373)		JO 18 octobre 1941
1733	14/10/41	Loi	4330	Etat Français	relative à des avances du Trésor en vue de la reprise industrielle et commerciale ; prêts de démarrage aux prisonniers libérés (Loi n° 4330)		JO 18 octobre 1941
1734	14/10/41	Loi	4344	Etat Français	relative à la prestation de serment des agents diplomatiques et consulaires (Loi n° 4344)		JO 21 octobre 1941
1735	14/10/41	Loi	4383	Etat Français	portant interdiction de circulation de certaines catégories de véhicules automobiles (Loi n° 4383)		JO 21 octobre 1941
1736	14/10/41	Loi		Etat Français	promettant d'interdire temporairement à certains officiers publics ou ministériels l'exercice de leurs fonctions (n° ????)		JO 7 novembre 1941
1737	15/10/41	Loi	4153	Etat Français	conférant au ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur et aux préfets la police des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique (Loi n° 4153)		JO 5 novembre 1941
1738	15/10/41	Loi		Etat Français	réglementant l'accès aux fonctions d'officier public ou ministériel		JO 7 novembre 1941

1728					
1729					
1730					
1731					
1732		justice -- procédure			L'exécution des décisions judiciaires ou administratives à l'égard des personnes ou sociétés repliées en zone non occupée mais originellement domiciliées dans le départements visés par la loi du 1° juin 1924 ne peut intervenir que sur autorisation préalable
1733					
1734					
1735					
1736		justice --			Interdiction prononcée à la requête ud procureur de la République, par décision du tribunal civil siégeant en assemblée générale, désignant un administrateur pour gérer l'office, dans les cas où des officiers publics ou ministériels font l'objet d'une poursuite pénale
1737		maintien de l'ordre -- répression			mesures d'éloignement et assignation à résidence.
1738					

1739	15/10/41	Loi		Etat Français	réglementant l'accès au barreau		JO 7 novembre 1941
1740	16/10/41	Loi	4303	Etat Français	relative à l'organisation administrative de la ville de Paris et du département de la Seine (Loi n° 4303)		JO 18 décembre 1941
1741	16/10/41	Loi		Etat Français	concernant le port de l'insigne La Francisque gallique		JO 21 octobre 1941
1742	16/10/41	Loi	4362	Etat Français	relative au contrôle des produits alimentaires (Loi n° 4362)		JO 21 octobre 1941
1743	17/10/41	Loi	4673	Etat Français	complétant l'article 1° de la loi du 3 septembre 1940, modifiée par les lois du 22 novembre 1940 et 25 janvier 1941, réglant à titre temporaire la compétence des tribunaux judiciaires et portant prorogation pour l'année 1942		JO 18 novembre 1941
1744	17/10/41	Loi	4415	Etat Français	modifiant le décret du 4 juillet 1940 concernant la compétence des juridictions répressives (Loi n° 4415)		JO 8 novembre 1941
1745	18/10/41	Arrêté		Etat Français	relatif à l'enquête statistique agricole		JO 7 novembre 1941
1746	18/10/41	Décret	4340	Etat Français	modifiant le décret du 20 août 1939 portant règlement d'administration publique sur la police de la circulation et du roulage (Décret n° 4340)		JO 23 octobre 1941
1747	18/10/41	Décret	4425	Etat Français	créant le comité d'organisation de l'industrie des confitures et des conserves de fruits au sucre (Décret n° 4425)		JO 25 octobre 1941
1748	20/10/41	Arrêté		Etat Français	portant modifications à l'arrêté créant le brevet d'expert comptable		JO 23 octobre 1941
1749	20/10/41	Arrêté		Etat Français	rapportant l'arrêté du 8 février 1941 exonérant le chemin de fer de sa responsabilité pour les transports effectués sur les lignes dont l'autorité occupante conserve l'exploitation		JO 4 novembre 1941

1739	Application en France métropolitaine seulement et non en Algérie, dans les	justice -- avocat			Accès limité aux Français, nés de parents français, avec exceptions.
1740	Paris et département de la Seine.				
1741					
1742					
1743		justice -- compétence territoriale -- tribunaux judiciaires			
1744	relative à la compétence des juridictions répressives eu égard à l'existence de la	justice --			"En matière criminelle, correctionnelle ou de police, si les circonstances rendent nécessaire le renvoi de la connaissance d'une affaire d'une juridiction d'instruction ou de jugement saisie à une juridiction du même ordre située dans une autre partie du territoire, la désignation de celle-
1745					
1746		code de la route			
1747					
1748					
1749					

1750	20/10/41	Loi	4437	Etat Français	concernant la cour d'assises de la Réunion (Loi n° 4437)		JO 24 octobre 1941
1751	21/10/41	Loi		Etat Français	dérogeant pour la durée du temps de guerre aux dispositions légales en vigueur concernant la détermination des tribunaux militaires appelés à connaître des poursuites intentées contre les justiciables de ces		JO 13 novembre 1941
1752	21/10/41	Loi	4449	Etat Français	autorisant, par mesure transitoire, certaines personnes faisant profession d'assister et de représenter les parties en justice de paix à continuer à exercer l'exercice de leur profession (Loi n° 4449)		JO 15 novembre 1941
1753	22/10/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la durée du travail dans les industries du bois		JO 12 novembre 1941
1754	22/10/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la durée du travail dans les sucreries pendant la période d'intercampagne		JO 12 novembre 1941
1755	22/10/41	Arrêté		Etat Français	portant réglementation du travail des agents des réseaux secondaires d'intérêt général et des réseaux d'intérêt local		JO 27 novembre 1941
1756	22/10/41	Loi	4452	Etat Français	subordonnant à une autorisation la mise en chantier pour compte privé des bâtiments destinés à naviguer dans les eaux maritimes (Loi n° 4452)		JO 11 novembre 1941
1757	23/10/41	Arrêté		Etat Français	relatif aux déclarations exigées des agriculteurs au mois de novembre 1941		JO 7 novembre 1941
1758	23/10/41	Loi	4444	Etat Français	sur l'organisation du ravitaillement dans le cadre national, régional et départemental (Loi n° 4444)		JO 22 novembre 1941
1759	24/10/41	Arrêté		Etat Français	portant création d'une taxe destinée à couvrir les dépenses administratives du comité d'organisation de l'horlogerie		JO 30 octobre 1941
1760	24/10/41	Décret	4480	Etat Français	étendant à l'Algérie les dispositions du décret du 30 octobre 1935 relatif à l'unification des priviléges fiscaux (Décret n° 4480)		JO 1° novembre 1941

1750	LA Réunion	justice -- cour d'assises -- LA réunion			Création d'une Cour d'assises à Saint-Denis de la Réunion.
1751		justice -- tribunaux militaires			
1752		justice -- justice de paix -- représentation			
1753					
1754					
1755					
1756					
1757					
1758					
1759					
1760	Algérie uniquement				

1761	24/10/41	Loi	4481	Etat Français	portant prorogation des délais impartis pour bénéficier de certains avantages fiscaux en matière d'acquisitions, de réparations et de constructions d'immeubles en Algérie (Loi n° 4481)		JO 30 octobre 1941
1762	24/10/41	Loi		Etat Français	modifiant l'article 125 "ter" du code de justice militaire de l'armée de Terre		JO 7 novembre 1941
1763	25/10/41	Arrêté		Etat Français	sur la circulation des produits alimentaires et animaux		JO 26 octobre 1941
1764	25/10/41	Décret	4479	Etat Français	rendant applicable à l'Algérie, à compter du 1 ^{er} janvier 1941, la loi du 24 octobre 1940, interprétée, complétée et modifiée par la loi du 12 juillet 1941, relative à la réparation des accidents de travail résultant de faits de guerre		JO 31 octobre 1941
1765	25/10/41	Loi	4522	Etat Français	concernant les ensements en blé pendant la campagne 1941-1942 (Loi n° 4522)		JO 1 ^{er} novembre 1941
1766	25/10/41	Loi	4482	Etat Français	interdisant la vente du vin et des boissons alcoolisées aux indigènes algériens (Loi n° 4482)		JO 1 ^{er} novembre 1941
1767	25/10/41	Loi	4622	Etat Français	modifiant la loi du 25 septembre 1941 prescrivant un recensement général et permanent des propriétaires de véhicules automobiles et de leurs remorques (Loi n° 4622)		JO 1 ^{er} novembre 1941
1768	25/10/41	Loi	4499	Etat Français	relative au fonctionnement des associations déclarées (Loi n° 4499)		JO 2 décembre 1941
1769	25/10/41	Loi	4553	Etat Français	modifiant les articles 228 et 248 du Code pénal et portant obligation et portant obligation de dénoncer les crimes ou projets de crimes attentatoires aux personnes et de secourir les personnes en danger (Loi		JO 26 octobre 1941
1770	25/10/41	Loi	4474	Etat Français	portant prorogation de la date de mise en application de la loi du 18 juillet 1941 relative à la distribution des combustibles pour gazogènes (Loi n° 4474)		JO 28 octobre 1941
1771	25/10/41	Loi	4545	Etat Français	interdisant aux anciens dignitaires des sociétés secrètes l'accès et l'exercice de certaines fonctions publiques relevant du secrétariat d'Etat aux Colonies (Loi n° 4545)		JO 29 octobre 1941

1761	Algérie uniquement				
1762		justice militaire			
1763					
1764	Algérie uniquement				
1765					
1766					
1767					
1768					
1769		justice -- code pénal -- dénonciation			
1770					
1771					

1772	25/10/41	Loi	4495	Etat Français	portant prorogation de la loi du 2 juillet 1941 fixant la situation du personnel des entreprises de vente au détail de chaussures, vêtements et articles textiles (Loi n° 4495)		JO 31 octobre 1941
1773	25/10/41	Loi	4494	Etat Français	portant abrogation de l'article 2 de la loi du 23 mai 1941 concernant les entreprises artisanales (Loi n° 4494)		JO 5 novembre 1941
1774	25/10/41	Loi	4529	Etat Français	portant abrogation du décret du 9 septembre 1939 concernant le permis de conduire des véhicules automobiles (Loi n° 4529)		JO 8 novembre 1941
1775	25/10/41	Loi	4087	Etat Français	relative à l'occupation temporaire des propriétés privées (Loi n° 4087)		JO 8 novembre 1941
1776	27/10/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la durée du travail dans les mines métalliques et les mines d'asphalte		JO 5 novembre 1941
1777	27/10/41	Loi		Etat Français	attribuant au Secours national le prix de la vente, par l'administration des domaines, des objets abandonnés dans les entreprises de transport et dont les propriétaires n'ont pu être identifiés		JO 30 octobre 1941
1778	28/10/41	Décret	4549	Etat Français	fixant les aménagements nécessaires pour coordonner avec le régime de la loi du 14 mars 1941 les régimes particuliers de retraite (Décret n° 4549)		JO 25 novembre 1941
1779	28/10/41	Décret	4473	Etat Français	portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 octobre 1941 relative au contrôle des produits alimentaires (Décret n° 4473)		JO 29 novembre 1941
1780	28/10/41	Loi	4550	Etat Français	complétant l'article 2 de la loi du 4 octobre 1940 sur les ressortissants étrangers de race juive (Loi n° 4550)		JO 1° novembre 1941
1781	28/10/41	Loi	4651	Etat Français	relative à l'imputation des frais d'assistance des réfugiés		JO 13 décembre 1941
1782	28/10/41	Loi	4336	Etat Français	modifiant la loi du 23 janvier 1941 portant création d'un service de "gardes des communications" (Loi n° 4336)		JO 29 novembre 1941

1772					
1773					
1774					
1775					
1776					
1777					
1778					
1779					
1780					
1781					
1782		infractions			tâche essentielle des détachements, présents dans toute la France : la surveillance des ouvrages d'art des voies de communications et des installations s'y rattachant directement, ainsi qu'éventuellement, la surveillance dans les trains et dans les gares, dans leur zone

1783	28/10/41	Loi	4577	Etat Français	interdisant la réception et l'audition de certaines émissions radiophoniques dans tout lieu public ou privé (Loi n° 4577)		JO 30 octobre 1941
1784	28/10/41	Loi	4054	Etat Français	suspendant provisoirement pour la durée du temps de guerre l'application des dispositions de l'alinéa 1° de l'article 57 du Code de justice militaire pour l'armée de mer (Loi n° 4054)		JO 30 octobre 1941
1785	28/10/41	Loi	4551	Etat Français	modifiant la procédure relative à la fixation des tarifs à appliquer pour les transports assurés par les services de poste automobile rurale (Loi n° 4551)		JO 7 novembre 1941
1786	29/10/41	Arrêté		Etat Français	fixant le modèle et le mode de pose des plaques d'identité des automobiles		JO 11 novembre 1941
1787	29/10/41	Arrêté		Etat Français	fixant les délais d'application de certaines dispositions du Code de la route		JO 11 novembre 1941
1788	29/10/41	Loi	3907	Etat Français	relative à l'organisation de la cour des comptes statuant toutes chambres réunies (Loi n° 3907)		JO 1° novembre 1941
1789	30/10/41	Loi	4581	Etat Français	relative à la remise gracieuse et à l'admission en non-valeurs des débets constatés à la charge des comptables des communes et des établissements communaux de bienfaisance (Loi n° 4581)		JO 19 décembre 1941
1790	30/10/41	Loi	4584	Etat Français	autorisant l'octroi de délais supplémentaires de remboursement des avances et prêts consentis en application du décret-loi du 8 juillet 1940 et des lois des 20 juillet et 21 décembre 1940 (Loi n° 4584)		JO 4 novembre 1941
1791	31/10/41	Décret	4446	Etat Français	ayant pour but d'étendre à l'Algérie les dispositions de la loi du 7 septembre 1941, instituant un tribunal d'Etat (Décret n° 4446)		JO 5 novembre 1941
1792	31/10/41	Loi	4633	Etat Français	relative à l'attribution d'indemnités de résidence familiales aux fonctionnaires et agents de l'Etat (Loi n° 4633)		JO 1° novembre 1941
1793	31/10/41	Loi	4635	Etat Français	portant suppression des indemnités spéciales temporaires et attribution d'un supplément de traitement et de solde aux fonctionnaires, agents et ouvriers civils et militaires de l'Etat (Loi n° 4635)		JO 1° novembre 1941

1783	métropole et Algérie				Sanctions administratives prévues par le texte, applicables par le préfet, ainsi que des sanctions judiciaires.
1784		justice militaire -- marine -- Code de justice militaire			
1785					
1786					
1787					
1788					
1789					
1790					
1791	Algérie	justice -- tribunal d'Etat -- Algérie			
1792					
1793					

1794	31/10/41	Loi	4634	Etat Français	portant majoration de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux bénéficiaires de pensions des lois des 14 avril 1924 et 21 mars 1928 (Loi n° 4634)		JO 1° novembre 1941
1795	31/10/41	Loi		Etat Français	instituant une indemnité de direction		JO 1° novembre 1941
1796	31/10/41	Loi	4626	Etat Français	portant modification de la législation sur les caisses d'épargne (Loi n° 4626)		JO 1° novembre 1941
1797	31/10/41	Loi	4628	Etat Français	portant autorisation de remboursement ou de conversion d'obligations des Postes, Télégraphes et Téléphones (Loi n° 4628)		JO 1° novembre 1941
1798	31/10/41	Loi	4858	Etat Français	relative à la constitution d'un groupement d'achat des carburants, combustibles liquides, lubrifiants et dérivés (Loi n° 4858)		JO 10 décembre 1941
1799	31/10/41	Loi	4859	Etat Français	modifiant le régime de la caisse de compensation du pétrole et des produits dérivés (Loi n° 4859)		JO 10 décembre 1941
1800	31/10/41	Loi	4608	Etat Français	relative aux jardins ouvriers (Loi n° 4608)		JO 11 novembre 1941
1801	31/10/41	Loi	4610	Etat Français	étendant à certaines catégories d'avocats les dispositions de la loi n° 3191 du 29 juillet 1941 relative à l'inscription temporaire dans un second barreau (Loi n° 4610)		JO 15 novembre 1941
1802	31/10/41	Loi	4615	Etat Français	portant réorganisation de l'inspection du travail et de la main-d'œuvre (Loi n° 4615)		JO 19 novembre 1941
1803	31/10/41	Loi	4616	Etat Français	relative à la protection médicale du travail (Loi n° 4616)		JO 20 novembre 1941
1804	31/10/41	Loi	4606	Etat Français	réprimant l'activité communiste ou anarchiste dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux Colonies (Loi n° 4606)		JO 4 novembre 1941

1794					
1795					
1796					
1797					
1798					
1799					
1800					
1801	zo	justice -- avocat			
1802					
1803					
1804	Colonies				

1805	31/10/41	Loi	4627	Etat Français	modifiant le régime des licences des débits de boisson (Loi n° 4627)		JO 7 novembre 1941
1806	01/11/41	Arrêté		Etat Français	complétant les arrêtés des 12 août et 1° septembre 1941 fixant le mode de calcul des consommations autorisées à partir du 1° septembre 1941 pour les usages de l'électricité en basse et haute tension.		JO 8 novembre 1941
1807	02/11/41	Loi	4643	Etat Français	déterminant les conditions dans lesquelles pourront être légitimés les enfants dont les parents se sont trouvés, par la mobilisation du père et le décès de ce dernier, dans l'impossibilité de contracter mariage		JO 21 novembre 1941
1808	02/11/41	Loi	4659	Etat Français	tendant à étendre le champ d'application de la loi du 29 décembre 1934 qui a facilité l'acquisition de véhicules et tracteurs automobiles (Loi n° 4659)		JO 5 novembre 1941
1809	02/11/41	Loi	4268	Etat Français	interdisant toute acquisition de fonds de commerce par les juifs sans autorisation (Loi n° 4268)		JO 6 novembre 1941
1810	02/11/41	Loi	4661	Etat Français	créant une caisse des écoles privées (Loi n° 4661)		JO 9 novembre 1941
1811	02/11/41	Loi	4663	Etat Français	autorisant les départements à subventionner les établissements d'enseignement privé (Loi n° 4663)		JO 9 novembre 1941
1812	02/11/41	Loi	4660	Etat Français	relative au contrôle des autorités universitaires sur les établissements d'enseignement privés subventionnés (Loi n° 4660)		JO 9 novembre 1941
1813	02/11/41	Loi	4652	Etat Français	complétant la loi du 22 juillet 1940 prorogeant le délai de présentation des demandes de cartes de combattant pour les opérations de guerre antérieures à la guerre 1939-1940 (Loi n° 4652)		JO 9 novembre 1941
1814	03/11/41	Arrêté		Etat Français	rendant obligatoire l'arrondissement au franc le plus voisin des dépenses à la charge de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics, des sociétés concessionnaires de services publics et des retenues		JO 27 novembre 1941
1815	03/11/41	Instruction		Etat Français	pour l'application de l'arrêté du 3 novembre 1941 rendant obligatoire l'arrondissement au franc le plus voisin des dépenses à la charge de l'Etat, des départements, des communes, des établissements publics, des sociétés		JO 27 novembre 1941

1805					
1806					
1807					
1808					
1809					
1810		enseignement privé --			
1811		enseignement privé --			
1812		enseignement privé --			
1813					
1814					
1815					

1816	05/11/41	Décret	4658	Etat Français	étendant à l'Algérie les dispositions de la loi du 21 juin 1941, qui ont supprimé les avantages fiscaux accordés par l'article 455 ter du code de l'enregistrement en cas de revente d'un immeuble acquis par un créancier		JO 13 novembre 1941
1817	05/11/41	Décret	4631	Etat Français	réglementant, en ce qui concerne les Juifs, la profession de médecin en Algérie (Décret n° 4631)		JO 7 novembre 1941
1818	05/11/41	Décret	4655	Etat Français	fixant les conditions d'admission des étudiants juifs dans les établissements d'enseignement supérieur en Algérie (Décret n° 4655)		JO 7 novembre 1941
1819	05/11/41	Décret	4630	Etat Français	réglementant, en ce qui concerne les Juifs, la profession d'avocat en Algérie (Décret n° 4630)		JO 7 novembre 1941
1820	05/11/41	Décret	4657	Etat Français	adaptant à Algérie les dispositions de la loi du 31 décembre 1940 instituant l'ordre des architectes et réglementant le titre et la profession d'architecte (Décret n° 4657)		JO 8 novembre 1941
1821	05/11/41	Loi	4664	Etat Français	interdisant l'utilisation de certaines graines pour usages autres que la semence (Loi n° 4664)		JO 12 novembre 1941
1822	05/11/41	Loi	4647	Etat Français	permettant de pourvoir temporairement aux postes vacants dans les tribunaux de commerce (Loi n° 4647)		JO 18 novembre 1941
1823	05/11/41	Loi	4611	Etat Français	relative à la construction ou à la réfection des chemins desservant les cultures et bâtiments d'exploitation de domaines dont l'habitat est amélioré ou constitué (Loi n° 4611)		JO 2 décembre 1941
1824	05/11/41	Loi	4639	Etat Français	modifiant le régime des déductions allouées aux entrepositeurs de boissons (Loi n° 4639)		JO 7 novembre 1941
1825	06/11/41	Décret	4686	Etat Français	portant extension aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies de la loi du 17 mars 1941 tendant à la reprise du cours de certains délais suspendus au profit des mobilisés par le décret du 1°		JO 9 novembre 1941
1826	06/11/41	Loi	4687	Etat Français	instituant une taxe exceptionnelle sur les rhums (Loi n°4687)		JO 22 novembre 1941

1816	Algérie uniquement				
1817	Algérie uniquement				
1818	Algérie uniquement				
1819	Algérie uniquement				
1820	Algérie uniquement				
1821					
1822		justice -- tribunaux de commerce -- organisation de la nation en tant de			Organisation de la nation en tant de guerre : la période prévue est celle définie par l'article 1° du décret du 27 octobre 1939
1823					
1824					
1825					
1826					

1827	06/11/41	Loi	4683	Etat Français	autorisant les communes à instituer une texte locale sur les ventes au détail et prestations de service (Loi n° 4683)		JO 7 novembre 1941
1828	06/11/41	Loi	4684	Etat Français	autorisant la perception, au profit des communes, de taxes additionnelles aux droits d'enregistrement (Loi n° 4684)		JO 7 novembre 1941
1829	07/11/41	Instruction		Etat Français	relative à l'application de la loi du 20 novembre 1940 qui confie à l'administration des domaines la gestion des successions non réclamées et la curatelle des successions vacantes		JO 25 novembre 1941
1830	07/11/41	Loi	4669	Etat Français	relative à la dissolution des groupements d'importation (Loi n° 4669)		JO 19 novembre 1941
1831	08/11/41	Arrêté		Etat Français	créant un sous-comité de construction des navires en bois		JO 12 novembre 1941
1832	08/11/41	Loi	4697	Etat Français	relative à la responsabilité civile des communes (Loi n° 4697)		JO 18 décembre 1941
1833	08/11/41	Loi	4881	Etat Français	modifiant la loi du 11 octobre 1940 relative à la reconstruction des immeubles d'habitation partiellement détruits par suite d'actes de guerre, codifiée par la loi du 12 juillet 1941 (Loi n° 4881)		JO 21 novembre 1941
1834	10/11/41	Arrêté		Etat Français	relatif à l'attribution d'une allocation exceptionnelle aux salariés travaillant dans les lieux exposés		JO 19 novembre 1941
1835	10/11/41	Arrêté		Etat Français	régulant la constitution et le fonctionnement des associations syndicales prévues par la loi du 11 octobre 1940 relative à la reconstruction des immeubles d'habitation partiellement ou totalement		JO 26 novembre 1941
1836	10/11/41	Décret	4707	Etat Français	portant publication et mise en application du protocole du 9 octobre 1941 relatif à l'application aux payements franco-norvégiens de l'accord de compensation pour les payements franco-allemands du 14		JO 11 novembre 1941
1837	10/11/41	Décret	4706	Etat Français	précisant les modalités de l'exercice du contrôle de l'Etat sur le groupement des sociétés d'assurances sur la vie pour la garantie des risques de guerre (Décret n° 4706)		JO 22 novembre 1941

1827					
1828					
1829		curatelle -- administration			
1830					
1831					
1832					
1833					Voir l'étude de Paul Esmein : "La reconstruction des immeubles d'habitation détruits par faits de guerre", gazette du palais 1940.2.Doct., p. 46 et 59.
1834					
1835					Voir l'étude de Paul Esmein : "La reconstruction des immeubles d'habitation détruits par faits de guerre", gazette du palais 1940.2.Doct., p. 46 et 59.
1836					
1837					

1838	10/11/41	Décret	4757	Etat Français	instituant une commission interprofessionnelle chargée de proposer l'internement des individus dont les manœuvres sont de nature à compromettre le ravitaillement du pays (Décret n° 4757)		JO 30 novembre 1941
1839	10/11/41	Loi	4691	Etat Français	modifiant la loi du 27 juillet 1940 sur l'organisation de la production laitière (Loi n° 4691)		JO 13 novembre 1941
1840	10/11/41	Loi	4758	Etat Français	sur les sociétés secrètes (Loi n° 4758)		JO 13 novembre 1941
1841	10/11/41	Loi	4747	Etat Français	supprimant la cour criminelle spéciale et la cour martiale (Loi n° 4747)		JO 22 novembre 1941
1842	11/11/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la limitation de la consommation du gaz		JO 22 novembre 1941
1843	11/11/41	Arrêté		Etat Français	fixant les modalités d'application de la loi du 12 juillet 1941 facilitant la réparation rapide de immeubles bâti partiellement endommagés du fait d'actes de guerre		JO 27 novembre 1941
1844	11/11/41	Décret	4743	Etat Français	modifiant l'article 6 du décret du 14 mai 1938 relatif à l'appellation contrôlée "Moulis" et du décret du 14 novembre 1936 sur les appellations contrôlées "Médoc", "Haut-Médoc", "Pauillac", "Saint-Estèphe" et "Saint-Julien"		JO 14 novembre 1941
1845	11/11/41	Décret	4741	Etat Français	définissant les conditions de contrôle du "Vin d'Bellet" ou "Bellot" (Décret n° 4741)		JO 18 novembre 1941
1846	11/11/41	Décret	4742	Etat Français	définissant les conditions de contrôle du "Vin de Bandol" ou "Bandol" (Décret n° 4742)		JO 18 novembre 1941
1847	11/11/41	Instruction		Etat Français	Instruction n° 15 relative au protocole sur les payements franco-norvégiens		JO 11 novembre 1941
1848	11/11/41	Loi	4597	Etat Français	fixant les droits à pension de certains ouvriers affiliés à la loi du 21 mars 1928 travaillant dans les entreprises autres que les établissements industriels de l'Etat (Loi n° 4597)		JO 13 novembre 1941

1838					
1839					
1840		justice -- franc-maçonnerie			Commission spéciale créée auprès du secrétariat d'Etat à la Justice.
1841		justice --			
1842					
1843					
1844					
1845					
1846					
1847					
1848					

1849	12/11/41	Instruction		Etat Français	sur les règlements avec l'Alsace et la Lorraine (départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle)		JO 12 novembre 1941
1850	12/11/41	Loi	4732	Etat Français	complétant la loi du 6 septembre 1940 relative à l'utilisation des wagons-réservoirs et des wagons-citernes (Loi n° 4732)		JO 18 novembre 1941
1851	13/11/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la conversion d'obligations des postes, télégraphes et téléphones		JO 14 novembre 1941
1852	13/11/41	Arrêté		Etat Français	fixant les obligations des propriétaires d'oliviers, des exploitants de moulins et de coopératives oléicoles		JO 18 novembre 1941
1853	13/11/41	Décret	4760	Etat Français	modifiant le décret du 2 mai 1941 relatif aux administrateurs de certaines sociétés d'intérêt public (Décret n° 4760)		JO 18 novembre 1941
1854	13/11/41	Décret	4754	Etat Français	relatif à l'organisation de la caisse nationale de crédit agricole (Décret n° 4754)		JO 2 décembre 1941
1855	13/11/41	Loi		Etat Français	tendant à relever jusqu'à la fin des hostilités, les ayants cause d'un pensionné de l'Etat de la déchéance prévue par l'article 30 de la loi du 9 juin 1853 modifié par l'article 85 de la loi du 28 février 1933		JO 17 mai 1941
1856	13/11/41	Loi	4769	Etat Français	rendant applicables à tous les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux Colonies les lois du 2 juin 1941 portant statut des Juifs et prescrivant le recensement des Juifs (Loi n° 4769)		JO 15 novembre 1941
1857	13/11/41	Loi	4762	Etat Français	réglementant la production oléicole métropolitaine (Loi n° 4762)		JO 16 novembre 1941
1858	13/11/41	Loi	4764	Etat Français	modifiant les articles 172 et 179 du Code d'instruction criminelle (Loi n° 4764)		JO 26 novembre 1941
1859	13/11/41	Loi	4765	Etat Français	modifiant l'article 5 de la loi du 16 novembre 1940 relative au pouvoir de substitution de l'autorité supérieure (Loi n° 4765)		JO 28 novembre 1941

1849					
1850					
1851					
1852					
1853					
1854					
1855					
1856	colonies uniquement				
1857	métropole				
1858		justice -- tribunaux de police			A VOIR
1859		commune			

1860	14/11/41	Arrêté		Etat Français	portant attribution d'avantages au profit des vieux travailleurs salariés quittant une ville de plus de 50 000 habitants pour s'établir dans une commune rurale		JO 18 novembre 1941
1861	15/11/41	Arrêté		Etat Français	relevant le taux de l'indemnité prévue en cas de retard dans le chargement ou le déchargement des wagons-réservoirs		JO 19 novembre 1941
1862	15/11/41	Arrêté		Etat Français	autorisant le port de l'insigne constituant un témoignage de fidélité au Maréchal de France, chef de l'Etat		JO 20 décembre 1941
1863	15/11/41	Loi	4818	Etat Français	relative à l'impôt sur les opérations de bourse (Loi n° 4818)		JO 7 décembre 1941
1864	17/11/41	Arrêté		Etat Français	relatif au contrôle des stocks, à la répartition et à la distribution du pain et de la farine		JO 19 février 1941
1865	17/11/41	Loi		Etat Français	portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1941		JO 19 novembre 1941
1866	17/11/41	Loi	4847	Etat Français	relative au régime des revues d'actualités cinématographiques		JO 21 novembre 1941
1867	17/11/41	Loi	4695	Etat Français	tendant à compléter la législation sur les conseils de prud'hommes		JO 23 novembre 1941
1868	17/11/41	Loi	2453	Etat Français	relative au service des comptes courants et chèques postaux		JO 29 novembre 1941
1869	17/11/41	Loi	4825	Etat Français	portant modification de l'article 13 du décret-loi du 9 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises		JO 29 novembre 1941
1870	17/11/41	Loi	4823	Etat Français	étendant, à titre temporaire, le bénéfice de l'allocation de salaire unique aux jeunes ménages sans enfant		JO 29 novembre 1941

1860					Voir le décret n° 3994 du 16 septembre 1941.
1861					
1862					Francisque.
1863					
1864					
1865					
1866					
1867		justice -- conseil -- prud'hommes			
1868					
1869					
1870					

1871	17/11/41	Loi	4864	Etat Français	réglementant l'accès des juifs à la propriété foncière		JO 2 décembre 1941
1872	17/11/41	Loi	4866	Etat Français	modifiant l'article 5 de la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs		JO 2 décembre 1941
1873	17/11/41	Loi	4865	Etat Français	modifiant les articles 1°, 10, 14, 15, 17, 22 et 24 de la loi du 22 juillet 1941 relative aux entreprises, biens et valeurs appartenant aux Juifs		JO 2 décembre 1941
1874	17/11/41	Loi	4790	Etat Français	relative à la désignation des membres et du bureau des chambres de métiers		JO 2 décembre 1941
1875	17/11/41	Loi	4831	Etat Français	modifiant les articles 3 et 4 de la loi du 27 septembre 1940 fixant les dates prévues par les articles 1° et 2 du décret du 26 mai 1940 et autorisant l'octroi de délais de grâce		JO 4 décembre 1941
1876	17/11/41	Loi	4750	Etat Français	organisant l'exercice de la profession dentaire		JO 6 décembre 1941
1877	17/11/41	Loi	4870	Etat Français	relative à la dotation des comités sociaux		JO 9 décembre 1941
1878	17/11/41	Loi	4869	Etat Français	sur l'enlèvement des marchandises arrivées dans les ports maritimes		JO 11 décembre 1941
1879	18/11/41	Loi	4896	Etat Français	modifiant la loi du 29 août 1940 portant création de la légion française des combattants		JO 19 novembre 1941
1880	18/11/41	Loi	4672	Etat Français	portant création d'un institut national d'action sanitaire des assurances sociales		JO 20 novembre 1941
1881	19/11/41	Loi	4680	Etat Français	prorogeant les dispositions de la loi du 8 janvier 1941 relative aux octrois de Paris et de la région parisienne		JO 20 novembre 1941

1871					
1872					Voir l'étude de Maurice Caillez : "Les lois des 2 juin et 17 novembre 1941 sur les juifs", Gaz. Pal. 18 décembre 1941.
1873					Voir l'étude de Maurice Caillez : "Les lois des 2 juin et 17 novembre 1941 sur les juifs", Gaz. Pal. 18 décembre 1941.
1874					Abrogation des dispositions contraires de la loi du 26 juillet 1925, du décret-loi du 19 novembre 1939 et de la loi du 21 janvier 1941.
1875					
1876					
1877					Voir l'étude de Me Albert Croquez : "La Charte du Travail", Gaz. Du Pal. Des 11, 18 et 25 novembre, 2 et 6 décembre 1941 et 6 janvier 1942.
1878					
1879					
1880					
1881					

1882	19/11/41	Loi	4883	Etat Français	modifiant la loi du 28 juillet 1940 réglementant la fabrication et la vente du pain		JO 20 novembre 1941
1883	19/11/41	Loi	4852	Etat Français	fixant les conditions de remboursement des avances prévues par le décret-loi du 8 juillet 1940 et par les lois des 27 décembre 1940 et 3 juillet 1941 en cas de destruction des installations ou de privation de la liberté d'exploitation des		JO 2 décembre 1941
1884	19/11/41	Loi	3889	Etat Français	instituant en Indochine une procédure spéciale pour la réparation du préjudice subi du fait de certaines occupations militaires		JO 3 décembre 1941
1885	19/11/41	Décret	4850	Etat Français	étendant à l'Algérie les dispositions de la loi du 16 novembre 1940 sur les opérations immobilières, en codifiant les dispositions des diverses textes en vigueur		JO 26 novembre 1941
1886	19/11/41	Décret	5062	Etat Français	relatif aux personnels en service outre-mer visés par l'article 7 de la loi du 2 juin 1941 remplaçant la loi du 3 octobre 1940 portant statut des juifs		JO 2 décembre 1941
1887	19/11/41	Arrêté		Etat Français	relatif à l'application de la loi du 17 avril 1941, concernant la construction des bâtiments des exploitations agricoles à constituer		JO 3 décembre 1941
1888	19/11/41	Arrêté		Etat Français	relatif aux primes de magasinage sur les céréales secondaires		JO 5 décembre 1941
1889	19/11/41	Arrêté		Etat Français	relatif aux indemnités compensatrices dues à la meunerie		JO 5 décembre 1941
1890	19/11/41	Arrêté		Etat Français	relatif aux indemnités compensatrices pour complément du prix des blés et des seigles		JO 5 décembre 1941
1891	19/11/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la redevance départementale sur les farines		JO 5 décembre 1941
1892	19/11/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la taxe départementale sur les farines		JO 5 décembre 1941

1882					
1883					
1884	Indochine				
1885	Algérie				Voir l'étude de Louis Maguet :"Opérations immobilières et assimilées soumises à l'autorisation préfectorale", Gaz. Pal. 1941.2.Doct., p. 11.
1886	Outre-mer : colonies et protectorats.				
1887					
1888					
1889					
1890					
1891					
1892					

1893	19/11/41	Arrêté		Etat Français	fixant les conditions dans lesquelles sera réalisée, à l'échelon régional et départemental, l'unification par branche d'activité des organismes professionnels de mutualité agricole		JO 9 décembre 1941
1894	20/11/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la restriction de la consommation d'électricité		JO 22 novembre 1941
1895	21/11/41	Loi	4833	Etat Français	modifiant la loi du 15 octobre 1940 relative à la coordination des transports ferroviaires et routiers		JO 4 décembre 1941
1896	21/11/41	Décret	4904	Etat Français	étendant à l'Algérie la loi du 22 juillet 1941 relative aux entreprises, biens et valeurs appartenant aux juifs		JO 25 novembre 1941
1897	22/11/41	Loi	4944	Etat Français	concernant l'exercice de la médecine		JO 29 novembre 1941
1898	22/11/41	Arrêté		Etat Français	fixant les conditions dans lesquelles sera réalisée l'unification par branche d'activité des sociétés ou caisses locales d'assurances mutuelles agricoles		JO 25 novembre 1941
1899	22/11/41	Arrêté		Etat Français	réglementant la vente des appareils de chauffage électrique		JO 25 novembre 1941
1900	24/11/41	Loi	4937	Etat Français	modifiant l'article 118 de la loi de finances du 29 avril 1926, relatif aux taux des avances sur pension		JO 21 décembre 1941
1901	24/11/41	Décret	4901	Etat Français	rétablissementant la composition normale du tribunal de Chalon-sur-Saône		JO 7 décembre 1941
1902	25/11/41	Loi	4967	Etat Français	portant réorganisation de l'inspection de la cour d'appel d'Alger		JO 29 novembre 1941
1903	25/11/41	Loi	4978	Etat Français	sur le jury		JO 12 décembre 1941

1893					
1894					
1895					
1896					Voir la note du commissariat général aux questions juives sur la circulation des capitaux juifs du 25 août 1941, Gaz. Pal. 1941. 2.766.
1897					
1898					
1899					
1900					
1901	Chalon-sur-Saône	justice -- composition -- tribunal			
1902	Alger	justice -- cour d'appel -- inspection			
1903		justice -- code -- instruction -- criminelle			

1904	25/11/41	Arrêté		Etat Français	modifiant les arrêtés des 16 et 17 juin 1941 créant la section des produits divers		JO 26 novembre 1941
1905	25/11/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la statistique industrielle et commerciale et visa obligatoire des questionnaires		JO 3 décembre 1941
1906	26/11/41	Loi	4693	Etat Français	modifiant la loi du 7 octobre 1940 instituant l'ordre des médecins		JO 29 novembre 1941
1907	26/11/41	Décret	4982	Etat Français	portant dissolution du comité d'organisation des industries des lessives, glycérines, cires préparées et produits d'entretien et des commerces qui s'y rattachent, et rattachant les branches professionnelles industrielles		JO 28 novembre 1941
1908	26/11/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la circulation des pommes de terre destinées à la consommation familiale		JO 28 novembre 1941
1909	27/11/41	Décret	4984	Etat Français	étendant à l'Algérie la loi du 14 août 1941 réprimant l'activité communiste ou anarchiste		JO 2 décembre 1941
1910	28/11/41	Loi	4996	Etat Français	portant modification de l'article 13 du Code de justice militaire pour l'armée de terre		JO 11 décembre 1941
1911	28/11/41	Arrêté		Etat Français	réglementant la circulation des véhicules automobiles utilisant le gaz naturel de pétrole		JO 4 décembre 1941
1912	29/11/41	Loi	5047	Etat Français	instituant une union générale des Israélites de France		JO 2 décembre 1941
1913	29/11/41	Décret	5002	Etat Français	instituant un comité d'organisation des maisons de santé privées		JO 4 décembre 1941
1914	29/11/41	Arrêté		Etat Français	fixant les modalités de l'autorisation préfectorale visée à l'article 1° et de la déclaration mentionnée à l'article 4 de la loi du 2 novembre 1940 interdisant toute acquisition du fonds de commerce par les juifs sans		JO 2 décembre 1941

1904					
1905					
1906					
1907					
1908					
1909	Algérie				
1910	Colonies, protectorats, outre-mer.	justice -- militaire			Des stagiaires peuvent être nommés afin d'assurer les fonctions de substitut.
1911					
1912					
1913					
1914					

1915	30/11/41	Loi	5053	Etat Français	portant organisation de la culture maraîchère aux abords des villes		JO 3 décembre 1941
1916	30/11/41	Loi	2037	Etat Français	régulant les droits à pension des fonctionnaires et agents civils victimes de faits de guerre et modifiant l'article 23 (2 ^e paragraphe) de la loi du 14 avril 1924		JO 7 décembre 1941
1917	30/11/41	Loi	5038	Etat Français	portant création d'un comité professionnel des auteurs dramatiques, compositeurs et éditeurs de musique		JO 21 décembre 1941
1918	30/11/41	Loi	4824	Etat Français	relative aux conditions de travail et aux salaires		JO 24 décembre 1941
1919	30/11/41	Décret	5065	Etat Français	modifiant la compétence territoriale des tribunaux de Baume-les-Dames et de Besançon		JO 11 décembre 1941
1920	01/12/41	Arrêté		Etat Français	pour l'application aux infractions qui auraient été de la compétence des tribunaux militaires de l'armée du Levant les dispositions de la loi du 21 octobre 1941		JO 7 décembre 1941
1921	02/12/41	Loi	5068	Etat Français	autorisant la Société nationale des Chemins de fer français à procéder à des opérations d'émission, de conversion et de remboursement d'emprunts		JO 5 décembre 1941
1922	03/12/41	Loi	4799	Etat Français	relative à l'organisation professionnelle de la meunerie		JO 5 décembre 1941
1923	04/12/41	Loi	5112	Etat Français	relative à la vente des fromages		JO 5 décembre 1941
1924	04/12/41	Décret	5095	Etat Français	portant dérogation à la loi du 1 ^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et à la loi du 2 juillet 1935 tendant à l'organisation et à l'assainissement des marchés du lait et des produits		JO 5 décembre 1941
1925	04/12/41	Arrêté		Etat Français	concernant la récupération et le commerce des débris et déchets de cuir		JO 12 décembre 1941

1915					
1916					
1917					
1918					
1919		justice -- compétence -- tribunal			
1920		tribunal -- militaire -- compétence -- infraction			
1921					
1922					
1923					
1924					
1925					

1926	05/12/41	Décret	5097	Etat Français	autorisant les contrôleurs de l'administration près les secrétariats d'Etat à la guerre, à la Marine et à l'Aviation, à se faire assister d'experts comptables au cours de leurs missions auprès des entreprises privées		JO 7 décembre 1941
1927	06/12/41	Loi	5051	Etat Français	portant création d'un timbre-poste spécial pour l'affranchissement du courrier officiel		JO 7 décembre 1941
1928	06/12/41	Loi	4820	Etat Français	portant modification de la loi du 28 février 1941 relative à la forme et à la négociation des actions		JO 7 décembre 1941
1929	06/12/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la forme et à la négociation des actions		JO 7 décembre 1941
1930	06/12/41	Arrêté		Etat Français	modifiant la quotité de l'impôt sur les opérations de bourse de valeurs		JO 7 décembre 1941
1931	06/12/41	Arrêté		Préfet de la Seine	fixant le pourcentage pour le département de la Seine des bénéficiaires de la loi du 8 octobre 1940 sur la priorité d'embauchage des pères de famille		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 14 décembre 1941
1932	08/12/41	Loi	5031	Etat Français	reportant au 31 décembre 1942 la date jusqu'à laquelle peuvent être accordées des avances du Trésor en vue de la reprise de l'activité agricole		JO 10 décembre 1941
1933	08/12/41	Loi	5063	Etat Français	portant statut des agréés près les tribunaux de commerce		JO 24 décembre 1941
1934	08/12/41	Décret	5156	Etat Français	relatif aux pouvoirs des préfets régionaux en matière économique		JO 10 décembre 1941
1935	09/12/41	Loi	5164	Etat Français	portant étatisation de la police dans l'agglomération bordelaise		JO 10 décembre 1941
1936	10/12/41	Ordonnance		Etat Français	relative aux modalités de contrôle périodique des juifs		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 14 décembre 1941

1926					
1927					
1928			rectificatif au JO du 9 décembre 1941.		
1929					
1930					
1931					
1932					
1933		tribunal -- commerce			
1934					
1935					
1936					

1937	12/12/41	Loi	5180	Etat Français	fixant pour la campagne 1939-1940 les modalités d'application de l'article 234 du Code de justice militaire pour l'armée de terre		JO 21 décembre 1941
1938	12/12/41	Loi	5181	Etat Français	portant modification du Code de justice militaire pour l'armée de terre		JO 21 décembre 1941
1939	12/12/41	Arrêté		Etat Français	concernant l'unification par branches d'activité des coopératives agricoles de production, de transformation et de vente		JO 14 décembre 1941
1940	13/12/41	Loi	5188	Etat Français	portant dérogation aux dispositions de l'alinéa 1° de l'article 36 du Code de justice militaire pour l'armée de terre, relatives à l'établissement des plainte en insoumission		JO 23 décembre 1941
1941	13/12/41	Arrêté		Préfet de Police	modifiant l'heure de fermeture des magasins d'alimentation au détail		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 15 décembre 1941
1942	15/12/41	Loi	5229	Etat Français	relative à la fermeture de certains établissements industriels durant la période du 21 décembre 1941 au 4 janvier 1942 inclus		JO 16 décembre 1941
1943	15/12/41	Décret	5222	Etat Français	relatif à l'usage des livres scolaires		JO 16 décembre 1941
1944	15/12/41	Arrêté		Préfet de Police	relatif à la perception par la Ville de Paris, à compter du 1° janvier 1942, de la taxe locale sur les ventes au détail et prestations de services instituée par la loi du 6 novembre 1941		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 30 décembre 1941
1945	15/12/41	Arrêté		Préfet de Police	relatif à la perception par la Ville de Paris, à compter du 1° janvier 1942, des taxes additionnelles aux droits d'enregistrement prévues par la loi du 6 novembre 1941		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 30 décembre 1941
1946	15/12/41	Arrêté		Préfet de Police	relatif à la perception par la Ville de Paris, à compter du 1° janvier 1942, de la taxe sur le chauffage et l'éclairage par le gaz prévue par la loi du 13 août 1926		Bulletin municipal officiel de la ville de Paris 30 décembre 1941
1947	15/12/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la suspension de certaines fournitures d'énergie électrique pendant la période du 21 décembre 1941 au 4 janvier 1942		JO 16 décembre 1941

1937		justice -- militaire -- code			
1938		justice -- militaire -- code			
1939					
1940		justice -- militaire -- code			
1941					
1942					
1943					
1944					
1945					
1946					
1947					

1948	15/12/41	Arrêté		Etat Français	relatif à la suspension de certaines consommations de gaz pendant la période du 21 décembre 1941 et au 4 janvier 1942		JO 17 décembre 1941
1949	16/12/41	Arrêté		Etat Français	concernant la récupération et le commerce des crins, poils et soies d'animaux		JO 18 décembre 1941
1950	17/12/41	Loi	4668	Etat Français	modifiant l'article 2 (2°) de la loi du 2 juin 1941 relative au statut des juifs		JO 19 décembre 1941
1951	17/12/41	Loi	5228	Etat Français	relative à l'établissement d'un plan d'aménagement de la production		JO 23 décembre 1941
1952	17/12/41	Loi	5019	Etat Français	portant modification n° 2 à la loi du 16 juin 1933 sur la sécurité de la navigation maritime et l'hygiène à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance		JO 25 décembre 1941
1953	17/12/41	Loi	5234	Etat Français	concernant la répression des infractions en matière de blé, de céréales, farine et pain		JO 24 décembre 1941
1954	17/12/41	Décret	5147	Etat Français	portant application de l'article 96 de la loi du 31 décembre 1921 au barreau de Saint-Affrique		JO 28 décembre 1941
1955	18/12/41	Loi	5270	Etat Français	relative aux conditions d'imputation et de répartition des dépenses occasionnées par l'application de l'article 1° de la loi du 2 septembre 1941 sur la protection de la naissance		JO 21 décembre 1941
1956	18/12/41	Arrêté		Etat Français	fixant les modalités de rémunération ou d'indemnisation du personnel des entreprises visées par la loi du 15 décembre 1941 relative à la fermeture de certains établissements industriels durant la période du 21 décembre 1941		JO 19 décembre 1941
1957	19/12/41	Loi	5266	Etat Français	relative à l'application de la loi du 17 juillet 1941 touchant la modification de l'objet social des sociétés par actions		JO 23 décembre 1941
1958	19/12/41	Décret	5267	Etat Français	supprimant la formalité du visa et la légalisation du secrétaire d'Etat aux Colonies pour les actes dressés en France destinés à être produits dans les colonies et pour les actes dressés dans les colonies dont il doit être fait		JO 21 décembre 1941

1948					
1949		ratrionnement			
1950		juifs			
1951					
1952					
1953		marché noir			
1954	Saint-Affrique	justice -- avocat -- barreau			
1955		potitique nataliste -- famille			
1956		industrie			
1957		SA			
1958	colonies et protectorats	actes			

1959	20/12/41	Loi	5294	Etat Français	modifiant la loi n° 3485 du 10 août 1941 relative à la fixation du prix du pain pour la campagne 1941-1942		JO 24 décembre 1941
1960	20/12/41	Loi	5042	Etat Français	approuvant un arrangement avec le Gouvernement italien		JO 25 décembre 1941
1961	21/12/41	Loi	5060	Etat Français	relative aux hôpitaux et hospices civils		JO 30 décembre 1941
1962	23/12/41	Loi	5334	Etat Français	portant prorogation des délais prévus à l'article 20 de la loi du 2 décembre 1940 modifié par la loi du 29 mai 1941		JO 30 décembre 1941
1963	23/12/41	Loi	5335	Etat Français	étendant les modifications apportées par l'article 1° du décret du 24 mai 1938 à toutes les communes		JO 27 décembre 1941
1964	26/12/41	Loi	5389	Etat Français	concernant le prix des blés livrés après l'expiration des délais prévus		JO 28 décembre 1941
1965	27/12/41	Décret	5421	Etat Français	fixant les modalités de constitution des nantissements sur primes dues par le Trésor aux organismes stockeurs de blé et de seigle		JO 30 décembre 1941
1966	28/12/41	Loi	5450	Etat Français	modifiant la loi du 30 juillet 1940 relative à la Cour suprême de justice		JO 30 décembre 1941
1967	28/12/41	Loi	5331	Etat Français	relative aux constructions privées		JO 30 décembre 1941
1968	28/12/41	Loi	5301	Etat Français	portant modification de la loi du 2 décembre 1940 relative à l'organisation corporative de l'agriculture		JO 30 décembre 1941
1969	28/12/41	Décret	5302	Etat Français	portant application du Titre III de la loi du 2 décembre 1940 relative à l'organisation corporative de l'agriculture (groupes spécialisés)		JO 30 décembre 1941

1959					
1960					
1961		santé			
1962					
1963					
1964		céréales			
1965		céréales			
1966		justice -- cour suprême de justice			Le président, choisi parmi les membres ou anciens membres de la Cour de cassation, est nommé pour une durée limitée et renouvelable.
1967		BTP			
1968		agriculture			
1969		agriculture			

1970	28/12/41	Décret	5348	Etat Français	portant modification n° 2 au décret du 22 octobre 1939 relatif au régime du travail dans la marine marchande		JO 30 décembre 1941
1971	28/12/41	Décret	5307	Etat Français	portant application de l'article 6 de la loi du 2 décembre 1940 en ce qui concerne les délégués régionaux et les membres du conseil des unions régionales corporatives agricoles		JO 30 décembre 1941

1970					
1971		agriculture			